ABONNEMENTS:

	Quotidien.	Heb.
Ville.	$4.00	$1.50
Campagne.	3.00	1.00
Etats-Unis.	3.50	1.50
Union Postale.	5.00	2.00

(Payable d'avance)

Le Canada

Rédaction et Administration
73 rue St-Jacques, Montréal.
Service de jour. . . . . Main 3058
Service de nuit Main (seulement) 3058-3059

VOL. XIII — No 197. BEAU MONTREAL, MARDI 23 NOVEMBRE 1915. Température: Minimum 26; Maximum 32 PRIX: DEUX SOUS.

DE L'OPTIMISTE CHEZ LES ALLIES

Quoiqu'on ne connaisse pas encore l'attitude définitive de la Grèce, les succès des Serbes, les difficultés des Austro-allemands donnent confiance à l'Entente.

Londres, 22. — On n'a pas reçu ici la réponse définitive de la Grèce à la demande des Alliés de l'Entente pour l'obtention de garanties relatives à la sécurité des forces anglo-françaises, débarquées à Salonique, ou des troupes serbes, qui pourraient être contraintes de traverser la frontière de la Grèce. Une dépêche d'Athènes dit, cependant, que le cabinet grec est disposé à accepter les conditions, posées par les puissances de l'Entente, sauf celle qui demande à la Grèce de participer à la guerre, et qu'on peut s'attendre à une solution immédiate de toute la difficulté.

—Pendant ce temps, le blocus du commerce hellénique est devenu un fait, et l'Italie, dit-on, participe aux mesures de contrainte, qui ont été adoptées. Cet événement, avec l'annonce que les Serbes ont remporté une victoire sur les Bulgare au nord-est de Pristina; que les Bulgares ont retardé leur marche sur Monastir, et que les Austro-Allemands font face à de grandes difficultés, résultant de la température hiémale, a créé un optimisme plus confiant dans les capitales des Alliés de l'Entente. Les forces anglaises et françaises sont renforcées de jour en jour par les hommes et les canons, débarqués à Salonique, et une partie des renforts doit être dirigée sur Monastir, ou les Serbes, dit-on, concentrent aussi des troupes, et menacent les Bulgares à Prilip.

—La Roumanie se trouve elle-même dans la même position que la Grèce avec les Alliés de l'Entente et les puissances du centre, qui exercent leur pression sur elle.

—Les Allemands, dit-on, demandent à la Roumanie de fournir des assurances de sa neutralité continuelle, et ils lui offrent également des concessions, si elle intervient dans la guerre du côté des alliés teutons. Avec une grosse armée russe en Bessarabie, cependant, on croit, dans les cercles militaires, ici, bien peu probable que la Roumanie acceptera la seconde alternative. En général, on s'attend ici à ce que la ferme attitude des puissances de l'Entente à l'égard de la Grèce éclairera sous peu la situation dans les Balkans.

—Il y a peu de nouvelles d'importance d'aucun des autres fronts. Les Italiens, par leur offensive soutenue, affermissent leurs positions autour de Goritz, qui ne peut pas, croit-on, résister bien longtemps encore. Sur le front occidental, l'artillerie anglaise et française est devenue plus active dans les Flandres et en Champagne, et cette activité a été, dans le passé, le signal de mouvements d'offensive. Les Russes, depuis qu'ils ont regagné le territoire qu'ils perdirent le long de la rivière Styr, ont été inactifs, sauf pour de petites attaques dans la région de Dvinsk. Le correspondant de Pétrograde prédit cependant, que d'autres événements importants vont bientôt poindre.

—On rapporte qu'une autre flottille de sous-marins anglais est arrivée dans la Baltique.

LA CAUSE DES CONSPIRATEURS

Le choix d'un jury, appelé à juger les conspirateurs allemands aux Etats-Unis, est particulièrement pénible.

New-York, 22 — La sympathie des résidents de New-York pour un côté ou l'autre des nations en guerre, en Europe, a rendu extrêmement difficile aujourd'hui, le choix d'un jury pour le procès du Dr Karl Benz, directeur-gérant, et ses trois fonctionnaires subalternes de la ligne Hambourg-Amérique, accusés de conspiration pour tromper et frauder les Etats-Unis en envoyant des vaisseaux de provisions aux croiseurs allemands dans l'Atlantique, dans les premières phases de la guerre.

Quarante-deux personnes ont été examinés, mais dix jurés seulement ont été choisis et provisoirement. Toutefois, dix de ce nombre ont été déclarés acceptables des deux côtés. Toute la liste a été épuisée, et une autre sera prête quand l'épreuve se continuera, demain matin.

Pas plus de six des quarante-deux hommes, qui ont été examinés, se sont déclarés entièrement neutres en ce qui concerne la guerre européenne. Beaucoup d'entre eux ont des parents dans les armées d'un côté ou de d'autre, tandis que d'autres, de descendance allemandes, anglaise ou française, ont accordé leurs sympathies à la cause de leurs ancêtres.

COLLISION FATALE ENTRE DEUX TRAINS

Columbus, Geor., 22. — Six personnes ont été tuées, douze autres manquent et plus de trente ont été blessées à la suite d'une collision, qui s'est produite à six milles d'ici, tard, ce soir, entre un train de passagers du Central of Georgia, et un convoi spécial de vingt-huit chars, portant le cirque Kennedy.

Un malentendu dans l'exécution des ordres a été, dit-on, la cause de l'accident. Les morts identifiés et les blessés, sont deux serrefreins, étaient du personnel de la compagnie Kennedy.

LA CHINE VEUT DE L'ARGENT

Les Alliés lui en avanceront, si elle veut réprimer les désordres, causés par l'Allemagne.

Pétrograd, viâ Londres, 22. — Le ministère des Affaires Etrangères au sujet des propositions, faites à la Chine par les Alliés de l'Entente, dit que le gouvernement chinois demande de l'argent pour rencontrer les obligations contractées, il y a deux ans et qui sont maintenant échues. Les Alliés de l'Entente, déclare-t-on, sont prêts à avancer l'argent, pourvu que la Chine donnera des garanties satisfaisantes touchant le maintien de la tranquillité domestique, et adoptera des mesures décisives pour mettre fin aux désordres soulevés par l'Allemagne.

Le Ministère des Affaires Etrangères déclare que les villageois chinois, aidés par les troupes insulaires, ont anéanti l'été dernier, une bande d'Allemands qui se dirigeait de Pékin en Mandchourie, dans le but de couper les lignes de chemin de fer, et que des chefs mongols ont détruit une autre bande d'Allemands sur les frontières de la Mongolie et de la Mandchourie.

ROOSEVELT EN CAUSE

Il doit prendre part à un procès d'une compagnie de chemni de fer.

New-York, 22. — Théodore Roosevelt a de nouveau, comme président, des Etats-Unis, comparu à titre d'aviseur de Charles Mellen dans l'acquisition du chemin de fer Boston & Maine, dans le procès de onze anciens directeurs de la ligne New-Haven, intenté selon l'esprit de la loi Sherman contre les trusts.

Mellen représentait l'ancien président comme ayant, en 1901, conseillé l'achat du Boston & Maine avec la restriction, toutefois, que, " si vous faites mal, vous n'avez pas besoin de revenir me trouver". Le conseil fut donné après que Mellen avait eu une entrevue, à la suggestion de Roosevelt, avec Franklin K. Lane, alors président de la commission du commerse entre Etats, et il lui expliqua qu'il y avait danger de voir le Boston & Maine "tomber aux mains des étrangers", si le New-Haven ne s'en emparait pas. Par "étrangers", le témoin a dit qu.il voulait désigner le Canadien Pacifique et le Grand Tronc.

TORPILLAGE DE "L'ULRIKEN"

Washington craint de nouvelles difficultés avec l'Allemagne.

Washington, 22. — Les fonctionnaires envisagent la possibilité d'une autre controverse avec l'Allemagne, au sujet de la guerre sous-marine, par les nouvelles qui ont été reçues au département d'Etat.

Ces nouvelles indiquent que le navire norvégien "Ulriken" a été coulé par une torpille sans avertissement préalable et que quatre hommes ont péri.

On ne sait s'il y avait à bord des Américains, mais par le fait que le navire transportait des approvisionnements pour le Comité de secours belge, on pense que cela est probable.

Le département d'Etat a ordonné une enquête pour déterminer s'il y avait des Américains à bord et, dans ce cas, combien ont péri.

CONTRE L'ALCOOLISME

Paris, 22. — Le contre-amiral Aubry, gouverneur de la place de Brest, a pris un arrêté portant interdiction de vente, dans tous les cafés, cabarets, estaminets et débits de boissons de la place forte de Brest-Quelern-Ouessant, des spiritueux aux militaires et marins de tous grades, ainsi qu'aux hommes mobilisés ou mobilisables affectés aux établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale.

Ne sont pas compris dans l'interdiction : 1. le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel ; 2. les vins de liqueur et d'imitation ne titrant pas plus de 18 degrés ; 3. les liqueurs sucrées préparées avec des fruits frais, pourvu qu'elles ne titrent pas 23 degrés.

D'autre part, une correspondance du Mans dit que par arrêté du général Faurie, la vente en détail des spiritueux est également interdite sur tout le territoire de la 4e région, dans les cafés, cabarets, estaminets et débits de boissons, aux militaires de tous grades, ainsi qu'aux hommes appartenant à l'une des classes mobilisées ou mobilisables, affectés aux établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale.

UN FAIT MONSTRUEUX

La Haie, 22 — M. le docteur Terwagne, correspondant particulier en Hollande de "l'Indépendance de Londres" adresse ce jour à ce journal le télégramme suivant :

"On ne connaîtra jamais jusqu'à quel point d'abjection sont descendus les Allemands qui ont envahi notre pays Voici un fait monstrueux dont je garantis l'exactitude :

"Un des assassins de Baeckelmans et de Frank, qui ont été fusillés dernièrement à Anvers, a fait argent d'un mouchoir trempé dans le sang de ses victimes ! Il l'a vendu $100.

L'OFFICIEL FRANCAIS

Tant dans les Balkans et les Dardanelles que sur le front occidental les troupes françaises remportent des succès.

Paris, 22. — Le communiqué officiel suivant a été publié par le Ministère de la Guerre, ce soir:

'En Artois et en Champagne, une activité continuelle a été déployée par les deux artilleries. En Argonne, le combat de mines se poursuit à notre avantage. En Alsace, une canonnade quelque peu violente a eu lieu à Hartmanns-Weilerkopf et sur le plateau d'Uffholg.

"Armée d'Orient: — Le 19 novembre, une attaque bulgare près de Mrzen, situé sur la rive gauche de la Cerna, a été repoussée; l'action fut recommencée le 20 sur le Rajek, un affluent de la Cerna. Le calme prévaut dans la direction de Strumitza.

"Corps expéditionnaire des Dardanelles: — Durant la semaine du 15 au 22 novembre, le combat sous terre s'est continué des deux côtés. Nous avons fait exploser avec succès plusieurs camouflets (petites mines).

"Le 15 novembre une action locale, sur le front d'une division anglaise, a permis de capturer une tranchée et un entrepôt de bombes. Le feu de nos batteries et d'un croiseur blindé français a supporté l'action. Le sol, ainsi gagné, a été consolidé dans la matinée du 16, nonobstant de violentes contre-attaques, livrées par l'ennemi, qui a été repoussé partout".

LE BULLETIN BELGE

Paris, 22. — Le bulletin belge, publié aujourd'hui, est ainsi conçu:

"Le temps est nuageux, et il y a une légère activité de la part de l'artillerie, devant notre front".

LE SILENCE EST D'OR

Lansing et Bernstorff s'entendent pour ne rien dire au sujet des réparations de l'Allemagne aux Américains.

Washington, 22. — Le secrétaire d'Etat Lansing et l'ambassadeur Bernstorff, d'Allemagne, se sont entendus pour ne pas publier d'informations relatives à leurs conversations sur les réparations que doit faire l'Allemagne pour les Américains qui ont perdu la vie dans le désastre du "Lusitania." Le secrétaire Lansing a fait cette déclaration aujourd'hui, en refusant de commenter les rapports que l'Allemagne, par l'entremise de l'ambassadeqr avait proposé de payer une indemnité de $5,000 pour chacun des citoyens américains perdus sur le "Lusitania" et que cette offre avait été refusée.

UN ZEPPELIN EXPLOSE

Son hangar est démoli et il y a onze victimes.

Copenhague, 22 — Le dirigeable allemand "Z-18" a fait explosion dans son hangar à Tondern RPrusse) mercredi dernier, pendant qu'on procédait à son gonflement.

Ce zeppelin, presque neuf, n'avait encore effectué qu'une seule ascension au-dessus de l'île de Syll.

Le hangar dans lequel on le remisait venait d'être terminé. Il a été presque complètement détruit.

Le dirigeable subissait quelques changements dans la disposition de son armement. Un certain nombre de marins aidaient les mécaniciens ; malgté les ordres précis, plusieurs d'entre eux fumaient des cigares. Il parait qu'un de ces cigares, en tombant, aurait déterminé l'explosion.

Tant en tués qu'en blessés, il y a onze victimes.

SOUS L'AVALANCHE

Une patrouille militaire suisse trouve la mort sur le Mont Simplon.

Berne, viâ Paris, 22 — Une patrouille militaire suisse sur le mont Simplon, a été surprise par une avalanche, aujourd'hui; et le lieutenant Willy et cinq hommes ont été ensevelis sous la neige et écrasés à mort.

EFFET DE LA VICTOIRE SERBE

Pétrograde, viâ Londres, 22 — Les dépêches, reçues par la légation serbe, aujourd'hui, concernant la défaite des Bulgares près de Nish, samedi dernier, rapportent qu'on s'attend à ce que la victoire serbe retarde indéfiniment la réouverture du chemin de fer, qui conduit à Constantinople.

IL A VENDU SON NAVIRE A STEFANSON

Seattle, Wash., 22. — Le capitaine Louis Lane, qui découvrit Willyalmur Stefanson, l'explorateur, sur l'île Baily, l'été dernier, et lui communiqua les premières noupelles de la guerre, est arrivé aujourd'hui de Cordoue par bateau. Il a vendu sa goélette "Polar Bear" à Stefanson.

UNE ATTAQUE CONTRE NOTRE PAYS

New-York, 22. — Le "Evening World" de ce soir publie la dépêche suivante:

Washington, 22. — Cleveland, Buffalo, Toledo, Détroit et d'autres grandes villes des lacs ont été déterminées dans des rapports, parvenus à l'ambassade anglaise, comme les points d'où une attaque contre le Canada devait être tentée par des réservistes allemands, a déclaré l'ambassade anglaise, aujourd'hui.

"Jusqu'ici, toutefois, rien n'a été découvert pour assurer un protêt à ce gouvernement, a-t-on dit".

L'AUDACE DU GEN. SARRAIL

Il n'attendit pas l'arrivée de toute son armée pour agir, et il tenta d'opérer jonction avec les Serbes, venant à 10 milles de ces derniers.

Londres, 23. — Une dépêche reçue ici du représentant de la presse anglaise à Salonique, en date de dimanche, dit ce qui suit:

"Les seules troupes de l'Entente, qui aient pris part à l'action jusqu'ici dans ce théâtre de la guerre, sont les troupes françaises. Le général Sarrail, commandant des forces françaises, en arrivant sur la scène des opérations, s'adonna à la tâche avec une grande énergie.

"Sans attendre que toute son armée se fut transportée dans la contrée, il attaqua hardiment l'ennemi dans le dessein d'opérer une jonction avec les Serbes, qui défendaient le col de Babuna. A un moment donné, on vint à dix milles de distance. Alors, l'armée serbe recula devant un ennemi numériquement supérieur, et elle échappa à la portée des Français.

"La responsabilité de cet échec ne pèse ni sur les Français ni sur les Serbes mais elle repose plutôt sur un concours de circonstances, dont la moindre n'était pas la difficulté du transport sur une seule ligne de chemin de fer, qui part en crochet de Salonique avec de l'herbe croissant en plusieurs endroits entre les rails.

"Dès que les Serbes se furent retirés du col de Babuna, l'objectif de l'offensive française disparut; et les Français se sont contentés, depuis ce temps, de défendre leurs positions. Le combat de la dernière quinzaine ne s'est alors borné qu'à une guerre de tranchées".

LE TRIBUT DES OEFICIERS ANGLAIS

Depuis le commencement de la guerre, 19,668 officiers anglais sont tombés, face à l'ennemi.

Londres, 12 nov. — (Correspondance). — La liste des pertes des officiers pour la quinzaine se terminant le 25 octobre, montre que l'armée anglaise, dans tous les théâtres de la guerre, a perdu 474 officiers tués, 832 blessés et 147 disparus, soit un total de 1,453, ce qui porte les pertes subies, depuis le commencement de la guerre, par les officiers anglais, à 19,668. De ce nombre, 6,033 ont été tués ou ont succombé à leurs blessures ; 11,952 ont été blessés, et 1,683 sont signalés comme manquant à l'appel.

Les pertes ont été de nouveau lourdes parmi les officiers de haute marque. Le major général Fred. D. Wing et le brigadier général Wormald, ont été tués, et le brigadier général Bruce est disparu. Cinq autres brigadiers-généraux sont blessés, tandis que les noms de quatre colonels et de dix lieutenants-colonels sont parmi les tués.

L'ANGLETERRE EST BIEN DÉTERMINÉE

C'est ce que déclare, hier, lord Derby, chargé du recrutement chez les Anglais.

Londres, 22 — "Le pays est fort, et il est bien déterminé à voir la fin de cette guerre", a dit lord Derby en s'adressant aux correspondants américains, aujourd'hui, relativement à la campagne de recrutement en Angleterre, dont il est chargé.

"Le peuple est aussi déterminé à continuer la guerre qu'il l'était au mois d'août, l'an dernier, et nous gagnerons."

Lord Derby n'a pas voulu faire d'autres déclarations pour le présent se contentant de dire qu'il devait attendre au 11 décembre pour se prononcer d'une façon bien définitive.

Lord Derby a dit que ce serait un grand succès si la nation anglaise terminait la guerre d'heureuse façon, sans recourir au service obligatoire. Il attribue fort l'abstention d'un grand nombre à s'enrôler au fait qu'ils n'ont pas réalisé l'urgence du moment.

UNE EXPLOSION A PARRY-SOUND

On craint que des étrangers ennemis aient causé l'explosion qui a détruit cinq bâtisses de la Canadian Explosives. — Il n'y a pas eu de pertes de vies. Les troupes sont appelées.

Parry Sound, Ont., 22. — Une explosion, dont la cause est inconnue, mais qu'on attribue généralement à l'activité des étrangers ennemis, s'est produite à 7.30 heures, ce soir, dans l'édifice de la Canadian Explosives Campany, qui occupe un rayon de près de trois milles carrés à Nobel, situé à sept milles de cette ville, sur la ligne du Pacifique Canadien. Cinq bâtisses à un étage, dont on se servait pour emmagasiner la cordite, que la compagnie manufacturait en grande quantité, ont été détruites.

Entre sept à huit cents hommes sont employés à l'usine; mais jusqu'ici, on n'a pas signalé de pertes de vie, les employés ayant laissé leur ouvrage, quelque temps avant que l'explosion ne se produisit. Les magasins étaient situés près d'un mille et demi de la manufacture; et, à l'exception du gardien de nuit, qui n'a pas été blessé, croit-on, il n'y avait personne dans le voisinage.

Par suite de la nature suspecte des explosions, le major Storey, en charge du contingent d'outremer, qui s'entraine ici, a envoyé 150 hommes de son régiment, et un fort cordon de militaires a été placé autour des usines, ce soir.

LES TROUPES SONT PRETES

Toronto, 22. — Devant le caractère suspect des explosions qu'on a signalées à l'usine de la Canadian Explosives Company Ltd., à Nobel, un détachement de troupes est prêt à se rendre sur la scène de la catastrophe, si la chose devient nécessaire.

WASHINGTON A DES SCRUPULES

Les E.-U. s'opposeront peut-être à la publication de tout rapport du traitement subi par les Anglais en Allemagne.

Washington, 22 — Si l'on voit que le gouvernement anglais a livré à la publicité le contenu d'un rapport fait par l'ambassadeur Gérard, à Berlin, relativement au prétendu traitement cruel des prisonniers de guerre anglais dans les camps d'internement en Allemagne, les Etats-Unis pourraient bien décréter que pareille publicité est embarrassante et faire des représentations pour empêcher la publication de tout autre rapport du même genre Le secrétariat d'état croit qu'un rapport de cette nature fait par un diplomate américain, agissant pour l'Angleterre, ne devrait pas être livré à la publicité.

UN IMPOSTEUR

Il est arrêté à Provins

Paris, 22. — M. Tate, vétérinaire anglais, a été arrêté à Provins, sous l'accusation de s'être servi de la Croix-Rouge américaine comme d'un leurre pour obtenir des fonds et des vêtements de personnes charitables habitant aux Etats-Unis et en Angleterre.

Dans les journaux où il faisait des annonces, M. Tate prétendait qu'il recueillait des dons pour les Américains appartenant à la légion étrangère française.

LE GENÉRAL FOCH

On pense à Londres qu'il sera appelé au commandement de l'armée britannique.

Londres, 22. — L'"Observer" dit, dans un article de fond, que l'idée de placer l'armée anglaise qui se trouve en France, sous le commandement du général Foch, est approuvée par un grand nombre d'officiers anglais.

Le journal prétend que ce serait un coup pittoresque et émouvgnt, qui flatterait la France et en même temps ne froisserait pas plus la fierté britannique que le fait que la marine anglaise commande sur mer n'a affecté la fierté des alliés de l'Angleterre.

"L'Observer" insinue que si le plan n'est pas mis à exécution, il sera nécessaire de rajeunir les cadres de l'armée anglaise, en réduisant de cinq à dix ans la limite d'âge des généraux.

En appliquant les mêmes principes qui ont donné à la marine toute sa puissance, dit ce journal, il sera possible de créer un état-major compétent en prenant des officiers plus jeunes.

LES DESERTIONS EN ALLEMAGNE

Génève, 22. — Un correspondant de Bâle dit que l'autorité militaire allemande fait poser le long de la frontière d'Alsace, touchant au canton de Bâle, une clôture de fil de fer barbelé haute de 2 mètres.

Cette mesure est prise pour éviter les désertions de plus en plus nombreuses.

LA GUERRE FINIRA A L'HIVER 1917

L'Allemagne s'effondrera, dit un journaliste américain, dans l'hiver de 1916-1917.

Toronto, 22. — M. C. W. Barron, du "Wall Street Journal", qui a porté la parole au Canadian Club, aujourd'hui, a prédit que la guerre finira par l'écroulement de l'Allemagne, au commencement de l'hiver 1916-1917, et que le Canada et la Russie, par suite de l'étendue de leurs territoires, seront les principaux bénéficiaires de la prospérité qui s'en suivra.

On pourrait bien se demander, a dit M. Barron, où se tiennent les Etats-Unis.

"L'homme qui n'a pas d'armes quand les voleurs sont devant la porte de sa demeure, fait aussi bien de se tenir coi," commenta-t-il au milieu des rires Mais, les Etats-Unis fabriquent des armes pour l'Empire britannique. Ils n'avaient jamais fait un prêt d'un demi-milliard de dollars auparavant ; mais, ils l'ont fait aux Alliés, et ce n'est là que le commencement.

L'Allemagne ne peut pas durer un autre hiver, après celui-ci, a dit M. Barron, quand il a parlé de la longueur du conflit.

POUR VENGER EDITH CAREL

Cecil Cavell, de Listowel, Ont., s'enrôle pour venger la mort de sa cousine, tuée par les Boches.

Stratford, Ont., 22. — Parmi les recrues de Listowel, attendues ici, demain, pour le 110ème bataillon de Perth, qui ira en Europe, se trouve Cecil Cavell, un jeune Anglais, et cousin germain d'Edith Cavell, cette infirmière anglaise assassinée par les Allemands en Belgique. Le jeune Cavell travaillait sur une ferme, près de Listowel.

LES LICENCES DANS ONTARIO

On projette d'en supprimer 300.

Toronto, 22. — Bien qu'on n'ait fait aucune déclaration officielle à ce sujet, il est entendu qu'entre deux à trois cents licences, dans la province, seront supprimées au commencement de l'année prochaine, par suite de la tournée provinciale du Comité des Licences.

Toronto ne paraît pas devoir être affecté de façon appréciable.

Les décisions du Comité des Licences seront connues peu après la nouvelle année.

ANGLETERRE ET ETATS-UNIS

Pas de distinction entre les Américains aux Etats-Unis et les naturalisés.

Londres, 22 — L'ambassade américaine a demandé au gouvernement britannique de mettre en liberté MM. Miehlke et Krauss, de Chicago, qui, nés en Allemagne, sont naturalisés citoyens des Etats-Unis. Ces messieurs ont été arrêtés sur le "Kristianiefiord" à Kirkwall, ils sont maintenant internés à Edimbourg.

Leurs passeports sont corrects, mais les autorités britanniques ne manquent jamais de détenir les citoyens américains qui ne peuvent présenter leurs papiers de naturalisation.

Dès que l'ambassade eut reçu de Washington l'assurance que MM. Miehlke et Krauss avaient, sans contestation possible, droit à leurs passeports, des représentations furent faites et leur mise en liberté demandée.

On se rend compte ici que le gouvernement de Washington n'admet pas que les autorités britanniques fassent une différence entre les Américains de naissance et ceux qui le sont devenus par naturalisation.

LA PART DES CANADIENS-FRANCAIS

Deux des nôtres sont blessés sur le champ de bataille.

Ottawa, 22 — Deux Canadiens-français ont été blessés sur les champs de bataille, en Europe, d'après la liste des pertes, publiée, ce soir, par le Ministère de la Milice :

22ème BATAILLON

Blessé :

Eugène Corbin, St-Paul de La Croix, P.Q.

24ème BATAILLON

Blessé :

Aimé Lapierre, St-Liboire, P.Q.

LA POSTE SUISSE

Berne, viâ Paris, 22. — Les autorités postales suisses ont décidé à l'avenir d'envoyer la malle suisse, destinée aux Etats-Unis et à l'Amérique du Sud, dans des sacs, à travers l'Allemagne et la Hollande.

ILS TOMBENT CHEZ LES ANGLAIS

Un aéroplane allemand se perd et va tomber dans les lignes anglaises: ceux qui le montaient sont faits prisonniers.

Londres, 22. — Le communiqué officiel anglais suivant a été publié ce soir :

"Notre artillerie a, au cours des quatre derniers jours, livré un bombardement contre plusieurs portions hostiles avec un grand effet. L'artillerie de l'ennemi a déployé de l'activité au nord de Loos, à l'est d'Armentières et à l'est d'Ypres.

"Un aéroplane allemand a atterri en dedans de nos lignes au sud-ouest d'Ypres, le 19 novembre. Le pilote et l'observateur, qui ont déclaré avoir perdu leur route, furent faits prisonniers. La machine n'a pas été endommagée.

"Les déclarations contenues dans le rapport allemand du 21 courant relativement à notre front sont incorrectes dans tous les détails. Le bulletin dit qu'une grosse mine a explosé avec succès dans notre position, sur le chemin de fer Ypres-Sommenbeke. La mine en question a fait explosion bien en avant de nos tranchées. Elle n'a causé aucun dommage et aucune perte de vie et nous avons occupé le sol de chaque côté du cratère.

"L'ennemi a effectué des raids aériens sur Poperinghe, le 18 et le 20 novembre. Aucun dommage n'a été fait au chemin de fer ou aux édifices, lors du premier raid. Deux soldats ont été blessés et quatre vaches ont été tuées. Dans le second raid, une bombe a causé la mort de huit hommes.

" En ce qui regarde la réfutation ennemie de mon appréciation (celle du feld-maréchal French), de ses pertes en hommes tués, le 8 octobre, les Allemands tentent apparemment de mentir en ne faisant allusion qu'à une petite portion du champ de bataille, cependant que mon rapport référait à toute l'attaque, livrée le 8 octobre. L'ennemi a attaqué, non seulement au sud-ouest de Loos, mais aussi au sud-est et au nord-est de cette place. Tous les renseignements postérieurs obtenus, comprenant ce rapport des pertes, subies au sud-ouest de Loos, confirment mon premier estimé."

LE SOUS-MARIN ETAIT-IL ALLEMAND?

Le capitaine de "La France" prétend que son vaisseau fut attaqué par un sous-marin allemand.

Washington, 22 — Le secrétariat d'état n'a pratiquement pas reçu de nouveaux renseignements sur la perte du paquebot italien "Ancona", bien qu'on s'attende d'un moment à l'autre à des dépêches d'une nature importante.

Le capitaine de "La France", le vaisseau français, qui a été bombardé par un sous-marin sur la côte nord de l'Afrique, le jour que l'"Ancona" a été coulé, d'après les paroles que lui prête l'ambassadeur Page à Rome, prétend que le vaisseau qui attaqua son navire était de nationalité allemande. Le gouvernement italien a annoncé qu'il n'avait pas lieu de croire que le vaisseau n'était pas de nationalité autrichienne, et l'amirauté autrichienne a reconnu et admis le fait.

L'AVERTISSEMENT A LA CHINE

Lord Cecil déclare que la Chine a reçu l'avertissement des Alliés avec de bonnes dispositions.

Londres, 22.—Répondant à la Chambre des Communes aujourd'hui à une interpellation sur la réponse de la Chine aux représentations conjointes des puissances de l'Entente sur le changement projeté dans la forme du gouvernement chinois, lord Robert Cecil, sous-secrétaire parlementaire des Affaires Etrangères, a déclaré que la Chine avait reçu l'avertissement avec le même esprit amical avec lequel il lui avait été donné et qu'il n'était pas nécessaire de prendre d'autres mesures.

FAUSSETÉ TEUTONNE MISE A NEANT

L'Amirauté anglaise réfute un mensonge des Allemands au sujet de ses navires-hôpitaux.

Londres, 22. — L'Amirauté anglaise a réfuté catégoriquement ce soir l'assertion des Allemands que les vaisseaux-hôpitaux anglais servaient à d'autres fins qu'à celles auxquelles ils sont destinés. L'Amirauté annonce qu'il y a 42 et non 70 vaisseaux-hôpitaux en service sur la Méditerranée et qu'ils ne portent que des soldats malades ou blessés, des infirmières et les membres du corps des médecins.

CHRONIQUE DES SPORTS

BENARD RENCONTRERA TREMBLAY DEMAIN

PARADIS, QUI S'EST BLESSE AU GENOU NE TIRERA PAS AU SORT. — IL EST DIFFICILE DE PRONOSTIQUER LE RESULTAT DE CETTE RENCONTRE. — GREENE ET CLEVE HAWKINS VEULENT BLANCHIR LES "NOIRS".

Les circonstances ont voulu que Bénard soit l'adversaire de Tremblay demain soir au Parc Sohmer. Paradis qui s'était blessé à un genou lors de sa rencontre avec Bénard, il y a quelque temps, a aggravé cette entorse à l'entraînement et le Club Canadien a cru lui rendre justice en lui épargnant le tirage au sort qui aurait pu le handicapper mercredi soir. Eugène Tremblay débutera donc contre Bénard. On se rappelle que le lutteur du Cercle Paroissial a fait une résistance extraordinaire à Tremblay l'an dernier et, que celui-ci n'a pu le tomber qu'à l'aide de la prise d'orteil. Sachant qu'il doit éviter cette prise mortelle cette année, Bénard veillera tout spécialement à ne pas fournir à Tremblay une ouverture qui lui permettrait de l'assujettir lors de leur prochaine rencontre. Les partisans de Bénard qui le considèrent comme plus fort que le vétéran se disent certains de sa victoire, et, comme toujours la masse qui ne jure que par Eugène s'attend à son triomphe après une lutte assez prolongée. Les pronostics sont difficiles à faire, car les deux rivaux sont mieux matchés qu'autrefois. A part cette grande lutte qui passionne tous les amateurs, le programme mixte comporte la grande bataille de dix reprises entre les nègres Silas Green et Cleve Hawkins. On dit qu'ils se battront avec une ardeur qui blanchira les pugilistes negres dans l'estime des amateurs Des préliminaires de lutte et de boxe seront de plus au programme.

HUGHES A DEFAIT FREEMAN HIER SOIR

BARRY A DEFAIT CASEY DANS UNE PRELIMINAIRE. — PLUSIEURS BOXEURS ONT MANQUE A LEUR ENGAGEMENT AVEC LE MONTREAL SPORTING CLUB. — LES RAISONS DE CETTE ABSTENTION??

Le programme du Montreal Sporting Club disputé hier soir au théâtre Empire a donné satisfaction dans son ensemble malgré la défection à la dernière minute de certains pugilistes qui avaient promis leur concours. Promoteurs et amateurs de boxe sont encore à se demander la raison de cette abstention. Les messieurs engagés pour les préliminaires annoncées se sont tenus à l'écart, et il faudrait à notre avis une Commission de Boxe pour demander raison à ces pugilistes de ces alliées et venues au moment psychologique. Passons maintenant aux deux batailles de la soirée. La seule préliminaire donna une victoire à Barry sdr Kid Casey. Celui-ci fut knockouté à la sixième reprise par un right swing à la mâchoire. Casey relevé par l'arbitre se montra très courageux et voulut continuer, mais la miséricorde de Jack McBrearty l'empêcha de consommer le sacrifice. La bataille principale entre Billy Hughes du "Soo" et Freeman du district minier de Cobalt se termina à la sixième reprise par un knockout. Freeman n'eut à proprement parler que la première ronde en sa faveur. Il tira le premier sang, mais Hughes se raffermit ensuite et mena la danse. Freeman fut pratiquement mis hors de combat à la cinquième reprises, mais ses seconds mal avisés le renvoyèrent dans l'arène à la sixième, uniquement pour être mis de nouveau à l'écart. Voyant que leur homme en avait assez, ses seconds jetèrent l'éponge pour éviter un knockout officiel. Environ huit cents amateurs assistaient à ces rencontres.

Deux clubs de Boston

Joueront dans la ligue de hockey amateur de New-York.

New-York, 22 — La ville de Boston sera représentée cette année par deux clubs dans la ligue amateur de la ville de New-York dont M. Halloch du Crescent A. C., vient d'être élu président. Les clubs Bostonnais sont ceux de Harvard et de Boston A. A A. Le club Irish-Americain de cette ville n'a pas mis d'équipe sur la glace cette année, de sorte que la ligue se composera des deux clubs de Boston, Crescent A. C., St-Nicholas et New-York. Un club détenant une franchise qui ne l'exploitera pas durant trois ans perdra tous ses titres à rester membre de la ligue.

KENNEDY ET LAVIOLETTE

Georges Kennedy n'a pu rencontrer Lalonde hier, vu que celui-ci était retenu chez lui par des affaires importantes. Il s'est cependant entretenu par téléphone avec Jack Laviolette et George considère que notre rapide joueur sera encore à son poste cette année sur le club Canadien. Encore un que les Patrick n'auront pas.

Il les surveillera

Le nouveau président de la Commission de Boxe de New-York se montre sévère à l'endroit des boxeurs.

New-York, 22. — Le président Wenck de la Commission de Boxe de l'Etat de New-York vient de faire savoir à tous les promoteurs et gérants de boxeurs qu'ils devront s'enregistrer tout comme leurs protégés chez le secrétaire de la Commission, sans quoi ils ne pourront être éligibles dans aucun combat. La nouvelle commission entend se montrer encore plus sévère que par le passé et tout boxeur dont le caractère sera entaché de quelque fredaine sera mis au ban. Il en sera de même pour les gérants qui oublieront de se conformer aux lois de l'honneur. M. Wenck considère que la boxe est avant tout une question d'honneur et son intention est de ne tolérer que des gens honnêtes dans ses rangs.

PREMIERES HYPOTHEQUES

A vendre par tout montant désiré, rapportant 6, 7 ou 8 pour cent, payable trimestriellement et pour un terme de 3 ou 5 ans. Procurez-vous la liste courante. Toute hypothèque garantie sans restriction par

Marcil Trust Co. Main 3192 180 St-Jacques

Etc Année Actif. plus de $4,000 000.00

Les raisins sont verts

Les Patrick ne s'intéressent plus à Pitre et à Laviolette.

Vancouver, 22.—Frank Patrick considère que la ligue dont il est le président a perdu toute chance de retenir les services de Pitre et de Jack Laviolette. Il s'en console en songeant que le Canadien a dû hausser leurs salaires pour les décider à rester dans l'Est. D'après Patrick, Kennedy n'a fait qu'accepter la traite de $750 qui lui a été envoyée et ce à condition que la paix soit faite entre les deux ligues. D'après le président de la P. C. H. A., la N. H. A. pourra retenir les services de Throop, de Lindsay et de Walter Smaill qui ont été déclarés free agents le printemps dernier par la ligue de l'Ouest.

Le turf en Angleterre

La guerre n'a pas nui considérablement au sport des Rois.

New-York, 22 — La guerre n'a pas encore fait grand tort au sport du turf, en Angleterre. Les bourses, durant la saison qui vient de se terminer, ont été aussi fortes que par le passé, et l'assistance aux divers meetings a été comme toujours des plus nombreuses.

Celui qui gagna le plus, à Newmarket, est Ludwig Neumann. Ses coursiers ne lui rapportèrent pas moins de $69,500. Samuel Noël termina deuxième, s'étant adjugé $55,000, et son frère, S. B. Noël, bon troisième, avec $46,000. Les gains de lord Rosebery s'élevèrent à $40,500, et ceux d'Edward Hulton, à $37,750. August Belmont, le millionnaire de New-York, remporta pour sa part, $16,000.

Pommern, cheval de trois ans, fut l'étoile du meeting, ne gagnant pas moins de $53,750. Lanius, âgé de 4 ans, remporta $37,175, et Van Cluse, 3 ans, $31,000.

Le jockey qui décrocha la palme, sur cette même piste de Newmarket est S Donaghue. Il termina premier 57 fois, deuxième 49 fois, et troisième 45 fois, dans 348 épreuves. Le jockey américain, J. H. Martin fut premier 16 fois, deuxième 10 fois et troisième 13 fois.

P. Gilpin, de Newmarket même, fut l'entraîneur le plus heureux. Onze des chevaux qu'il eut en soin ne remportèrent pas moins de $75,000. Charles Peck arrive deuxième avec dix gagnants et $70,000 de bourses.

Contre l'essai converti

New-York, 22 — Les experts du rugby aux Etats-Unis demandent d'amender pour l'an prochain le règlement permettant de convertir un essai.

D'après les instructeurs les plus au courant, les points alloués pour ce coup ne sont pas mérités vu que c'est là un résultat obtenu individuellement et non pas par le travail d'entente d'une équipe. Il est probable que les adversaires de l'essai converti obtiendront gain de cause.

Le match Coffey-Moran

Billy Gibson a eu tort de se plaindre du verdict rendu lors de la dernière bataille.

New-York, 22. — Un coup d'œil en arrière, dans les choses du pugilat, nous convainc que, après tout, Billy Gibson a raison de protester contre la décision rendue lors du match de son protégé, Jim Coffey, avec le poids lourd à tête rouge, Frank Moran, en cette ville, il y a quelques semaines. Comme on se le rappelle probablement, Coffey, dans la troisième ronde, fut déclaré hors de combat alors qu'il était encore debout.

"Quand l'arbitre Brown mit fin à l'assaut, mon homme était en détresse, je l'admets," déclara Gibson, mais cette impasse dans laquelle il se trouvait n'était que temporaire. Un instant de plus et ses idées seraient revenues claires, il aurait repris toutes ses facultés, donné plus que du fil à retordre à Moran et le martch se serait terminé en sa faveur.

"Je crois que Brown se hâta trop de rendre sa décision, et je serai toujours de cet avis-là. Et ce qui est des plus malheureux, il imprima du coup une tache sur le blason de Coffey, réduisant aussi à néant ses chances de se mesurer avec Willard.

"Ceux qui s'intéressent, depuis de nombreuses années, au sport de la boxe, savent qu'il est arrivé des centaines de fois où un homme rendu à bout et sur le point d'être terrassé, se remit soudain et fit assez pour triompher de son adversaire."

Gibson, comme preuve de ses dires, cita la rencontre de Tommy Ryan avec "Mysterious" Billy Smith, qui eut lieu, il y a déjà longtemps, à Coney Island.

"Ryan ne se tenait debout que grâce aux câbles. Smith se précipita sur lui, en cherchant à l'atteindre à la tête, pour en finir. Le coup porta, mais au lieu d'expédier Tommy dans le pays des rêves, il le fit sortir de cette espèce de léthargie dans laquelle il se trouvait, et fut cause qu'il se battit ensuite comme un lion et vainquit."

LA FORMATION DES COMITES

Le bureau de direction du National aura sa première assemblée ce soir au No 250 de la rue Amherst. La besogne la plus importante de la soirée sera la formation des comités. Comme le National s'intéresse de plus en plus à tous les sports, il s'agira pour la direction, de mettre chacun bien à sa place, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles du travail de tous pour le bien-être général de la grande association athlétique canadienne-française.

Les clubs affiliés au National

Les officiers de ces organisations se montrent très actifs. — Le hockey et la raquette.

Les officiers des clubs affiliés à l'A.A. d'A. Nationale sont très actifs. Ceux que la saison d'hiver intéressent tout spécialement présenteront, dès ce soir, au bureau de direction, les demandes de fonds nécessaires pour conduire leurs affaires. M. Léo Dandurand, du club de hockey, a déjà des entrevues avec ses équipiers de l'an dernier. Hier, c'était Chamaillard qui venait rendre visite à son gérant, et Léo a paru satisfait au possible de son entrevue avec le point si populaire. Le club de raquetteurs est très actif de son côté. Le président Racicot, ambitionne d'en faire une des organisations en vue de l'union canadienne et étale un programme des plus attrayants pour la saison hibernale.

A la vente Old Glory

M. Pacifique Vandelac y achètera plusieurs trotteurs et ambleurs pour nos prochaines courses.

M. Pacifique Vandelac, notre marchand de chevaux bien connu, est parti hier soir pour New-York, où il assistera aujourd'hui à la vente Old Glory dirigée annuellement par la Cie Fasig-Tipton à Madison Square Garden. L'intention de ce sportsman est de revenir à Montréal avec un char de trotteurs et ambleurs de marque qui seront inscrits cet hiver dans les grands meetings de trot et d'amble qui auront lieu à la piste Mont-Royal et au Parc Delorimier.

BAWLF AVEC LES OTTAWA

Ottawa, 20 — Nick Bawlf qui était avec le Canadien dans la N. H. A. l'hiver dernier s'alignera probablement sur l'avant d'Ottawa cet hiver. Il tente actuellement d'obtenir sa mise en liberté complète, vu qu'il a une position permanente dans la Capitale. Kennedy a refusé d'accéder à cette demande, mais il accorde à Nick la permission de jouer avec n'importe quel club, sujet à un rappel au cas où ses services seraient requis.

L'entraîneur Smith le mettra à l'essai sur la ligne d'avants ; son expérience et sa vitesse lui donneraient une certaine valeur. On dit qu'il est très bien vu dans la Métropole ; une chose certaine, cependant, c'est qu'il serait supérieur aux substituts que les Sénateurs ont à leur disposition depuis quelques années.

LES COURSES EN ESPAGNE

Madrid, 22 — Le roi Alphonse est en faveur des courses au galop en Espagne. Des Hippodromes superbes seront construits et des prix superbes seront disputés à certaines dates. Un syndicat de promoteurs Américains construiront des pistes dans plusieurs des grandes villes du royaume de Castille et d'Aragon.

Aux Courses de Bowie

Plusieurs gagnants ont très bien payé hier après-midi, dans le Maryland.

Bowie, Ind., 22. — Les "gros prix" ont été en évidence dans les courses d'aujourd'hui. Voici les résultats des épreuves:

1ère Course — 5 1-2 furlongs :
1. Jaquetta, 111, Schuttinger, 11.40; $6; 4.30.
2. Immune, 114, Metcalfe, 10.10; 5.70.
3. Ed. Bond, 114, Turner, 7.20.
Temps : 1.09 1-5.
Wizard, Garnet, McClelland, Life, Smilax, Belle of the Kitchen, Jerry Jr., Dancing Star, Carmen.

2ième Course — 6 furlongs:
1. Favour, 106, Metcalfe, 29.10; 7.80, 4.10.
2. Dancer, 109, Schuttinger, 3.40; $3.
3. Startling, 115, Butwell, 3.30.
Temps: 1.14.
Candle, Big To Do, Ilidiko, Salvanity, Margery.

3ième Course — 6 furlongs :
1. Martin Casca, 108, Turner, 20.50; 10.30; 6.70.
2. Alhena, 103, Ward, $32; 22.60.
3. Water Lilly, 106, Wolstenholme, 7.20.
Temps: 1.14 2-5.
Joe Blair, Rudas Brother, Northern Light, Pontefract, Nellicka, The Busy Body, Holton, Dakota, Anxiety, Royal Tea, Ethan Allan, Humiliation.

4ième Course — 6 furlongs :
1. Ahara, 109, Butwell, 17.30; 6.20 ; 4.50.
2. Between Us, 101, Robinson, 5.70; 3.90.
3. Black Coffee, 95, Garner, 4.80.
Temps: 1.27 1-5.
Batwa, Herbert Temple.

5ième Course — 1 mille et 1-16 :
1. Valas, 101, Allen, 5.40; 4.20, 3.10.
2. Pattey Regan, 106, Hayes, 8.30 ; 4.80.
3. Captain Parr, 106, Buxton, 3.60.
Temps: 1.51.
Cliff Haven, Margaret Meise, Della Mack, Cliff Edge, King Caucas.

5ième Course — 1 mille et 70 verges
1. Jem, 99, McCahey, 8.90; 4.30.
2. Stone Henge, 106, Wolstenholme, 4.50; $4.
3. Buzz Around, 101, Parrington, 4.60.
Temps: 1.47 2-5.
Sir William Johnston, Duke of Dunbar, Ben Quince, Aldebaran Lida, Earle, Supreme, Col Cook.

Voici la liste des inscrits dans les courses de mardi :

1ère course — 2 ans, 6 furlongs: Broomvale 112, High Horse 105, Col. Guteli us 102, Tralee 96, Broom Corn 109, Bonnie Carrie 105, Lily Heavens 102, Letfetti 97, Edna Kenna 109, Maifou 105, Nolli 102.

2ème course — à réclamer, 3 ans et plus, 5 1-2 furlongs : Preston Lyan 113, Protagoras 108, Chanteuse 105, Miss McGiggle 105, Pierrot 100, Our John 110, Ford Mai 109, Jacklet 108, Blue Mouse 103, Bamboo 108, Bundle of Rags 108, River King 105, Nidi 103.

3ème course — à réclamer, 3 ans, 5 1-2 furlongs : Zabo 110, Barsac 108, Mr. Bob 108, Casaba 105, Haversack 100, Baby Cole 110, Lily Orme 108, Mamie K. 105, Bronz Queen 105, Plantagenet 110, Enver Bey 105, Woodfair 105, Lost Fortune 105.

4ème course — the Southern Karyland handicap, tous les âges, 1 mille : Holiday 109, Cliff Field 105, Wooden Shoes 108, Botgo 100, Water Lady 106, Venetia 98.

5ème course — à réclamer, 3 ans et plus, 1 1-16 mille : Canto 115, Lady Bryn 107, Caronome 104, Mamie K. 99, Primary 94, Kayderoseros 111, Fifty Five 107, Page White 104, Heenan 99, Sherlock Holmes 107, Earl of Savoy 101, Mary Warren 104, Aldonus 97.

6ème course — à réclamer, 3 ans et plus, 1 1-16 mille : Perthshire 119, Penniless 109, Jabot 107, Fenrock 102, Peacock 112, Kneelet 107, Perth Rock 104, Rey Oakwood 102, Font 112, Jolly Tar 107, Yellow Eye 104, Carlaverock 102.

7ème course — à réclamer, tous les âges, 1 mille et 20 verges : Task 110, Lady Rankin 108. Quien Sabe 107, Lady London 106, Miss Cavanagh 103, Molly O. 93, Tactless 109, Springmass 108, Patience 106, Dinah Do 105, Mabel Dulweber 102, Vedado 88, Baby Sister 109, Star Bird 107, Freda Johnson 106, Dick's Pet 103, Ataka 93, Stunner 88.

La boxe dans l'Ontario

Toronto, 22 — Les championnats de boxe de la province d'Ontario seront disputés vendredi et samedi de cette semaine sous les auspices de l'A. A. U. of C. Malgré que plusieurs des bons boxeurs d'Ontario soient partis pour la guerre, il est certain que les inscrits dans le prochain tournoi seront fort nombreux.

LE CLUB PRINCETON

Le club Princeton s'est organisé pour la saison du hockey avec les joueurs suivants : Legris, Snyder, Jodoin, Laporte, Gallagher, Pitre, Demers et Laferrière. Une assemblée aura lieu au No 292 Parc Lafontaine, vendredi, le 26 courant, pour décider de l'entrée du club dans la ligue Spalding Senior.

CLUB DES AMUSEMENTS DE AHUNTSIC

Lors de notre compte rendu des élection des officiers de cette organisation du Nord de Montréal, nous avons omis de mentionner le nom de M. Odessa Paquette, qui avait été élu directeur de ce club. Il nous fait plaisir de rectifier ce fait.

Le nouveau bureau des directeurs se réunira au lieu ordinaire de ses séances, vendredi prochain, le 26 courant. Des questions très importantes concernant l'ouverture du patinoir et des joutes de la Ligue de Hockey Montréal-Nord y seront discutées.

LA COURSE DE SIX JOURS

New-York, 22. — Vingt-deux équipes de coureurs cyclistes démarreront dans la prochaine course de six jours qui commencera le 5 décembre prochain à Madison Square Garden. Toutes les nations seront représentées malgré la guerre. Les Etats-Unis seront en piste avec des équipes très fortes, car on ne veut pas que le championnat de cette année passe à l'étranger.

Champions canadiens de rugby

L'Université de Toronto a été champion à quatre reprises et le club Ottawa a obtenu cet honneur durant deux ans. — L'Université d'Ottawa sur la liste.

Les Sénateurs d'Ottawa n'ont pas remporté le championnat de rugby du Canada depuis les jours glorieux de l'automne de 1902, quand les Rough Riders triomphèrent du Collège d'Ottawa à l'Oval de l'Université ; en 1901, l'Université locale annexa la "guénille". Les Sénateurs reconquirent leurs lauriers perdus en 1902.

En 1903 et 1904, le Collège se classa premier dans l'Union de Québec, et il aurait facilement écrasé tout adversaire, mais il n'y eut pas de défis portés aux champions.

En 1905, l'Université de Toronto entra en scène et les Rough Riders envahirent la Ville-Reine pour livrer combat aux Etudiants. Mal leur en prit car "Casey" Baldwin et sa fameuse machine remportèrent une victoire facile.

L'année suivante, les Tigers obtinrent possession de la coupe et en 1907, Montréal, le fameux Montréal qui a scoré dix points au cours de la présente saison annexait le titre de champions. Depuis ce temps les honneurs ont été partagés entre l'Université de Toronto, le "Varsity" et les Tigers. Tout le monde se rappelle de la finale en 1909 alors que les Sénateurs étaient qualifiés pour la finale mais subirent une défaite humiliante sur le terrain du Varsity. Le score fut de 33 à 2. Gall, Lawson et Newson, les meilleurs demis que le pays ait jamais produits étudiaient alors à la grande institution de Toronto. Aujourd'hui, on dit: Dr Lawson et Dr Hugh Gall. Varsity fut champion en 1909, 1910 et 1911. Les Hamilton Alerts, champions de l'Union d'Ontario surprirent le monde en 1912 en se classant premier dans la finale. Ils avaient les Argonauts comme adversaires.

Les Argos avaient pourtant une équipe puissante et leur défaite fut la véritable surprise de l'année. Ross Chaig, Dinny McCarthy et autres s'alignaient avec Alerts. En 1912, les Tigers furent champions. L'an dernier, les Argos déclassèrent les Tigers dans une partie de détail, puis ils triompheront facilement de l'Université de Toronto.

LA SAINTE-CATHERINE

Au club Champêtre Récollet.

C'est jeudi prochain, le 25 novembre, à 9 heures du soir, qu'aura lieu le deuxième bal masqué annuel du Club Champêtre Récollet, dans la grande salle de son joli châlet, au No. 2184 Boulevard Gouin, à Montréal-Nord, (bas du Sault-au-Récollet). L'on fournira de la "tire" gratuitement aux personnes présentes. Il y aura prix pour les costumes les plus jolis et les plus originaux. Le prix d'entrée est fixé à 50 cents (membres compris) et les dames seront admises gratuitement. Pour se rendre au Club Champêtre Récollet, l'on prend le tramway de huit heures du soir, de la ligne Park and Island, et l'on descend à la dernière station de la ligne (St-Vincent-de-Paul.) Ces tramways partent du tunnel de la rue St-Denis.

NOS LIEUX D'AMUSEMENTS

THEATRE NATIONAL

LE CALVAIRE D'UNE MERE

L'on joue, cette semaine, le superbe drame de Fernand Meynet "Le Calvaire d'une Mère". Cette pièce a fait courir tout Paris à l'Ambigue où elle fut jouée pour la première fois. C'est une pièce de la vie réelle et qui renferme les sentiments les plus nobles. Aussi le succès qu'elle a obtenu aux deux représentations d'hier au National est-il des plus mérités. Nous ne voulons pas donner à nos lecteurs le synopis de la pièce pour lui laisser l'imprévu de l'inconnu. La distribution comprend toute la troupe de M. Julien Daoust. C'est donc dire qu'elle est consciencieuse et judicieuse. Tous les artistes jouent à la perfection, sans dire que les décors et la mise en scène leur donnent un entrain extraordinaire. C'est un spectacle qu'il faut voir, c'est une pièce qu'il faut entendre et il faut applaudir les artistes et admirer les décors. Les rôles sont tenus par Mesdames Bella Ouellette, Demons, Tremblay, Rose-Alma, etc., Messieurs Tremblay, Filion, Barry, Godeau, etc.

Nous espérons qu'il y aura foule au National, cette semaine, pour se rendre compte du grand succès du "Calvaire d'une mère".

THEOTRE CANADIEN-FRANCAIS

"Le Cœur et la Main", cette sémillante opérette de Lecocq, a été présentée de magistrale façon au théâtre Canadien Français, hier soir, et son succès ne fera de doutes pour personne après l'avoir entendu représenter par la brillante troupe Robi, dont les artistes accentuent chaque semaine et affirment leurs talents artistiques.

Ces vaillants ne se contentent pas d'accomplir un véritable tour de force en nous donnant une nouvelle et très complète opérette chaque semaine, mais ils y prodiguent une versatilité étonnante et qui remplit d'admiration les foules nombreuses qui se font un devoir d'aller les applaudir régulièrement et qui leur témoignent par leurs bravos, toute leur appréciation sympathique.

"Le Cœur et la Main" est une délicieuse opérette dont l'intrigue se suit facilement et dont la partition est riche en musique enlevante et fine. L'on a bissé avec raison, hier soir, plusieurs airs et chœurs et la chanson du "Casque" a dû être répétée trois fois.

Toute la troupe Robi est en scène, les chœurs sont gracieux, les décors frais et coquets, l'orchestre bien balancé et sous la direction du maître Miro mérite une mention spéciale.

Bref, "le Cœur et la Main" fera époque à notre gentil théâtre et l'on s'y rendra en foule cette semaine. Des matinées sont données tous les jours à des prix populaires et les billets peuvent être retenus deux semaines à l'avance, ou l'on peut se faire inscrire sur la liste des abonnés réguliers et avoir toujours les mêmes sièges.

Dans une ville comme Montréal qui est aux trois-quarts française, il est vraiment surprenant qu'il n'y existe que deux théâtres français et un seul qui donne de l'opérette en français. Est-ce parce que l'on est plus porté aux théâtres anglais ou à cause de l'encouragement plutôt indifférent que l'on a donné dans le passé ?

Heureusement que le Canadien avec ses artistes semble avoir tourné le cap si dangereux des déboires théâtrales et qu'il s'affirme de semaine en semaine et comble avec plénitude, la lacune que l'on regrettait l'année dernière, celle de ne pas avoir à Montréal, un théâtre où la jolie musique et la belle gaîté française règneraient suprêmes.

Les succès de la troupe Robi sont l'affirmation de la pensée et de la langue française dans notre métropole.

THEATRE FRANCAIS

Le public qui fréquente nos grands théâtres ne s'attend pas toujours à ce que les réclames que l'on a faites au sujet des artistes de la troupe soient justifiées et cette façon malheureuse d'exagérer a causé un état d'âme quelque peu sceptique et indulgent. Mais il arrive aussi que les gérant parviennent de temps à autres à donner plus et mieux qu'ils n'avaient promis, et c'est une de ces agréables surprises que le théâtre Français réserve à ses abonnés cette semaine.

Le programme cette semaine est une surprise continuelle et d'une excellence remarquable, surtout si l'on considère le modique prix des sièges, 10c et 25c.

La troupe SLAYMAN ALI composée de 14 Arabes acrobates du désert est sans contredit une des meilleures qui soit jamais venue à Montréal, et leurs pirouettes pyramides, poses et tours de force sont tout simplement merveilleux. Ces fils du SAHARA sont entraînés depuis leur plus tendre enfance à ces tours et sont incomparables d'agilité et de souplesse, c'est un numéro surprenant.

Le quatuor COLONIAL est composé d'artistes de Grand Opéra de la SCALA (Italie) et chantent avec un art consommé des extraits de Lucie Paglinci Cavalleria etc. May Evans est une siffleuse et donne des imitations de différents oiseaux d'une manière incomparable. Sintini, un accordéoniste joue son instrument en véritable virtuose et a été rappelé plusieurs fois. Ross & Wise chantent et dansent très agréablement, Klein & Clifton présentent une piècette intitulée "la fête de DUMMY" et Kramer & Patterson sont des acrobates sensationnels dans leurs tours d'équilibre tête à tête.

Mardi sera la soirée du Magazin de Campagne ; mercredi les Surprises ; jeudi le grand CABARET et vendredi la représentation des AMATEURS.

AU GAYETY

La troupe de Barney Gérard a eu un succès très notable, hier soir, au Gayety. Ses comédiennes sont très gentilles et ses comédiens très populaires. Ils ont interprété une comédie du nom de: "Hot Dog" ou "What does the public want" ? Cette comédie a certainement du mérite, car il y a de bons passages, mais ce qu'il y a d'appréciable surtout c'est l'entrain et la continuelle hilarité que provoque l'habileté des acteurs.

Parmi les comédiennes on a très apprécié Mlle Gertrude Hayes qui est une étoile du genre, et qui dans son rôle de Peg O'My Heart, a eu un grand succès. Elle a une bonne voix et danse à ravir. Elle est d'une habileté étonnante.

Mlle Anna Propp a très bien chanté: San Francisco Fair", et Mlle Malvore a reçu de nombreux applaudissements dans: "Araby."

Il faut aussi mentionner Mlle Bieber qui a été applaudie dans plusieurs numéros de chant.

Chez les comédiens, c'est George P. Murphy qui a été le point de mire continuel. C'est un excellent comique et dont la mimique seule suffit pour faire rire tout l'auditoire. Il a joué avec beaucoup d'entrain et de gaîté. Il a été applaudi à plusieurs reprises.

George Cahan possède une bonne voix et sait aussi s'en servir. Il a beaucoup plu dans: "Little Millionnaire."

Jack Smith fait merveille au piano et Chester Nelson est un habile comédien.

Les chœurs sont composés de jolies filles.

Les décors sont de toute beauté cette semaine, et les costumes plaisent on ne peut plus à la vue.

La musique est exquise sous l'habile exécution de l'orchestre.

PARC SOHMER

La foule était énorme aux deux représentations de dimanche. Rarement, de fait, l'immense pavillon avait été aussi rempli. Et dans ces circonstances, le programme, très varié et beau en lui-même, fut accueilli avec la plus grande faveur. Dans leur acte comique d'équilibrisme inédit, les trois Ernest ont prouvé une fois de plus qu'on peut trouver du nouveau et de l'inédit ; les deux Carmetta, très élégantes, ont dansé des danses absolument nouvelles, avec des costumes éblouissants ; le jongleur J.-P. Marris, en outre de sa virtuosité sur le "punching bag," a su montrer que sa réputation était bien assise ; Freeman et Herbert, dans un acte de patin à roulettes ; les deux bouffes Kelly et Corbin et le fameux baryton Duguid ont tous été longuement applaudis et rappelés. La partie de concert de la musique du parc a aussi été fort applaudie.

LE RECITAL THEO HENRION

Ce soir au Ritz Carlton.

Théo. Henrion, le grand pianiste Belge, qui donne un récital aujourd'hui au Ritz-Carlton, a joué vendredi dernier à Québec, où il a remporté un énorme succès. Ce concert est la suite d'une série de récitals donnés au Canada et aux Etats-Unis et nous empruntons du journal " Le Soleil", de Québec, l'extrait suivant à propos du succès de M. Henrion: " Comme pianiste exécutant, Théo. Henrion est de toute première force. Sa technique impeccable ne connait pas de difficultés et se prête aisément aux plus imperceptibles détails. Maître de son texte qu'il jouait par cœur, maître de son instrument, maître de son talent, il l'était aussi du public qui lui a fait une ovation enthousiaste."

Il y a eu très peu de récitals de piano importants à Montréal cette saison et le concert de M. Henrion ce soir provoque un tôrêrêt considérable parmi les habitués des concerts. Les billets au prix de $1.00, $1.50 et $2.00, sont en vente chez Layton, ou chez Archambault ou à l'entrée au Ritz-Carlton.

ACADEMIE ROYALE CANADIENNE DES BEAUX ARTS

Exposition de peintures, sculpture, dessins d'architecture, etc., à la Galerie des Beaux Arts, 679 rue Sherbrooke Ouest, du 19 novembre au 18 décembre. Admission 25c. Lundis et jeudis soir, de 8 à 10 heures, 10c Gratis, les lundis et samedis, de 2 à 6 p.m., et tous les jeudis.

197-m-j-s J. B. ABBOTT, Sec.

AMUSEMENTS

Théâtre NATIONAL
CETTE SEMAINE
Le Calvaire d'une Mère
Troupe "JULIEN DAOUST".

Théâtre Canadien - Français
Le Coeur et La Main
Opérette de Lecocq
3 ACTES. EST 5219.
196-5-A

ORPHEUM AUJOURD'HUI 2.10 p.m. 8.10 p.m.
EDWARD ABELES et compagnie, dans
Self Defense
Sept autres actes.
DIMANCHE—CONCERTS

GAYETY
LES FOLIES DU JOUR
de BARNEY GERARD. Gertrude Hayes, Geo. P. Murphy et Chester Nelson. La meilleure représentation du circuit. Avec une réputation de 4 mois sur le Broadway. 196-5-A

VAUDEVILLE FRANCAIS
SLAYMAN-ALI CO.
14—Artistes—14
7 GRANDS ACTES ARTISTIQUES. | MAT. 5c—10c. SOIR, 10c—25c.
Ce soir — MAGASIN DE CAMPAGNE.

CHEMINS DE FER

GRAND TRUNK RAILWAY SYSTEM
EXCURSIONS D'HIVER
FLORIDE, TEXAS, NOUVELLE ORLEANS, LA CALIFORNIE.
et tous endroits sur la côte du Pacifique. Billets à taux réduits maintenant en vente. Privilèges d'arrêt sur le parcours.
Bureaux en Ville
122, rue St-Jacques, angle St-François-Xavier—Tél. Main 6900
Hotel Windsor " Uptown 1127
Gare Bonaventure " Main 6899

CANADIAN PACIFIC
SHERBROOKE-LENNOXVILLE
*8.25 a.m. †4.10 p.m. *7.15 p.m.
Diner sur le train de nuit.
ST-JEAN-HALIFAX
*7.15 p.m.
Wagons-lits ordinaires éclairés à l'électricité et wagon-buffet.
*Tous les jours. †Tous les jours exc. le dimanche.
BUREAUX DES BILLETS: 141-142, St-Jacques
Tél. Bell, Main 6900
Hotel Windsor, Dorval Place
Viger et de la Rue Windsor

LIGNE
ELDER-DEMPSTER
SERVICE POUR LE SUD AFRICAIN
De Montréal, S. S. Kaduna, 20 novembre. Entrepôts frigorifiques sur chaque paquebot. Espace pour quelques passagers de cabine. Pour les taux de fret et de passage, et détails complets, s'adresser à
ELDER-DEMPSTER & CO LIMITED
183 EDIFICE DU BOARD OF TRADE MONTREAL.

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE MONTREAL

HORAIRE DE LA BANLIEUE POUR 1914-15

LACHINE.—Du bureau de Poste.
Service de:10 min. de 5.40 a.m. à 8.00 a.m.
20 min. de 8.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 7.10 p.m.
20 min. de 7.10 p.m. à 12.00 min.

DE LACHINE:
Service de:20 min. de 5.30 a.m. à 8.00 a.m.
10 min. de 5.50 a.m. à 9.00 a.m.
20 min. de 9.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 8.00 p.m.
20 min. de 8.00 p.m. à 12.10 a.m.
Dernier tramway extra à 12.50 a.m.

SAULT-AUX-RECOLLETS ET ST-VINCENT DE PAUL. — De St-Denis à St-Vincent.
Service de:15 min. de 5.15 a.m. à 8.00 a.m.
20 min. de 8.00 a.m. à 4.00 p.m.
15 min. de 4.00 p.m. à 7.00 p.m.
20 min. de 7.00 p.m. à 8.00 p.m.
30 min. de 8.00 a.m. à 11.30 p.m.
Tramway pour Henderson seulement 12.00 a.m.
Tramway pour St-Vincent, 12.40 a.m.

De St-Vincent à St-Denis.
Service de:15 min. de 5.45 a.m. à 8.30 a.m.
20 min. de 8.30 a.m. à 4.30 p.m.
15 min. de 4.30 p.m. à 7.30 p.m.
20 min. de 7.30 p.m. à 8.30 p.m.
30 min. de 8.30 p.m. à 11.55 p.m.
Tramway de Henderson à St-Denis 12.20 a.m.
Tramway de St-Vincent à St-Denis 1.10 a.m.

CARTIERVILLE. — De la jonction Snowdon.
Service de:20 min de 5.20 a.m. à 8.40 p.m.
40 min. de 8.40 p.m. à 12.00 min

De Cartierville.
Service de:20 min de 5.41 a.m. à 9.00 p.m.
40 min. de 9.00 p.m. à 12.20 a.m.

MONTAGNE. — De l'Ave. du Parc et Mont-Royal.
Service de:20 min. de 5.40 a.m. à 12.00 min.
De l'Ave. Victoria.
Service de:20 min. de 5.50 a.m. à 12.30 min.
De l'Ave. Victoria à Snowdon.
Service de:10 min. de 5.50 a.m. à 8.50 p.m.

BOUT DE L'ILE.
Service de:60 min. de 8.00 a.m. à 12.00 min.

TETRAULTVILLE.
Service de:15 min. de 5.00 a.m. à 9.00 a.m.
30 min. de 9.00 a.m. à 3.30 p.m.
15 min. de 3.30 p.m. à 7.00 p.m.
30 min. de 7.00 p.m. à 8.30 p.m.

POINTE AUX TREMBLES.
Service de:15 min. de 5.00 a.m. à 9.00 a.m.
30 min. de 9.00 a.m. à 3.30 p.m.
15 min. de 3.30 p.m. à 7.00 p.m.
30 min. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m.
60 min. de 11.00 p.m. à 1.00 a.m.

Souvenirs et impressions du Japon

(Suite de la dernière page)

pays n'était pas en Amérique, mais en Asie.

"Nous pourrons, disait-il, d'autant "mieux restreindre l'immigration des "nôtres vers la Colombie-Britannique, "que nous avons l'intention de colo-"niser la Mandchourie et la Corée." De fait, depuis cette époque, les subventions aux compagnies de transport qui faisaient le service entre le Japon et l'Amérique ont été retranchées, et l'immigration vers le Canada a pratiquement cessé. Comme résultat, le traité a pu être renouvelé, en 1913, grâce à l'accord conclu à Tokio en 1907. Mais le péril jaune n'en existe pas moins et, aux Etats-Unis, l'agitation anti-japonaise, dans les Etats de l'Ouest, est un facteur politique que l'on ne saurait ignorer.

L'ancien ministre décrit alors le merveilleux pays qu'est le Japon, son climat, ses richesses forestières, minières, agricoles. Il nous fait voir la culture intensive dans les rizières, où, grâce à l'irrigation, le sol donne un rendement extraordinaire.

Il montre ensuite ces vastes fourmillières que sont les grandes villes de ce lointain pays, Tokio, Osaka, Nagasaki, Yokohama, Kobe.

Puis, dans les campagnes où naguère vivaient les "daimyios" entourés de leurs clans et protégés contre l'ennemi par de hautes tours crénelées, il décrit la vie et les mœurs des "Samurai" à l'époque où le Japon ne connaissait qu'un régime, celui de la féodalité.

La population du Japon dépasse cinquante millions d'habitants, et le Canada, surtout depuis la construction du Grand-Tronc-Pacifique, a tout intérêt à développer son commerce avec ce pays. N'oublions pas, dit-il, que l'an dernier, notre commerce global avec le Japon a atteint le chiffre de $4,204,117. Il y a dix ans, nos exportations au Japon étaient à peu près nulles. L'hon. M. Lemieux énumère les articles que nos industriels peuvent vendre au Japon. Mais,c'est le blé canadien qui devra, dit-il, alimenter le Japon et ses cinquante millions de consommateurs. Pour cela, il faut deux choses : 1. un bon service de vapeurs et 2. des taux de fret raisonnables.

Avant 1868, le Japon était fermé aux étrangers, mais la révolution qui marqua la chute du Shogunat, ramement l'Empereur sur le trône comme souverain "de facto" et non plus comme roi fainéant, fit entrer le pays dans une ère nouvelle.

Le Japon adopta alors la civilisation occidentale. Beaucoup le regrettent à certains égards, car le Japon avait une vieille civilisation qui, certes, ne manquait pas de pittoresque. L'on déplore l'abandon des anciennes coutumes, la décadence de certaines institutions. L'on avait cru que toujours le Japon devait être le pays des porcelaines et des laques, des chrysanthèmes et des mousmés.

Mais les formidables succès militaires du Japon l'ont brusquement mis en contact avec notre civilisation. Ce pays dont l'idéal fut l'isolement et qui vivait rigoureusement replié sur lui-même, a ouvert ses portes toutes grandes aux idées et aux sciences de l'étranger.

Toute la politique extérieure de l'ancien Japon se résumait en trois mots: "haine de l'étranger." Le nouveau Japon, au contraire, recherche avidement les contacts avec l'étranger. Il s'assimile tout: régime administratif, éducation, art militaire, lois.

La constitution de 1889 est calquée sur la constitution de la Prusse. Le suffrage est restreint. Il y a une Chambre populaire, la Diète, et une Chambre des Pairs; celle-ci composée en partie des "daimyos", qui, en 1867, remirent généreusement à l'Empereur leurs fiefs. Les hommes politiques appartiennent aux clans qui survivent encore malgré la révolution. Le Clan de "Satsuma" est plutôt conservateur. Le Clan de Choshiou plutôt libéral et progressiste.

Le Comte Okuma, le Premier Ministre actuel, est le chef des libéraux. C'est un vieillard remarquable qui jouit d'un immense prestige en Orient. "L'Asie aux Asiatiques" — telle est sa devise.

Le Cabinet dirige en apparence seulement la politique du Japon. En réalité, ce sont les "Genros", dont les conseils sont suivis par l'Empereur. Les "Genros", ce sont les anciens qui aidèrent en 1867, à la restauration de l'Empereur. Le Marquis Ito, le Comte Katsura, furent deux des plus remarquables hommes d'Etat parmi les "Genros".

Au Japon, l'effort du dernier quart de siècle a porté sur l'armée et sur l'école. L'armée, en Chine, en Mandchourie, s'est couverte de gloire. La marine rivalise avec celle des grandes puissances européennes. Quant à l'école, élementaire ou supérieure, elle révèle chaque année des progrès constants. L'honorable M. Lemieux raconte ici sa visite aux Universités de Tokio — où des professeurs recrutés dans tous les pays spécialisent leur enseignement. Il nous fait assister aux séances des tribunaux, où nos lois civiles et criminelles se juxtaposent à l'ancien droit du Japon. C'est un Français, M. Boissonnade, qui a codifié les lois civiles du Japon, et c'est le code Napoléon qui tout naturellement a servi de modèle.

M. Lemieux cite les auteurs européens et américains les plus en vogue au Japon: Shakespeare, Lafontaine, Victor Hugo, Gœthe, D'Annunzio, Pol, Meredith, Balzac, Mark Twain, etc., dont les œuvres sont traduites et vendues dans les librairies des grandes villes.

Au Japon, l'anglais est parlé très couramment dans le monde commercial et dans la marine. L'allemand est parlé surtout dans l'armée, nombre d'officiers ayant fait leur stage militaire en Allemagne. Le français est parlé à la cour et dans les ministères. Le prince Fushimi, qui vint au Canada en 1907, ne parlait que le français.

L'armée et la marine du Japon ont été une révélation pour le monde lors de la guerre contre la Russie. Mais, après l'écrasement du Colosse russe, l'inquiétude succéda aux premiers sentiments d'admiration. Quel destin mystérieux serait celui de l'Empire du Soleil Levant ? Quelles seraient ses convoitises ? Grave question dont les chancelleries n'ont pas encore trouvé la solution. Tout récemment, le comte Okuma définissait ainsi l'idéal japonais : "Nous sommes, nous Japo-"nais, comme au confluent des deux "grands courants civilisateurs. Notre "rôle à nous, c'est d'harmoniser et "de fusionner les deux civilisations. "Nous voulons concourir au perfec-"tionnement de l'humanité. Pour at-"teindre ce but, il nous faut d'abord "combattre et détruire le sot préjugé "qui fait de notre race une race infé-"rieure."

Il est certain que le Japon veut affirmer sa maîtrise dans l'Océan Pacifique ; de très récents événements en Chine l'ont démontré de toute évidence.

Il y a plus. L'expédition du commodore Perry au milieu du siècle dernier, et une longue tradition de bons rapports ont développé entre l'Amérique et l'Extrême-Orient les échanges de produits et d'idées. A l'hostilité, à l'éloignement des deux mondes, aux antithèses abruptes de races, de religions, de civilisations ont succédé des relations plus étroites, plus sympathiques. En marge des accords politiques, se multiplient les rapports économiques, financiers, intellectuels. Commerçants et banquiers se visitent, des étudiants japonais viennent en Amérique, à Harvard, à Yale, dans les Universités de Californie.

Et les Américains de l'Est qui admirent dans les vitrines de Boston ou de New-York les porcelaines et les ivoires japonais à côté des statues grecques et des Saxes Louis XV ignorent plus ou moins le péril jaune — Mais les Américains de l'Ouest et les Canadiens de la Colombie ne voient pas, eux, sans appréhension deux classes de travailleurs, jaunes et blancs, que des tâches communes rapprochent et que pourtant leurs STANDARDS OF LIVING, leurs idées morales, sociales, politiques séparent. De même pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'immigration jaune présente aux yeux du travailleur blanc une question de vie ou de mort. Le législateur cherche à rendre la digue de plus en plus étanche, sans cesse il la renforce, mais tiendra-t-elle toujours contre l'infiltration lente ?

Contre l'assaut des barbares nomades venus des plateaux de l'Asie, les Romains multiplièrent en vain les barrières. Les barbares brisèrent les lignes, refoulèrent les légions des Césars, et ce fut la fin de l'Empire.

Les paroles du comte Okuma font réfléchir : "il nous faut combattre et "détruire le sot préjugé qui fait de "notre race une race inférieure", car c'est bien un conflit de races entre Japonais et Américains qu'un avenir prochain devra déterminer.

Sur la mer "VERMEILLE" que le grand explorateur canadien, Jean Nicolet, cherchait en 1634, face au soleil couchant qui allonge son reflet sur la Côte du Pacifique, Américains et Canadiens opposent leurs ports de Seattle, de Tacoma, Portland, San Francisco, Vancouver, Victoria, Prince Rupert, aux grands ports japonais, Yokohama, Osaka, Kobé.

Durant plus de deux siècles, le Japon s'est isolé, juste au moment où la puissance de l'Espagne s'affaissait. Aucun navire japonais n'avait la permission d'aller à l'étranger. Ce sont les Anglais avec Cook, les Français avec La Pérouse et les Américains avec Perry, qui redécouvrirent le Japon et le forcèrent à reprendre contact avec la civilisation occidentale. Et voici que, malgré les traditions de bon voisinage, les intérêts commerciaux et les excellentes relations entre gouvernements, est né soudain, par le fait des peuples, ce malentendu fondamental qui s'affirme de race à race, de civilisation à civilisation, entre Américains et Japonais. Ce qui présentement crée le conflit, c'est le refus des blancs de vivre côte à côte avec des jaunes.

Les émeutes de San Francisco, celles de Vancouver, les tentatives d'exclusion des enfants japonais des écoles de la Californie, ont pu être temporairement réglées par des accords, mais nombreux sont les alarmistes qui croient que le Japon de demain, organisé et discipliné, possède une force incontestable de pénétration et de conquête.

Autre question : Ayant chassé les Allemands de l'extrême Orient, les armées du Mikado apporteront-elles aux Alliés, en Occident, le concours ouvertement sollicité par certains hommes d'état ?

Depuis le traité de Portsmouth,aux termes duquel toute indemnité lui a été refusée le Japon traverse une crise financière qui menace de se prolonger assez longtemps encore. Les compensations territoriales et autres qu'il serait en droit de réclamer de ses alliés seraient fort embarrassantes. Le rôle du Japon, à l'heure présente, doit donc se borner, suivant la déclaration du Baron Kato, à expédier par voie du Transsibérien, des munitions à la Russie, sa grande rivale d'hier.

Avec ses remarquables facultés d'assimilation, le Japon cherche en ce moment à fixer dans ses frontières, le centre industriel de l'Orient. Il outille ses ports, développe sa marine marchande, multiplie son réseau de voies ferrées, ouvre des comptoirs un peu partout et organise systématiquement les écoles techniques dans toutes les grandes villes de l'Empire.

Au Japon, où tant de choses se sont accomplies au cours du dernier demi-siècle, le problème religieux n'a pas encore été résolu. Le Shintoisme qui est le culte des ancêtres, a tour à tour été battu en brèche par le Bouddhisme et le Confucianisme, mais depuis la restauration de 1868, c'est le Shintoisme, devenu religion d'Etat, qui entraîne la masse du peuple Japonais vers ses temples. Et quels temples ! D'horribles splendeurs, ou plutôt de splendides horreurs. Des milliers de pagodes, mais bien peu d'esprit religieux.

Le christianisme y est toléré depuis que le Japon a ouvert ses portes aux étrangers. Les sectes protestantes y ont fait quelques progrès, mais c'est le catholicisme qui, par ses missionnaires, ses communautés de femmes, ses écoles, ses hôpitaux, y a fait les plus fructueuses conquêtes.

Le vénérable archevêque de Tokio, Mgr Mugabure, grand ami de Mgr Bruchési, me disait que le père Petit-Jean avait, au milieu du siècle dernier, découvert toute une colonie composée de descendants des premiers chrétiens convertis en 1549 par St-François-Xavier. A cette époque lointaine, les missionnaires avaient converti à la foi au-delà de six cent mille Japonais. Un pape avait même conféré le titre de citoyen romain à l'un des Shoguns. J'ai vu ce parchemin au Musée Impérial de Tokio. Mais une longue et cruelle persécution vint arrêter ce bel élan.

Au point de vue arts, le Japon est le pays du dilettantisme le plus exquis. Tous ceux qui ont fréquenté les Expositions Universelles ont admiré les bronzes, les cloisonnés, les laques, les porcelaines, les ivoires, les broderies en couleurs, les bijoux, les figurines en pierre dure où les artistes ont mis une puissance d'expression tout à fait troublante.

Dans leurs peintures ils déploient une fécondité d'imagination, un sentiment de la nature et en même temps une élégance de décor vraiment merveilleux.

Les luttes mémorables des Daimyos, au cours de la féodalité, ont fourni aux artistes des scènes de bataille pleines de mouvement et de grandeur.

Le Fuji a aussi inspiré aux peintres des paysages charmants. Quel spectacle que celui de ce volcan éteint qui se dresse isolé, non loin de la mer ! On ne peut s'y soustraire, on l'aperçoit de partout. Il vous charme, il vous attire. A Hakoné, en face du lac de ce nom, il apparaît dans le lointain aussi beau, aussi imposant que lorsqu'il surgit devant vous, quand vous pénétrez dans la baie de Yokohama. Douce et puissante obsession que vous subissez sans vous en rendre compte.

L'honorable M. Lemieux a terminé sa causerie en citant quelques traits du caractère japonais, dont le plus saillant est le sentiment de loyauté intense envers l'Empereur, considéré encore aujourd'hui comme demi-dieu par ses cinquante millions de sujets.

Des remerciements ont été votés au conférencier.

Après une courte délibération les jurés déclarent que Fournier n'est pas coupable

(Suite de la dernière page)

butte; son argumentation d'habitude si serrée, laisse entrevoir des vides peu sensibles il est vrai, mais ils sont visibles.

Ils résident dans le fait de la distinction difficile à faire entre les actes de l'homme privé et ceux de l'homme public.

L'avocat a des paroles pathétiques lorsqu'il parle de l'honorabilité de son client, à tel point que M. le Maire jusqu'alors impassible se cache la figure dans ses mains et reste assez longtemps prostré sur le bureau des avocats. L'auditoire est aussi touché des paroles du substitut du procureur général.

Après deux heures de plaidoirie, l'avocat demande aux jurés de rendre un verdict condamnant l'accusé, mais il fait la remarque que si dans l'esprit des jurés il reste un doute en sa faveur, de lui en tenir compte.

Il se fait un mouvement prononcé dans la salle, par la foule tenue en silence depuis tantôt deux heures; le président du tribunal va-t-il suspendre l'audience pour donner aux jurés le temps d'aller souper ou va-t-il faire sa charge; le tribunal prend ce dernier parti.

Un silence de cloître règne dans la vaste salle; tout le monde s'attend à des déclarations importantes de la part du juge.

Dès les débuts, le juge cite les textes de la loi du libelle, et dissèque l'acte d'accusation : il se réserve le droit d'instruire à fond l'opinion des jurés quant à la preuve.

Consultant les nombreuses notes prises au cours du procès, le président du tribunal repère tous les témoignages entendus, les étudie et les compare: le témoignage du maire Martin est disséqué et malgré quelques remarques très sévères à l'endroit du maire sur la façon de conduire les affaires publiques, le juge convient que rien n'a pu établir qu'il y ait eu du péculat de la part du maire Martin, mais condamne son absolutisme à vouloir être seul dans la conduite des affaires publiques, absolutisme qui pourra lui être fatal.

Le président du tribunal ne tient pas le même langage envers ceux qu'il qualifie d'entremetteurs : il réprouve les manières de ces gens qui tablant sur la corruption des consciences pour obtenir des contrats rémunérateurs, poursuivent leur compromettant métier souvent à l'insu de leurs victimes.

Le juge est également très sévère pour le témoin Slade ; il dit d'un air courroucé, la déclaration de ce témoin disant n'avoir pas échangé de message téléphonique le 21 juin entre Montréal et New-York a été reconnue fausse ; que penser de semblables témoignages contredits par des preuves irréfutables ; je vous laisse le soin de les juger.

Après avoir passé au crible tous les témoignages et les avoir présentés aux jurés selon la preuve entendue, le juge Pelletier explique aux jurés les verdicts qu'ils sont en droit de rendre ; il leur fait toutes les recommandations usuelles dans ces cas, donnant aux jurés les explications voulues pour rendre leur verdict sans équivoque.

Comme il est huit heures, le juge accorde aux jurés le temps de souper et suspend l'audience pour une heure.

A neuf heures précises le président du tribunal prend son siège ; la foule est encore plus considérable et l'anxiété est peinte sur presque tous les visages ; quelles paroles tomberont de la bouche des jurés ; ceux-ci rentrent à leur banc, le greffier en fait l'appel et puis leur pose la question habituelle, s'ils trouvent l'accusé coupable ou non coupable selon l'acte d'accusation et cela unanimement ; la réponse ne se fait pas attendre : NON COUPABLE ! déclarent les douze jurés.

Une tentative de manifestation est vite réprimée par le président du tribunal ; comme nous disons au début de cet article la cause est close. Dès que le président eut quitté son siège en déclarant la cour ajournée à ce matin, une foule d'amis se précipitent vers Fournier et avant qu'il put s'en défendre il était enlevé et au chant de "O ! Canada" placé sur la table des avocats ; Fournier demanda à ses amis de pousser trois hourras pour ses défenseurs Mtres Bercovitch et Monette ; puis suivi de ses amis il quitte le Palais de Justice.

Peu de causes au Palais ont suscité en ville un si grand intérêt ; durant la soirée les téléphones de notre bureau n'ont cessé leurs appels ; de toutes parts on nous demandait le résultat du procès désormais fameux de Martin vs Fournier.

Voici la substance du plaidoyer de Mtre Monette durant l'avant-midi, hier :

Me Monette commence son plaidoyer aux jurés. Il affirme d'abord son intention de se borner aux faits de la cause. Il déclare qu'il n'est pas question de la personnalité du maire ou de celle du prévenu. Il s'agit d'un acte public posé par un homme public et dénoncé par un journaliste.

Quelle est la nature de l'accusation et est-elle justifiable ?

Me Monette déclare d'abord laisser de côté la question du ridicule. Il ne s'occupera que des accusations sérieuses, de celles qui seraient de nature comme le dit le plaignant à "l'exposer à la haine et au mépris."

Il faut bien s'entendre au début sur l'expression: voleur public. Cela ne veut pas dire que le maire aurait pris de l'argent dans les coffres, mais qu'il aurait toléré des malversations ou qu'il y aurait participé.

Quelle est la substance du premier article: "L'Action accuse"? M. Fournier ne dit pas: "Vous êtes un voleur," mais dans telle ou telle circonstance, vous vous êtes conduit de façon à vous faire passer comme tel.

Me Monette lit alors aux jurés avec commentaires à l'appui l'article incriminé. Il déclare que la preuve faite au procès est toute contenue dans cet article.

Il repasse ensuite les différentes phases de ce qu'il appelle "le drame de l'Aztec", un drame en trois actes qu'on pourrait diviser comme suit : premier acte, depuis la première séance ou furent faites les premières instances de l'Aztec jusqu'au 4 juin ; deuxième acte, les manœuvres faites depuis la séance du 5 juin pour obtenir le contrat, et troisième acte enfin, la série de contrats pour favoriser l'Aztec.

Cercle littéraire Mercier

Aucune soirée donnée à la salle Stanley n'a remporté un succès égal au grand euchre et bal du Cercle Littéraire Mercier.

Une assistance d'élite a daigné offrir un généreux encouragement à une entreprise aussi méritoire ; d'ailleurs, elle fut bien récompensée, car le programme de danses sut satisfaire les plus exigeants et 112 prix, fort jolis, furent distribués aux heureux vainqueurs de la partie de cartes.

Quant à l'organisation, pas un seul reproche à lui adresser ; elle tendait vers un seul but: plaire au public, et disons-le, le résultat surpassa toutes les espérances.

M. Séverin Létourneau, député, occupait la table d'honneur.

Plusieurs ont manifesté le désir de devenir membres du Cercle Littéraire Mercier ; nous leur conseillons de se mettre en communication avec P., 134 Beaubien. Tél. St-Louis 4548.

Euchre-Concert

Au bénéfice des œuvres paroissiales, organisé par les Dames de Ste-Anne, sous le bienveillant patronage de M. le curé, L. N. Dubuc, de St-Clément de Viauville, à la salle de l'école St-Paul, coin Lafontaine et 2e Avenue, Viauville, mercredi, le 24 novembre 1915, à 8 heures p.m. précises.

PROGRAMME MUSICAL

Ouverture—In the Nick O' Time. . . . . Rolfe
Orchestre Saint-Clément de Viauville
Duo de violon—Beneath the Low thatched Roof. . . . . . . Geible
MM. Gilles Laferrière et Irano Dubuc.
Chant—Pierre l'Ermite. . . Membray
M. Félix Langlois, avec obligato de violon.
Piano—Polonaise. . . . . . . Chopin
Mlle Gertrude Gratton
Solo de violon—Le Dernier Sommeil de la Vierge. . . . Massenet
M. Gilles Laferrière
Déclamation—La Légende du Doux Parler Français. . . . . Zeidler
Mlle Cora Elie.
Solo de violon, par M. Gust. Lavigne
Duo de chant—Extrait d'Xavière.
. . . . Th. Dubois
Mme A. Lavallée-Smith, M. J. Daniel Plomondon
Solo de violon.—
Chant—La Vivandière. . . . Godard
Mme A. Lavallée-Smith, avec Obligato de violon.
Piano, par Mlle G. Gélinas.

Pendant le euchre, l'Orchestre St-Clément fera entendre les morceaux les plus choisis de son répertoire.

Madame Damien Masson, Mlle Thelma Bélaire, M. Ernest Langlois, au piano, comme accompagnateurs.

LE CANADA est imprimé et publié par LA CIE DE PUBLICATION DU CANADA Limitée, dont M. J. B. Lapointe est le Gérant-général, au bureau, Numéro 75 Rue St-Jacques, Montréal.

Au Club de Réforme

L'hon. M. Brewster, chef du parti libéral dans la Colombie-Anglaise, était, hier, l'hôte du Club de Réforme où il a pris un lunch intime avec les officiers et les membres présents.

LES CONFERENCES DE LA SCHOLA CANTORUM DE MONTREAL

Mardi, 30 novembre, à la salle de la bibliothèque de Saint-Sulpice, 320, rue Saint-Denis, commencera la série des conférences mensuelles de la Schola Cantorum de Montréal.

M. Arthur Letondal, professeur d'orgue et de composition à la Schola, sera le premier conférencier. Il traitera du rôle de l'orgue à l'église. La maîtrise du Gésu, sous la direction de son maître de chapelle, M. Z. Monté, exécutera un intéressant programme musical. L'entrée est de 25 sous et la soirée commencera à 8 heures p.m.

Les billets sont en vente aux bureaux de la Schola, 182 rue Saint-Denis. Téléphone Est 1139. Aussi chez Ed. Archambault, 312 Ste-Catherine-Est; Ed. Hardy, 38, Notre-Dame-ouest; A. J. Boucher, 28 Notre-Dame-Est; Raoul Vennat, 642 Saint-Denis; J. G. Yon, 636 Saint-Denis.

Les Artisans Canadiens assurent M. Gauthier qu'ils ont toujours confiance en lui

(Suite de la dernière page)

comme courtier et que c'était son droit. Nous, nous avons des doutes, nous croyons que cet argent dont il s'est servi est l'argent de la Société et non son propre argent. Il n'est pas possible qu'un homme, quel qu'il soit, puisse faire des bénéfices personnels avec la Société, du moins c'est notre avis. A la convention de décider. Si elle se range à notre opinion, nous laisserons tout le reste de côté ; sinon il nous reste le recours en justice, pour rendre à nos 40,000 actionnaires la confiance qu'ils commencent à perdre dans la Société.

A plusieurs reprises pendant ce réquisitoire, M. L.-J. Gauthier a dû faire des rectifications et des mises au point, chaque fois un grand nombre de délégués ont applaudi ses paroles.

Le délégué de Fraserville s'étonne de ces poursuites judiciaires à la veille même de la convention générale. Pour lui, elles sont de la part des anciens présidents, ou un acte de suspicion ou un brevet d'incapacité à l'adresse de la Convention. Il s'étonne en outre que l'on s'attaque au seul L.-J. Gauthier quand on laisse tranquille le ou les présidents en charge quand les transactions incriminées ont eu lieu.

Puis c'est le Dr Amiot, délégué franco-américain, qui s'étonne à son tour qu'on ait entendu la défense avant l'accusation. Il réclame d'abord la preuve des accusations: l'assemblée jugera.

Il regrette enfin que pour ces sortes d'achats on ait recours à des courtiers au lieu de traiter directement. Sur ce, la séance est levée et remise à 2 heures.

La séance de l'après-midi commença à deux heures. Le Dr Charles Amiot termine son discours commencé avant l'ajournement. Il est d'opinion que la Société devrait traiter directement avec les municipalités dans la vente des débentures. La méthode d'acheter des courtiers est défectueuse et la Société paie ordinairement plus cher après que ces valeurs ont passé dans les mains de plusieurs courtiers.

M. Rodolphe Bédard, 1er vice-président, continue le débat et se déclare en faveur du système actuel. Il offre plus de garanties. M. Bédard suggère que la convention entende M. Eldridge sur la valeur des achats de débentures faits par M. Gauthier et le conseil exécutif.

Le Dr Amiot s'oppose à cette procédure et demande à M. Bédard s'il ne connaît pas d'avance l'opinion de l'actuaire de la Société, M. Eldridge.

Le Dr Lorrain fait alors remarquer que le conseil exécutif de la société n'est pas accusé. M. Gauthier, le président-général seul est en cause. Comme la discussion menace de s'éterniser, l'échevin J. B. Saint-Pierre propose, appuyé par M. J. B. Gougeon, une résolution de confiance dans l'administration du Président-général. Il accompagne sa résolution d'un magnifique éloge de M. Gauthier et déclare que le président n'est pas seul pour diriger la société. Le Conseil exécutif est responsable des achats de débentures au même titre que M. Gauthier. Les membres du conseil exécutif sont solidaires et ils ne peuvent prendre un de leurs collègues comme bouc émissaire. Ce serait un acte de lâcheté.

Voici le texte de la motion de M. Saint-Pierre qui a été votée par une majorité de 54 voix :

Proposé par J. B. Saint-Pierre, appuyé par J. B. A. Gougeon :

"Que cette convention a pris connaissance des accusations portées contre le Président-général et l'exécutif de la Société des Artisans Canadiens-Français au sujet de certains placements effectués par cette société ;

Qu'elle a examiné les procès-verbaux du comité des finances et du Conseil, ainsi que les dossiers relatifs à ces placements et entendu les explications du président-général et les déclarations des personnes qui ont effectué ces placements et qu'elle déclare :

Que la méthode suivie par l'exécutif pour les placements effectués jusqu'à ce jour est conforme à la coutume suivie par les institutions similaires ; qu'elle a donné des résultats appréciables et ne peut être changée aussi longtemps que ses règlements resteront en vigueur.

Que la société n'a jamais acheté de débentures ni de son président, ni d'aucun de ses directeurs, ni d'aucun de ses officiers.

Qu'elle regrette l'attitude prise par les ex-présidents-généraux, qui, tout en étant sans doute de bonne foi, ont puisé leurs renseignements à mauvaise source, et qu'elle endosse l'action du conseil exécutif et du conseil général, qu'elle réaffirme sa confiance dans son président et le prie de continuer son administration sage, prudente et progressive."

M. J. V. Désaulniers succède à M. Saint-Pierre. Il plaide la cause des anciens présidents de la société. Durant tout son discours, M. Desaulniers soutient que le président-général, M. Gauthier devait aux anciens présidents de forcer les journaux qui l'ont attaqué à rétracter. Il ne veut pas discuter le bien ou le mal fondé des accusations. Le tribunal jugera cette question. Si les cours de justice décident que M. Gauthier a agi suivant l'équité et la loi, les anciens présidents seront les premiers à le féliciter.

M. Desaulniers donne ensuite la lecture des articles du "Pays" et de "La Patrie", campagne qui a forcé le conseil exécutif à appeler une convention. Il relate la correspondance échangée entre les anciens présidents et le conseil exécutif et proteste de la bonne foi de ceux qui ont poursuivi M. Gauthier en reddition de comptes. Leur seul but a été de protéger la société, car nous ne voulions pas laisser planer de doute sur elle.

Après de brefs discours de MM. J. B. A. Gougeon, Ludger Gravel, Elphège Paquette, M. Désaulniers propose un amendement à la résolution Saint-Pierre. C'est un blâme à l'adresse du président-général, parce qu'il n'a pas pris de procédures civiles ou criminelles pour obtenir une rétractation.

Voici le texte de cet amendement que l'assemblée a rejeté par un vote de 13 à 50.

Proposé par Ludger Gravel, J. V. Désaulniers, Alfred Lambert, Jos. Lamarche, J. V. Thibeault, T. A. Grothé, Avila Bourbonnière:

"Attendu que le journal "Le Pays", dans plusieurs de ses articles a lancé entre autres contre M. L. J. Gauthier, président-général de la Société des Artisans Canadiens-Français,l'accusation que, alors qu'il était directeur de la Société et président du comité des Finances, d'avoir acheté des débentures de la Municipalité Scolaire de Saint-Jean Berchmans, s'élevant à $125,000, pour la somme de $99,000 et de les avoir revendues à la Société des Artisans Canadiens-Français par personne interposée, pour la comme de $114,937.50, faisant un bénéfice de $15,237.50, sans débourser un sou de son argent, mais en se servant des fonds de la Société.

Attendu que cette accusation est de nature à faire un tort considérable à la Société et qu'elle aurait dû être relevée dans l'endroit même où elle a été formulée;

Attendu que M. Gauthier devait à la société des Artisans Canadiens-Français de prendre des procédures, soit civiles, soit criminelles contre le journal qui a lancé ces accusations contre lui afin de se justifier et d'en faire démontrer la fausseté à moins que ledit journal ne retracte volontairement ;

Attendu que les anciens présidents-généraux par une lettre en date du 21 septembre 1915 ont prié le président-général de forcer "Le Pays" à retracter lesdites accusations ;

En conséquence, cette convention déclare que :

M. L. J. Gauthier n'ayant pas obtenu de retractation formelle de la part des journaux qui l'ont incriminé au sujet de transactions financières avec la société a manqué à son devoir de président-général en ne prenant pas de procédures civiles ou criminelles pour l'obtenir.".

M, Napoléon Champagne, avocat, traite alors la question d'une manière pratique.

Toute la question, dit-il, se résume à ceci : "M. Gauthier aurait-il fait environ $40,000 de bénéfices au détriment des sociétaires, en achetant des débentures et en les vendant à la société. Le conseil exécutif a examiné les preuves fournies. Il a déclaré que M. Gauthier n'avait pas vendu de débentures à la société. Membre de l'exécutif, il ne se dédira pas.

Légalement parlant, voici ce dont il s'agit: Lorsque M. Terreault a touché son chèque, M. Gauthier a-t-il profité d'une part des profits. Cela serait blâmable, illicite. M. Gauthier est mandataire fidéi-commissaire. M. Terreault a donné une déclaration solennelle qu'il ne connaissait pas M. Gauthier. Quant à M. Gauthier, il n'a pas à nous dire à qui il a vendu les débentures qu'il a achetées. Il exerce la profession de courtier, c'est son droit.

L'action des anciens présidents en s'adressant aux tribunaux est logique, continue M. Champagne. Elle offre l'unique solution. Mais nous ne pouvons obliger M. Gauthier à faire sa défense ici.

M. J.-C. Lamothe, avocat, fait l'historique de la question et détermine la position du président, de ses accusateurs et déclare qu'il ne peut accepter ni la motion principale ni l'amendement. Les tribunaux sont saisis de l'affaire, il est de simple convenance que la convention ne se prononce pas. Un sous-amendement qui réaffirmerait sa confiance dans le Conseil Exécutif et le Président-Général serait à la fois juste pour M. Gauthier et pour la Société, dit M. Lamothe en proposant son sous-amendement. La convention refusa de l'accepter, par un vote 5 à 64.

Immédiatement après la lecture du sous-amendement de Mtre Lamothe, la convention s'ajourna à huit heures. Voici cet amendement:

"Attendu que cette Convention spéciale a été convoquée pour étudier les accusations lancées par quelques journaux relativement au placement des fonds de la Société, effectués par son bureau exécutif ;

"Attendu que cette Convention a pris connaissance de ces accusations ;

"Attendu que des explications ont été fournies par le Président Général en ce qui le concerne, et par quelques membres du bureau exécutif ;

"Attendu qu'une action civile est intentée devant nos tribunaux par les anciens présidents de notre Société contre M. L. J. Gauthier, président général, l'accusation d'avoir acheté des débentures en son nom personnel qu'il aurait revendues par personne interposée à la Société dont il était soit directeur ou président-général ; lui demandant de rendre compte et de rembourser la Société, et demandant aussi sa déchéance comme président général ;

Cette Convention, en conséquence, est d'opinion qu'il est préférable et plus convenable d'attendre l'issue du procès intenté contre M. L. J. Gauthier, président général de la Société, avant de se prononcer sur le bien-fondé ou mal fondé des accusations portées contre lui ;

Cette Convention est aussi d'opinion que les placements faits par notre Société sont satisfaisants, et que les sociétaires doivent continuer à avoir confiance dans l'administration des affaires de la Société par le bureau exécutif, y compris le président général ; que le système qui a été suivi dans le placement des fonds est celui qui est généralement en vigueur. Toutefois, cette Convention exprime le désir qu'une commission soit nommée composée de quelques membres du bureau exécutif et de quelques membres de cette Convention afin d'étudier le système suivi, et voir s'il y aurait possibilité de l'améliorer et faire rapport à la prochaine Convention."

Attendu que quant à ces accusations portées contre Monsieur L. J. Gauthier, cette Convention ne possédant pas les pouvoirs d'un tribunal judiciaire pour assigner les témoins qui pourraient être requis de part et d'autre, pour les examiner, sous serment, et leur faire produire les documents nécessaires, et que conséquemment la Convention ne peut pas se prononcer en connaissance de cause, dans les circonstances, parce que ces questions sont actuellement pendantes devant un tribunal ;

Attendu que, et que quant à l'administration du bureau, cette Convention s'en déclare satisfaite et désire affirmer que nos sociétaires, malgré les accusations qui ont pu être lancées, qui sont actuellement l'objet d'un procès, doivent avoir confiance envers les administrateurs de notre société ;

A huit heures, reprise de la discussion sur le sous-amendement. C'est M. Alfred Lambert qui ouvre le débat. Il défend la position prise par les anciens présidents et déclare qu'ils ont agi ainsi pour sauver la Société. Il demande de voter en faveur du sous-amendement, qui le dispense de faire un long exposé de la situation, dit-il, parce qu'elle laisse la question devant les tribunaux. M. Lambert avoue qu'il a un volumineux dossier, mais il le réserve pour plus tard, si la convention rejette l'amendement.

M. L.-J. Gauthier résume le débat. Le Président-Général parla environ une heure et lorsqu'il reprit son siège, ce fut aux acclamations presqu'unanimes de toute la salle. Pas une des accusations lancées par "Le Pays" et "La Patrie", ne restaient debout. Avec cette logique serrée qui le caractérise, M. Gauthier détruisit l'argumentation de ses adversaires et la réfuta.

La première accusation du "Pays", dit-il est celle-ci: "L.-J. Gauthier aurait acheté avec l'argent de la Société des Artisans $99,387.50 de débentures de Saint-Jean-Berchman qu'il a ensuite revendues aux Artisans en faisant un profit de près de quinze mille piastres. Mais "Le Pays" du 6 novembre réfute ces assertions. Ce n'est que le 25 août que le Comité des Finances a recommandé l'achat de ces débentures. Il appert donc que M. Pion, l'entrepreneur, a été payé, que deux billets ont été payés et que plusieurs versements mensuels de $15,-000 ont été versés au compte de la Commission Scolaire.

Il reste de cette accusation, " la personne interposée". M. Terreault qui a vendu les débentures à la Société ne me connaît pas. Il a donné une déclaration assermentée à cet effet. Que faut-il de plus ?

La convention a été convoquée pour prendre connaissance des placements de la Société. Qu'elle le fasse et si elle se déclare satisfaite, qu'elle le dise. Quant à lui, il ne peut dire plus, car la cause est devant les tribunaux, il ne peut livrer ses moyens de preuve, pas plus qu'il demande aux anciens présidents de livrer les leurs. Toutefois, il regrette que ceux-ci n'aient pas attendu une semaine de plus pour s'adresser aux tribunaux. Ils ont demandé une convention et lorsqu'elle a été convoquée, ils s'adressent aux tribunaux.

Dans la lutte soutenue depuis trois mois, il avait espéré que les anciens présidents lui aideraient. Ils ne l'ont pas fait. Il est possible que je succombe, mais si je dois tomber, je ne tomberai pas tout seul. Ceci n'est pas une menace, mais une constatation. Depuis six ans j'ai lutté pour détruire le monopole financier qui étreignait notre Société à la gorge. C'est là la cause des difficultés que j'ai aujourd'hui. Sortez-moi, messieurs, mais la dernière bataille que je livrerai sera pour empêcher les anciens présidents de venir siéger ici, aux conventions.

"Le Pays" a dit le 6 novembre: "Les placements de la Société des Artisans sont inattaquables. Que veut-on de plus. M. Gauthier déclare qu'il n'est pas seul pour administrer la Société. Le Conseil exécutif a son mot à dire dans tout ce qui se fait. Personne ne peut me faire un crime de ne pas avoir poursuivi Le Pays. Comment voulait-on que je le poursuive? En ma qualité de président ou simplement en mon nom personnel ?

Il termina par une vibrante péroraison dans laquelle il fustigea la conduite d'un ancien président à son égard.

L'Idée Etait Bonne

LE HEROS, notre tabac fermenté, sans odeur âcre ni forte, qui sent bon et n'offusque personne, a été un succès: en trois mois il a conquis Québec et Ontario; les commandes par la poste affluent.

Nous expédions une livre sur réception d'un mandat de 75 sous.

La St. Jacques Tobacco Packing Co., Ltée. S.-Jacques, Comté Montcalm, Qué.

Conférence du R.P. Louis Lalande, S.J.

Le public lettré est toujours avide d'entendre le révérend Père Louis Lalande. Il a raison ; car ce jésuite à l'âme d'apôtre, éclaire les esprits tout en réchauffant les cœurs.

Que l'on vienne donc en foule dans les salles du Cercle Paroissial, 62 Boulevard St-Joseph-Est, mercrdi, le 24 novembre, à 8 hrs p.m. Tout en s'instruisant, on contribuera en payant son billet, aux œuvres de charité des dames de la paroisse du St-Enfant Jésus.

LES ETRANGERS EN FRANCE

Le conseil municipal de Paris voudrait les voir sous les drapeaux ou internés.

Paris, 22 — Le conseil municipal de Paris a adopté une mesure présentée par son président, M. Henri Galli, et M. Poirier de Narçay, et demandant que tous les sujets des nations alliées ayant l'âge requis pour le service militaire soient tenus ou de quitter le pays ou de s'engager dans l'armée française; ceux qui s'y refuseraient seraient internés dans des camps de concentration.

Cette motion déclare que les sujets ou citoyens des puissances neutres ne devraient pas recevoir de permis de résidence sauf sur une recommandation de leur gouvernement, et après sévère examen des références qu'ils pourraient fournir.

Crème Orientale de Gouraud

Une préparation sans graisse pour embellir le teint, laquelle ne fera pas pousser les poils follets.

Dans pharmacies et magasins à rayons.

Le Canada

Montréal, mardi 23 novembre 1915.

Aurons-nous une session à Ottawa ?

LES RAISONS QUI EN FONT DOUTER

La presse conservatrice annonce qu'une session du parlement fédéral sera convoquée pour le milieu de janvier prochain.

Naturellement, nous ne sommes pas dans le secret des dieux et ne pouvons ni confirmer ni infirmer cette nouvelle.

Mais nous avons de plausibles raisons de douter qu'elle soit authentique, et qu'une décision ferme ait été prise à ce sujet par le ministère Borden.

Nous serions plutôt disposés à croire à la possibilité d'une prochaine dissolution du parlement, suivie d'élections générales et voici pourquoi:

Les scandaleux profits réalisés par les manufacturiers favorisés sur les commandes d'obus, s'ajoutant aux révélations de l'enquête de Sir Charles Davidson, ont soulevé l'indignation de tout le pays.

Nombre de journaux conservateurs les ont énergiquement dénoncés, et la tenue d'une session du parlement, lorsque ces scandales sont encore tout frais dans l'esprit du public, risquerait de provoquer une crise dont l'issue pourrait être fatale pour le gouvernement.

Sir Robert Borden semble d'ailleurs s'être ménagé un prétexte pour cette dissolution. Il aurait, paraît-il, fait proposer à Sir Wilfrid Laurier qu'il consentit, au nom de la trêve, à une prolongation du présent parlement pour une période assez longue, dépassant même, la date où la guerre serait terminée.

Et il se prévaudrait du refus possible de Sir Wilfrid Laurier, pour demander une dissolution immédiate.

Sir Wilfrid Laurier qui, entre parenthèses, a complètement regagné son ancienne vigueur et dans la journée de samedi a reçu d'innombrables témoignages de sympathies, venus des quatre coins de l'empire et de l'étranger, entre autres de Sa Majesté le Roi George V ; Sir Wilfrid Laurier, disons-nous, si nous sommes bien informés, n'a pas accepté les propositions de Sir Robert Borden telles qu'elles étaient présentées.

Nous sommes sous l'impression que le parti libéral qui ne tient pas à des élections générales pendant la période critique que nous traversons, ne consentirait à une prolongation du terme du Parlement que dans certaines conditions.

D'abord, que cette prolongation ne soit pas pour un terme fixe, mais puisse être renouvelée d'année en année, suivant les besoins de la situation.

A la condition toute raisonnable que le gouvernement Borden soumette à Sir Wilfrid Laurier le programme de la législation qu'il proposera pendant le terme de la prorogation.

Et enfin, à la condition que justice soit rigoureusement faite de toute malversation, de toute corruption découverte dans les fournitures militaires pour le Canada et pour la Grande-Bretagne, afin que désormais personne au pays n'ose s'enrichir des sacrifices de nos volontaires et des autres citoyens du Canada et de l'Empire.

Car on ne saurait songer à nous demander de signer au gouvernement Borden un mandat en blanc, sous la protection duquel les parasites du parti conservateur pourraient impunément continuer à piller la caisse publique, à cyniquement exploiter les nécessités du gouvernement impérial privant ainsi les soldats des armées canadiennes et anglaises des munitions dont dépendent leur succès et leur vie et nos ouvriers du travail qui peut les faire vivre.

Ecoles bilingues et écoles séparées

CE QU'EN DIT L'HISTOIRE PARLEMENTAIRE DU CANADA

Dans une récente conférence dont le compte rendu a été rapporté par la presse conservatrice de Montréal, M. Sauvé, député des Deux-Montagnes à la législature de Québec, a voulu contredire la si véridique affirmation de M. le sénateur David, que les Canadiens-français d'Ontario ne pourraient compter obtenir justice que d'un gouvernement libéral.

M. le sénateur David parlait naturellement de la question des écoles bilingues, et toute l'histoire de la controverse sur ce sujet appuie son affirmation.

C'est sous le gouvernement de feu Sir W. G. Ross que l'enseignement bilingue a été introduit dans le système scolaire d'Ontario ; et c'est sous le gouvernement Whitney que fut édicté ce fameux règlement XVII contre lequel combattent nos compatriotes d'Ontario.

Comme il n'y avait pas à sortir de là, M. Sauvé a éludé la question pour parler des écoles séparées et affirmer que c'est au parti conservateur que les catholiques doivent la liberté de leurs écoles confessionnelles dans certaines provinces.

Quelques faits historiques incontestables éclaireront cette question, qui n'a rien à faire avec la question des écoles bilingues.

Les écoles séparées confessionnelles furent garanties par la constitution de 1867, dans les provinces de Québec et d'Ontario ; et la constitution de 1867 fut votée par les deux partis.

Au Manitoba, les écoles séparées, établies par la loi de 1871, furent abolies en 1890, par une loi que le gouvernement conservateur de Sir John A. Macdonald ne voulut pas désavouer, quoiqu'il en eût parfaitement le droit.

Un arrangement accordant une certaine mesure de liberté scolaire à nos coreligionnaires de Manitoba fut conclu, en 1897, entre le gouvernement Greenway, et le gouvernement fédéral dont Sir Wilfrid Laurier était le chef.

Le gouvernement provincial de Manitoba passa plus tard aux mains des conservateurs. Les conservateurs revinrent au pouvoir à Ottawa, en 1911; et rien n'a été ajouté aux faveurs obtenues au Manitoba pour les écoles catholiques par l'arrangement Laurier-Greenway.

La constitution des Territoires du Nord-Ouest, votée sous le gouvernement libéral McKenzie, en 1874, y établissait les écoles séparées.

En 1905, le gouvernement Laurier constituait deux provinces dans ces territoires; et dans leur constitution il garantissait aux catholiques tous les droits éducationnels qui leur restaient, après dix-huit ans de régime conservateur.

De sorte que, aujourd'hui, les catholiques ont droit à des écoles séparées, en dehors d'Ontario et de Québec, dans les seules provinces dont la constitution ait été votée par un parlement où les libéraux étaient en majorité, et malgré la plus violente opposition du parti conservateur.

Voilà ce que dit l'histoire parlementaire du Canada; M. Sauvé aura beau ergoter, il ne pourra empêcher que les faits soient là pour démentir ses laborieux sophismes.

L'emprunt national

Un excellent placement et un placement patriotique

Le premier emprunt national émis au Canada est depuis hier offert à la souscription du public.

Il est émis pour une somme de $50,000,000, portant intérêt à 5 p.c., remboursable au pair en 10 ans, soit le 1er décembre 1925. Le taux d'émission est de 97 1-2 pour cent.

Quoique les souscripteurs aient jusqu'au 1er mai 1916 pour se libérer entièrement, il sera payé 6 mois d'intérêt sur le plein montant souscrit, le 1er juin 1916.

Tels sont les principaux termes de cet emprunt, qui constitue, pour nos concitoyens, un placement très avantageux ayant comme garantie la richesse entière du Canada.

Un effort semble avoir été tenté pour en faire un emprunt populaire, puisqu'il en sera émis des titres au porteur à partir de $100. Nous aurions préféré que la plus petite coupure fût de $50; mais il y a déjà un progrès remarquable dans cette direction.

Nous sommes persuadés, que l'emprunt sera plusieurs fois couvert avant l'expiration du délai, qui va jusqu'au 30 novembre C'est une valeur que nos banques et nos compagnies d'assurance rechercheront pour le placement de leurs réserves et les particuliers qui désireraient souscrire feront bien de se presser, car nous ne trouvons pas dans le prospectus la clause ordinaire que les souscriptions pour $100 seront acceptées intégralement, sans être sujettes à répartition.

Les titres de cet emprunt seront cotés à la bourse et il sera facile aux porteurs, en cas de besoin urgent, d'en réaliser la valeur.

C'est une occasion unique pour nos compatriotes qui ont mis quelque argent de côté de placer cet argent à un taux plus rémunérateur que n'en offrent d'habitude les banques et les obligations des gouvernements. Le taux de 5 p.c., qui est plutôt de 5 1-4 p.c., en y comprenant la prime de remboursement, est garanti pour dix ans, tandis que l'on peut s'attendre à voir baisser, après la guerre, l'intérêt que rapporteront les autres genres de placement.

Les versements sont faciles: ils couvrent une période de six mois et permettent de faire des arrangements pour que les fonds à verser au Trésor ne dérangent que le moins possible le cours ordinaire des affaires.

Nous ne pouvons donc qu'encourager ceux de nos lecteurs qui ont des fonds disponibles à profiter de cette occasion d'en faire un excellent placement, et d'aider en même temps au Canada à faire, dans la guerre actuelle, la part que lui dicte son attachement à l'empire, à la liberté, à l'honneur.

M. Andrew McMaster à Chesterville

Vendredi dernier, à Chesterville, Ont., M. Andrew McMaster, président du Club de Réforme de Montréal, a fait un excellent discours à l'assemblée patriotique convoquée à cet endroit.

M. McMaster a prêché surtout l'union de tous les Canadiens et il a défendu la province de Québec contre les calomnies lancées par les journaux torys d'Ontario.

Il a spécialement signalé la bravoure du lieutenant Talbot Papineau, du bataillon Princesse Patricia, qui fut l'un des premiers Canadiens à s'enrôler pour défendre l'empire et la civilisation. Il a rappelé aussi la mort héroïque du Major A. V. Roy.

Ses appels à l'équité de nos voisins d'Ontario ont été sympathiquement accueillis. Nous l'en remercions, et souhaitons que son exemple soit souvent imité.

Pour souscrire à l'emprunt national

Nous voyons avec plaisir que des institutions de crédit et des financiers canadiens-français s'intéressent à la souscription de l'emprunt national de $50,000,000.

Nos compatriotes qui voudraient souscrire à cet emprunt si avantageux pourront s'adresser à eux, pour remplir les formalités nécessaires, car toutes les souscriptions doivent être transmises par les banques.

La bibliothèque de Montréal

La première bibliothèque municipale de Montréal, dont on a posé samedi la pierre angulaire, est ainsi entrée dans la catégorie des faits concrets.

Il y a si longtemps que l'on en parle, que bien des gens seront surpris d'apprendre que, enfin, elle existe.

Moyens de coercition

La Quadruple Entente s'est décidée à employer des moyens coercitifs pour avoir raison de l'entêtement du roi de Grèce, Constantin. Ces moyens, d'ailleurs—un blocus de commerce à la Grèce—n'ont rien de commun avec la barbarie allemande.

Les pertes des belligérants

Un journal hollandais, le "Nieuwe Rotterdamsche Courant" dit, d'après une évaluation basée sur les communiqués officiels, que les armées belligérantes, après quinze mois et demi de guerre, ont subi les pertes suivantes en hommes âgés de vingt à trente-cinq ans:

Angleterre, 12 p.c., de ses effectifs; France, 30 p.c.; Belgique, 60 p.c.; Allemagne, 75 p.c.; Autriche, 80 p.c.; Russie, 30 p.c.; Italie, 7 p.c.; Serbie, 65 p.c.

Les pays qui ont encore de grandes réserves d'hommes jeunes sont : la Russie, l'Italie, l'Angleterre et la France, qui disposent encore de plus de 14 millions d'hommes.

D'après le même journal, les pertes allemandes s'élèveraient à 5 millions d'hommes.

Ces chiffres, datant du milieu d'octobre, ont dû varier depuis, notamment en ce qui concerne la Serbie.

AMIS DE LA FRANCE

Au temps de l'autre guerre, celle d'il y a quarante-cinq ans, il se forma à Paris une Légion des Amis de la France, qui avait un uniforme délicieux, brun à brandebourgs noirs, kaki avant la lettre, et la plus aguichante des vivandières. Comme cette légion avait été organisée, si je ne m'abuse, par M. de Poggenpohl, directeur politique du "Nord", journal qui paraissait en Belgique et qui se flattait de recevoir les inspirations du cabinet de Pétersbourg, elle en gardait un prestige diplomatique. Elle laissait entendre qu'à défaut des souverains, les peuples étaient avec nous et que l'autocrate, s'il hésitait à se lancer dans la carrière en nous députant son féal Poggenpohl, donnait à la nation française une preuve évidente de sa sympathie. Seulement, voilà! Poggenpohl s'arrêta à la terrasse d'un café du boulevard, un grand café qui ne fermait ni jour ni nuit et qu'il choisit sans doute à cause de son cosmopolitisme. Il pensa, sans doute, qu'il assurerait ainsi à la Légion un excellent recrutement, car des agréments variés y attiraient les enfants de Mars, et cette permanence enseignait, dès les boulevards intérieurs, la vigilance aux futurs soldats. Il y pianta son pennon, y établit son quartier général, y installa sa charmante vivandière — et y reçut sur le trottoir les volontaires, qui, d'ailleurs, semblaient clairsemés.

Malgré ses flatteuses intentions, la grâce de son uniforme et le minois de sa cantinière, la Légion des Amis de la France paraît avoir marqué plutôt au grand-livre de son café général qu'à celui de l'histoire. L'effort à présent fut fort différent et bien autrement sérieux. Il n'y a point à rappeler ce qu'a fait le régiment italien. Le sang versé dans les vieilles forêts françaises par les généreux descendants de Garibaldi a grandement avancé l'heure effective de l'alliance et n'a pas moins contribué que les discours enflammés de M. d'Annunzio à la mise en marche de l'Italie. De même ne saurait-on, jusqu'à ce qu'on ait réuni sur ce sujet des documents précis, insister sur l'attitude de cette compagnie polonaise à la tête de laquelle Max Doumic trouva une mort glorieuse.

A côté d'unités ainsi formées où des compatriotes animés du même esprit, enflammés du même enthousiasme, arborant les mêmes couleurs, se sentent les coudes et dans leur langue nationale échangent au moment critique des encouragements, des confidences et des adieux, qu'est-ce à dire de ceux qui, hôtes de notre pays, ont, à l'heure de notre extrême péril, formé leur résolution ; qui, sans cris, sans drapeau, sans musique, se sont dirigés l'un après l'autre vers les Invalides, ont pris la queue, donné leur nom, apposé leur signature et qui, entrés bourgeois russes, sont sortis soldats français. Tout de suite, ils ont été jetés dans une sorte d'océan d'hommes où nul ne les connaissait, où ils ne connaissaient personne. D'abord on les incorpora dans des régiments étrangers, dont la physionomie ne rappelait plus ces bataillons glorieux que chanta le vicomte de Borrelli, ceux où les chercheurs d'aventures, épaves de toutes les armées et de toutes les classes, se régénéraient par la guerre et cherchaient dans le danger une réhabilitation morale qu'ils se gardaient à eux-mêmes fidèlement secrète ; romans plus émouvants en leur simplicité grandiose que tous ceux qu'on se plut à imaginer à propos d'eux.

Les régiments étrangers depuis la guerre ne cèlent plus les mêmes mystères, mais la vie n'y est point toujours très aisée; aussi tous les engagés originaires de Russie profitèrent avec empressement de la décision qui leur ouvrait nos régiments nationaux, en même temps qu'en Russie le gouvernement impérial offrait sous ses aigles l'hospitalité à ceux de nos concitoyens qui voulaient remplir contre les Austro-Allemands leurs devoirs militaires.

Dans un hôpital auxiliaire, l'on apporta un jour un de ces Russes : il était intelligent, lettré, intéressant ; blessure très grave et qui eût pu entraîner l'amputation. Pas un plainte, pas une observation au point de vue de la nourriture, qui eût pu lui déplaire, car elle est et doit être, pour agréer à la grande majorité des blessés, française et presque paysanne, et étant donné l'abus d'alimentation carnée dans les tranchées, elle a dès le printemps, mais surtout à l'été et à l'automne, été renforcée en légumes. Or, le Russe n'aimait que la viande. N'importe, il n'eut que des mots de contentement et de satisfaction. Dans son lit mécanique, où l'on s'efforçait de lui épargner des mouvements douloureux, il lisait et écrivait tout le jour, car il était journaliste et correspondant de journaux de son pays. Ses correspondances arrivent-elles? On peut en douter, car les lettres qu'on écrit d'ailleurs n'arrivent guère; mais il ne se décourage pas.

Si celui-là raconte la guerre, ce sera "de visu" et l'on peut être certain qu'il ne blaguera pas ; il dira qu'engagé à Paris le 20 août 1914, versé à Orléans au dépôt du 2e étranger, il a été désigné le 17 octobre pour le premier départ, après deux mois d'instruction, — il n'avait point fait de service dans son pays,—qu'il a été versé le 10 avril 1915 au 46e d'infanterie, où il a été nommé successivement premier soldat et caporal, et il ajoutera que le 21 juillet, en courant à l'assaut des tranchées ennemies, il fut, à quinze mètres de l'objectif, renversé par un éclat d'obus qui lui fractura la cuisse et la hanche, ce pourquoi il fut cité le 29 juillet à l'ordre de son régiment.

Il est israélite, ce dont il ne se vante ni se cache.

Il a droit à la Croix de guerre, peut-être à la médaille militaire; on n'a point manqué, sans doute, de le signaler à la bienveillance de son souverain, mais, sauf des compatriotes qui sont ses amis particuliers, il n'a reçu aucune visite ; mais il faudra du temps encore pour une guérison complète, et une petite croix de Saint-Georges peut encore très bien arriver — mieux que les correspondances.

Ceci a un intérêt — même double: outre qu'il s'agit d'honorer un soldat qui, engagé volontairement sous notre drapeau, a combattu vaillamment, il s'agit de montrer aux blessés, aux convalescents, aux soldats français aussi bien la gratitude de notre pays envers ceux qui le défendent que la sollicitude du souverain à l'égard de ceux qui, empêchés de rejoindre les armées impériales, ont assumé, sur le front occidental, une tâche peut-être plus rude, n'ont reculé devant aucun obstacle pour remplir leur devoir et l'ont accompli de façon à inspirer à la nation amie et alliée une haute opinion de leur vaillance, de leur endurance et de leur bonne humeur. Aussi bien est-il remarquable et consolant que des liens d'amitié se soient formés entre ce déraciné et des jeunes Français qui ne savent pas très bien où est la Russie, ni ce qu'elle représente, mais qui ont appris du moins à apprécier un Russe et à lui vouer des sentiments d'estime et d'affection.

Et cela fait plus pour affermir l'alliance que bien des paroles officielles.

FREDERIC MASSON.
(Le Gaulois).

L'individu et la guerre actuelle

Telle est l'immensité des événements, qu'ils ont l'aspect d'un mouvement géologique. Nous croyons assister à une de ces catastrophes qui d'abord bouleversent la terre, et puis en organisent le nouveau paysage. Les forces qui sont engagées ressemblent par leur énormité, aux forces de la nature ; et, sous leur violence active, nous croyons deviner des lois analogues à celles qui régissent les éléments. Que devient, dans une si formidable totalité, l'individu ? Que devient sa petite efficacité ? Nous éprouvons la tentation de méconnaître au milieu de la tourmente, l'efficacité individuelle.

Et la théorie de Carlyle, qu'en faisons-nous ? Théorie du héros ; le héros, c'est l'homme de par qui les choses tournent ainsi, non pas autrement, l'homme sans qui rien ne bougerait, l'auteur de la réalité mobile. Théorie de Carlyle et, dès l'antiquité, philosophie du plus intelligent historien de Rome, Sailuste, lequel a écrit : "L'histoire est l'anecdote de quelques individus peu nombreux."

Il était si bien attaché à cette idée que, pour peindre des périodes de vie humaine, il a composé des monographies, sa monographie de Catilina, sa monographie de Jugurtha. Son Histoire plus générale est perdue; il n'en reste que des fragments: on doit supposer qu'elle était conçue selon ses mêmes doctrines et montrait, dans le cours des incidents, l'œuvre de quelques personnages. Le "héros", il l'appelle "vir"; et, la qualité du héros, "virtus"; ce n'est point exactement "la vertu", mais plutôt cette énergie de puissance que les Italiens renaissants désignaient par le mot de "virtu". Le héros, le grand homme est bienfaisant ou néfaste; il est le bonheur de son temps, il peut en être la calamité. Sa "virtus" est morale ou non, glorieuse ou scandaleuse: la "virtus" qu'on lui attribue n'implique, de la part de l'historien, ni amitié ni haine; tout uniment l'historien constate et évalue l'influence d'un homme. Et c'est toujours un homme qui a tout fait; quelques héros ont fait l'histoire.

Voilà en résumé, la philosophie individuelle de l'histoire. L'acceptons-nous ? Si nous la refusons,—comme je vous le répète, les événements ont assez l'air de nous y engager,—nous portons un coup sensible à la liberté humaine ; nous la soumettons aux fameuses et mystérieuses "lois de l'histoire". Et c'est dommage : les lois de l'histoire ont été, sont et seront de bien redoutables maîtresses d'erreur ou d'absurdité.

Or, est-il vrai que, dans la présente guerre, l'individu se gaspille et se perde ? En apparence, oui ; en vérité, non.

Dans les préludes de la guerre et dans ses causes, on voit clairement l'intervention déterminante de Guillaume II, du prince héritier, de divers gaillards qui ont très délibérément voulu la guerre et qui ont su la rendre inévitable quand elle n'était pas inévitable et quand sa déclaration dépendait d'un choix particulier. La responsabilité de l'un ou l'autre, du père ou du fils, ou de tel pangermaniste, on la connaîtra quelque jour précisément : on la devine et on la sait dès maintenant.

Dans les circonstances de la guerre, circonstances qui l'ont modifiée, qui lui ont donné son caractère, l'initiative de quelques hommes est manifeste. La Belgique a fait son devoir ; et certes, je ne dis pas que, sous un autre règne, elle ne l'eût pas fait ! Toutefois, on ne met pas en doute le rôle prépondérant du roi Albert, son rôle décisif. Est-il évident que l'attitude des Etats-Unis eût été la même sous la présidence de M. Roosevelt, ou bien sous la présidence de M. Wilson ? Est-il évident que la Bulgarie eût commis son crime, sans le Cobourg qui est présentement son roi ? Est-il évident que la Grèce...?

Et la guerre elle-même, dans sa lente et sûre combinaison, n'est-elle pas marquée profondément des volontés d'un homme, des volontés de Joffre ? Avant la guerre, on ignorait cet homme. Depuis lors, nous ne l'avons pas vu, nous ne savons de lui presque rien : nous le connaissons à merveille, sa guerre étant son image, le portrait de son âme prudente, obstinée, raisonnable et, avec génie, patiente.

Dans cette guerre où des millions d'hommes sont aux prises, où la chimie et les engins font la moitié de l'ouvrage, qu'est-ce (dit-on) qu'un soldat et qu'un officier ?... Lisons, parmi les récentes citations à l'ordre du jour de l'armée, celle qui concerne un petit lieutenant, Marcel Lesourd, du 24e d'infanterie : "Pendant soixante-huit heures de lutte acharnée pour la prise du réduit des Cinq-Chemins très fortement organisé par l'ennemi, a fait preuve d'un grand courage, d'une énergie indomptable, d'autorité et d'entrain, électrisant ses hommes, et de mépris de la mort, dans l'exécution de nombreux assauts dont l'élan irrésistible a fini par déterminer la retraite de l'adversaire qui a laissé de nombreux cadavres sur le terrain et beaucoup de matériel..." "Ille, vir"; celui-là est un héros ! Ce lieutenant de vingt-cinq ans, sergent au début de la campagne, n'a pas seulement fait son devoir, accompli son exploit : mais il a été efficace, et l'on touche du doigt le résultat de son activité.

L'histoire, disait Salluste, est l'anecdote de quelques individus; cette guerre immense est une immense quantité d'anecdotes où des centaines et des milliers d'individus se relèvent L'immensité de l'aventure élargit et ne change pas les conditions de la réalité.

L'individu fait tout, plus ou moins amplement, selon sa place. Chaque individu à sa place, c'est l'ordre, la combinaison des efficacités particulières dans le total de l'efficacité.

Seulement, les Boches aiment mieux les "lois de l'histoire", qui séduisent leur vieille manie métaphysicante et qui, complaisantes (étant à la disposition du sophiste) leur procurent un alibi à leur responsabilité. Ils ont tiré des prétendues lois de l'histoire une fiction frauduleuse et mystique en vertu de laquelle c'était, ici-bas, le tour de la Germanie; en vertu de laquelle ils font semblant, maintenant que ça va très mal pour eux de se laver les mains, qu'ils ont toutes pleines de sang.

Et les doctrines sont dangereuses, même les doctrines de néant : venues de rien, elles vont au désastre, emmenant du monde avec elles. Ces Boches, qui ne croient pas à l'individu, comptent sur les masses: et leurs masses tombent, sacrifiées aux lois de l'histoire. Les lois de l'histoire sont le gâchis; et ils sont dans le gâchis. Nos héros sont dans la réalité.

ANDRE BEAUMIER.
("Le Figaro").

Hommage d'un écrivain suédois

A la vaillance française.

Mme Marika Stjernstedt, l'écrivain suédois bien connu, publie dans l'"Associated Press" de New-York le récit de ses impressions sur le front de Champagne. Mme Marika Stjernstedt est la première femme qui ait visité, sur l'autorisation de l'état-major général, le front de bataille français.

De son intéressante relation, nous détachons le passage suivant:

Les soldats, dit-elle, qui n'avaient pas vu un être féminin depuis des mois, se pressèrent autour de moi et m'exprimèrent leurs sentiments de respect. Leur attitude me prouva qu'ils n'avaient absolument rien perdu de la politesse traditionnelle des Français au cours des mois où ils étaient terrés, éloignés de tout milieu élégant.

Accompagnée d'un officier, Mme Marika Stjernstedt examina de près le terrain des récentes opérations en Champagne. Elle en éprouva une émotion intense.

Cela surpasse, a-t-elle dit, toute imagination. Les fortes impressions se sont succédé avec tant de rapidité qu'il est difficile de les rappeler toutes. J'ai traversé sur une étendue de plusieurs milles un terrain dévasté où il ne restait plus trace de végétation. Là où il aurait dû y avoir des buissons, des arbres, des récoltes et des fleurs, émergeaient çà et là des bras, des jambes et une odeur délétère nous pénétrait et nous suffoquait. La tristesse indéfinissable qu'on éprouve en présence de tant de signes de mort diminue quelque peu à mesure que l'on prend contact avec l'indifférence de ceux qui ont vécu parmi eux depuis plus d'un an.

Peut-être ai-je ressenti la plus forte impression à la vue de deux corps inertes que l'on ramenait en arrière des lignes et que nous avions pris d'abord pour des blessés. C'étaient deux blessés qui avaient accompli le sacrifice suprême. On ne pouvait plus rien faire pour eux. Tous les visiteurs étaient émus ; mais, autant que l'on pouvait le voir, ce n'était pour les soldats brancardiers qu'un incident journalier. Ils transportent les morts en arrière des lignes dans de petits cimetières que l'on aperçoit partout aux approches du front. La bouteille, fichée sur chaque tombe, contient les renseignements individuels de chaque auteur de la tragédie, afin que les êtres aimés les retrouvent quand tout sera fini.

Ces faits deviennent bientôt si familiers que l'on ne fait plus guère attention au tir des batteries, bien que les canons de trois pouces fassent un bruit proportionné à leur œuvre de mort.

Mme Stjernstedt conclut :

Ce que j'ai vu de plus impressionnant, sur le champ de bataille même, est ce qui reste du moulin de Souain et l'endroit où il existait avant la bataille. Il n'y a plus maintenant qu'un trou où on logerait une maison d'assez grandes dimensions ; et, de tout le moulin, il ne subsiste que quelques planches déchiquetées.

Après avoir vu les troupes françaises et les avoir entendu parler, ma conclusion est que rien ne pouvait être plus naturel que la victoire dans l'offensive de Champagne et dans d'autres similaires. J'y ai vu le réveil de l'âme du vieux peuple guerrier, laquelle est toujours aussi jeune. Telle a été ma belle et grande impression finale.

Un essai de chant national

La Garde du Danube

Un Viennois patriote, hôtelier de son état, a eu le noble désir de doter son pays d'un chant de guerre: Il a offert un prix de 1,000 couronnes au poète qui rimerait une "Garde du Danube" digne de faire pendant à la fameuse "Wacht am Rhein". Le délai fixé pour la livraison expirait le 30 septembre; il n'a pas fallu moins de quinze jours pour prendre connaissance des 1,692 poèmes adressés par les candidats. Le jury en a mis 420 au panier, comme ne répondant pas aux conditions du concours. Ce fut la partie la plus facile de la besogne, et sans doute la plus agréable. L'ennui fut de lire le reste, qui devait être morose, si l'on en juge par le poème primé. Ce "Preislied" a pour auteur M. Karl Franck, fonctionnaire communal en Styrie; en voici la première strophe :

"Avec nos drapeaux flottants ornés de fleurs, — le fusil à la main et le sabre tiré — nous marchons pour la défense de notre Danube, — pour l'honneur du pays natal, pour la défaite de l'ennemi. — Honneur à notre Danube — où l'amour est si chaud — où tous les cœurs brûlent — si fiers et si hardis ! — Aucun ennemi ne peut nous abattre malgré sa toute puissance, — nous vainquons ou nous mourons ! — Nous sommes la Garde du Danube !"

Mille couronnes pour cette platitude, on trouvera que c'est payé. La "Gazette de Cologne" partage cette opinion, en ajoutant que le génie est une plante sauvage qui pousse où il lui plaît ; mais le gargotier Mécène se déclare satisfait ; il offre mille autres couronnes à qui mettra ce chef-d'œuvre en musique. Espérons que la sauce vaudra mieux que le poisson.

Le crédit de la France

A la réunion de la Chambre de Commerce américaine de Paris, tenue sous la présidence de M. M. P. Peixotto, président, l'autre jour, les membres étaient informés que, d'après une décision du conseil d'administration, une partie considérable des valeurs américaines formant l'actif de la Chambre a été vendue dernièrement. L'argent réalisé par cette vente sera consacré à l'achat de Bonds de la Défense nationale.

Les hommes d'affaires qui font de la publicité dans le "Canada", sont assurés d'atteindre la meilleure clientèle canadienne-française.

CARTES PROFESSIONNELLES

DOMINION COAL COMPANY Limited
DOMINION et SPRINGHILL
Charbon bitumineux, à vapeur et à gaz
BUREAU GENERAL des VENTES
112 Rue Saint-Jacques. Montréal

PATENTES OBTENUES PROMPTEMENT
En tous pays. Demandez le GUIDE DE L'INVENTEUR qui sera envoyé gratis.
MARION & MARION
364 rue Université, Montréal.

SERO-CLINIC
SPECIALITE
VOIES URINAIRES
279 RUE SHERBROOKE O.
606 Guérit avarie récente en 24 jours. Paralysies, ulcères, CANCER, REACTION du SANG pour découvrir le mal infaillible. Guérison en 1 à 7 traitements des rétrécissements et autres maladies aigues ou chroniques de l'Urètre, prostate, vessie. Heures: 2 à 5 p.m. 49-n

Bureau: Tél. St-Louis 3943 — Résidence: 1317 St-Hubert Tél. St-Louis 2687
Dr NAP. DESJARDINS
CHIRURGIEN-DENTISTE
Autrefois de St-Henri
1111 rue St-Denis
Près Marie-Anne.
MONTREAL.

VOCATS
Geoffrion, Geoffrion & Cusson
AVOCATS, ETC.
No 97 rue St-Jacques
Edifice de la Banque d'Hochelaga.
Victor Geoffrion, C.R.
Aimé Geoffrion, C.R.
Victor Cusson, C.R.. Phone Main 10

CARTES D'AFFAIRES

ENTREPRENEURS GENERAUX
J. B. GRATTON, LIMITEE, Entrepreneurs Généraux. Ateliers: 82, 84, 86, Avenue Mercier, Téléphone Est, 1502.

COMPTABLES, LIQUIDATEURS
ALEX. DESMARTEAU, 60 N.-Dame-E.

BANQUES
BANQUE D'HOCHELAGA, 95 St-Jacques.
BANQUE IMPERIALE, 284 St-Jacques.

BANQUES D'EPARGNE
LA BANQUE D'EPARGNE DE LA CITE ET DU DISTRICT DE MONTREAL. Bureau chef, 176 rue St-Jacques et quatorze succursales à Montréal.

PAPETERIE
JOSEPH FORTIER, 210 Notre-Dame-Ouest.

BANQUIERS
GARAND, TERROUX & CIE., agents de change. No 48 Notre-Dame-Ouest, près Place d'Armes.

VALISES
J. E. FOURNIER, 9 Notre-Dame-Ouest. 3 magasins.

FONDERIE(ETNA)
BEAUPRE & FILS, 597 St-Paul.

BREVETS D'INVENTION
MARION & MARION, 364 rue Université, angle de la rue Ste-Catherine. Tél. Bell Up. 6474.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE
CIE WESTERN — INCENDIE ET MARINE — R. BICKERDIKE, gérant. 61 rue St-Pierre.

MEUBLES ET TAPIS
RENAUD, KING & PATTERSON, angle Ste-Catherine et Guy. Tél. Up. 5875.

FOURNAISE A EAU CHAUDE
BEAUPRE & FILS, 597 St-Paul. Tél. Main 2434.

FLEURS NATURELLES ET ARTIFICIELLES
CHS. DE LORIMIER, 250 St-Denis. Tél. Bell Est, 1584. (En face du Jardin de l'Enfance).

ARCHITECTES
L. R. MONTBRIAND, A.A.P.Q., 230 St-André. Tél. Main 1703.

Feuilleton du "CANADA"

COEUR DE FRANCE

par **RENE D'ANJOU**

(Suite) No 157.

—Oh ! mon Dieu, mais tout cela est contre moi.

—Je le crains. Si cependant vous avez une preuve de votre innocence. Sauf le pauvre mort, quels étaient les témoins ? votre... ami.

—Précisément, lui, peut affirmer la vérité.

—Son témoignage à lui n'est pas valable. Reste Ansteiner, on l'a dit mourant.

—Cet homme est incapable de dire la vérité.

—Alors aucune preuve ne nous reste.

—Comment aucune ! et ma vie donc, ma vie de sacrifice et de dévouement près d'un mari faible et d'une belle-sœur acariâtre et jalouse !

—C'est insuffisant. Votre adversaire dira que par deux fois vous avez eu un rendez-vous solitaire dans un pavillon isolé en plein bois, avec un homme soupçonné par votre mari d'être votre... ami, que la dernière fois, notamment, vous avez été surprise dans une situation équivoque.

—En quoi ?

—On a parlé d'un cabinet de toilette dans lequel vous vous livriez à des ablutions...

Michelle cacha son visage dans ses mains.

—Tout m'accable, gémit-elle.

Il continua :

—Une seule preuve existe : Votre serment. Mais vous avez affaire à forte partie, les Nartfeld sont puissants. Mlle Kathe est énergique, volontaire, intelligente, je crois que devant la loi, après un procès qui soulèvera du scandale, mettra votre nom et celui de vos enfants dans tous les journaux, dans toutes les bouches, vous perdrez. Je puis tenter une démarche en conciliation vis-à-vis de la partie adverse. Je ne vois que cela de possible.

—Oh ! c'est bien du temps de perdu, Kathe est une énergumène.

—Avec moi elle aura une autre attitude, vous l'irritez, je parlerai raison, sentiment. Y a-t-il un testament du comte ?

—Je ne sais pas.

—Je m'informerai. Cet acte serait conciliant. Avez-vous un contrat de mariage ?

—Aucun, mon mari n'y pensa pas, j'étais sans fortune personnelle.

—De sorte qu'aucune dot ne vous fut constituée...

—Non, personne ne songea aux éventualités fâcheuses, j'étais une enfant. Il eut un geste découragé.

—Je ne vois pas d'issue. Néanmoins, demain je me ferai annoncer chez Mlle Nartfeld.

Michelle sortit de cette consultation dont elle avait tant espéré, absolument découragée. Tandis que l'avocat, en refermant la porte sur elle, songeait :

—Elle n'avouera pas, mais la jolie petite comtesse s'enferrera complètement avec ses explications. Qui croira au rendez-vous platonique d'une jeune femme mariée à un vieux mari jaloux, avec un ancien amoureux, un compatriote ? Personne, parbleu ! n'y ajoutera foi. Je ne veux pas me charger de porter au tribunal une cause perdue d'avance. Une femme non coupable ne fuit pas, elle se défend sur l'heure. Au milieu de ces embûches elle paraît sincère, la pauvre petite Française, elle avait, je crois, une vie d'enfer entre cette mégère de Kathe et son vieux général tant soit peu fêlé. Elle a une excuse en somme, mais la loi n'en admet pas. Allons ! demain je plaiderai à huis clos près de la terrible sœur.

XVI

Lorsque Kathe se présenta au matin dans la chambre de ses neveux pour leur dire bonjour et leur parler tendrement, elle se heurta à un absolu mutisme.

Tous deux, les yeux baissés, pâles, très fatigués d'une nuit agitée, hantés de mauvais rêves, bien explicables après les émotions de la veille, ne se montraient nullement disposés aux effusions vis-à-vis de leur tante.

Cette attitude causa une cuisante déception à Mlle Nartfeld ; elle n'avait plus qu'eux à aimer au monde ; elle venait chercher une consolation, un baiser après l'épreuve douloureuse qu'elle avait subie par la perte de son frère et elle se heurtait à un accueil de glace et de rancune.

—Est-ce que nous allons enfin voir maman aujourd'hui ? demanda tout à coup Fritz l'œil étincelant, tandis que de grosses larmes sillonnaient les joues pâles de Ludwig.

—C'est peu probable, mes enfants, répondit la tante horriblement contrariée. Je vous l'ai dit hier, vous n'avez plus que moi au monde.

—Maman n'est pas morte, cependant !

—Si, mes enfants, morte pour nous. Il ne faut pas songer à une mère qui s'est montrée peu soucieuse de l'honneur de ses enfants, de son nom.

—Je ne crois pas ça, fit le petit résolu.

(A suivre).

Ventes par le Shérif

No. 4661. — JOSEPHAT JORON, Demandeur; contre les terres et ténements de WILLIAM ROSENBERG et DAME HELMINA KLEEN, veuve de Mority Green, Défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre ou emplacement sis et situé sur la rue de Normanville (ci-devant Ave. Sherbrooke), dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro six cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (No. 5-622), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec d'autres, mais sans porter nuisance dans ladite ruelle—et avec maison dessus construite, lequel dit lot de terre (No. 5-622) fait le coin des rues Normanville et DeFleurimont.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le trentième jour de juin 1915 à deux heures de l'après-midi, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 3790. — DAVID BOURGEOIS, Demandeur: contre ARTHUR CHEVAL, dit ST-JACQUES, Défendeur.

Un emplacement composé comme suit, savoir :

1. Une partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro neuf de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-quinze (3975-9) ; bornée vers le nord-est par la rue Galt, du quartier Saint-Paul de la cité de Montréal, vers le sud-est par le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-seize (3976-1), vers le sud-ouest par le lot numéro deux cent soixante-onze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent vingt-neuf (3929-271), vers le nord-ouest par le lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-quinze (3975-8), mesurant cinq (5) pieds de front par cent trente et un pieds et cinq pouces (131 pds 5 pcs) de profondeur.

2. La partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-seize (3976-1) ; bornée au nord-est par la rue Galt, du quartier Saint-Paul de la cité de Montréal, au sud-est par le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-seize (3976-2), au sud-ouest par le lot numéro deux cent soixante-onze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent vingt-neuf (3929-271), au nord-ouest par le lot numéro neuf de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent soixante-quinze (3975-9), mesurant vingt (20) pieds de front par cent trente et un pieds et cinq pouces (131 pds 5 pcs) de profondeur ; le tout formant une seule et même exploitation—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

No. 5363. — JOSEPH ADHEMAR BRIEN, demandeur: vs J. H. ROY et RAOUL LARIVEE, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Raoul Larivée, un des défendeurs, l'immeuble suivant :

Un lot de terre ayant front sur la rue DeBeaujeu, connu et désigné sous le numéro cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-101) des plan et livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga, dans la cité de Montréal—avec les constructions dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 4686. — REGIS RAVARY, commerçant, de la paroisse de Saint-Clet, district de Montréal, Demandeur; contre LA CIE DE FABRIQUE DE CONSERVES DE TOMATES "LA SOULANGES LIMITEE", corps politique et incorporé ayant son principal établissement d'affaires en la paroisse de Saint-Clet, Défenderesse.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Clet, district de Montréal, formant partie du lot numéro cent quarante (P. No. 140) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clet, de la contenance de cent quatre-vingt-cinq pieds de largeur au trait-carré des emplacements appartenant à Jean-Baptiste Leroux, Jean-Baptiste Pilon, Roch Pilon et Josephus Ménard, ces derniers emplacements ayant front sur le rang Sainte-Anne et dont le trait-carré borne en front l'emplacement présentement décrit, par cent vingts pieds de largeur à la profondeur du susdit emplacement, par deux cent quarante-huit pieds de profondeur dans la ligne avoisinant le terrain de Jean-Baptiste Lauzon, et deux cent soixante-sept pieds de profondeur dans l'autre ligne avoisinant les terrains de Ferdinand Leduc et Fortunat Sauvé—le tout mesure anglaise ; tenant du côté nord-est aux emplacements desdits Jean-Baptiste Leroux, Jean-Baptiste Lauzon, Roch Pilon et Josephus Ménard, en arrière au terrain de Jean-Baptiste Lalonde, du côté sud-est un terrain, dudit Jean-Baptiste Lauzon et du côté nord-ouest au terrain de Ferdinand Leduc et Fortunat Sauvé—avec engins, bouilloires, machines et instruments fixés audit emplacement ; avec droit pour l'acquéreur de libre circulation dans un chemin de vingt pieds de largeur pour communiquer du terrain présentement saisi au chemin du rang Sainte-Anne, à prendre sur ladite partie du lot numéro cent quarante et avoisinant le terrain dudit Roch Pilon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clet, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 550. — SHAIE SIDLER et al., Demandeurs: contre les terres et ténements de SAMUEL L. WEINER et DELLE LILLIAN WEINER, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière fille majeure et usant de ses droits, défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, connu et désigné comme étant la moitié nord du numéro deux mille cinq cent quarante et un des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en avant par la rue Saint-Patrice ; en arrière par le résidu dudit lot No 2541 ; d'un côté par la rue d'Argenson, ci-devant rue Saint-Luc ; d'un autre côté par le lot No 2542,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

No. 3215. — ANTOINE FERDINAND JEANNOTTE, médecin, et al., Demandeurs: contre les terres et ténements de "THE MODEL LAND COMPANY, LIMITED", corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

1. Certains lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf et trente de la subdivision officielle du lot numéro originaire cinquante-quatre (54-23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, aussi toute cette partie du lot numéro un de ladite subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-quatre (54 Pt. 1), desdits plan et livre de renvoi officiels qui se trouve contigue aux lots ci-dessus décrits, le tout borné comme suit : au sud-est par les lots Nos. 53-13 et 14 et partie du lot No 53, au sud-ouest par la propriété de M. A. Grenier, au nord-ouest par le lot No 58 et au nord-est par la continuation de la ligne nord-est dudit lot No 53 ; lesdits lots mesurant environ cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur par quatre cent quatre-vingts pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins.

2. Un emplacement faisant partie du numéro cinquante-trois (53 Pt.) desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, (étant les lots 13 et 14 désignés sur le plan de la propriété D. L. McDougall préparé par Joseph Rielle, arpenteur juré, le 25 novembre 1871, et déposé aux minutes de L. S. Hunter, N.P., le 16 juin 1872), mesurant trois cent soixante-trois pieds sur le chemin Sainte-Catherine et en arrière par une profondeur de trois cent quarante-sept pieds, le tout mesure française et plus ou moins, ledit emplacement borné comme suit: en front par le chemin Sainte-Catherine, en arrière par la subdivision du lot No 54, du côté ouest par la propriété de C. Grenier et du côté est par une autre partie du lot No 53—avec bâtisses y érigées, lesdits terrains ci-dessus désignés contenant une superficie totale de trente et un mille neuf cent trente-six pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

No. 4665. — THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse: contre les terres et ténements de THE INVESTOR LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Saint-Paul, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro vingt-quatre (No 24), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Est de la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques cinquante-quatre (54), cinquante-six (56) et cinquante-huit (58), de ladite rue Saint-Paul.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

No. 3784. — VICTOR CARDINAL, Demandeur: contre JEAN LOUIS COMTE et ALEXINA LAFLEUR, épouse contractuellement séparée de biens de Euclide Racette, et par lui dûment autorisée, Défendeurs.

Une ferme située en la paroisse de Saint-Laurent, à la Côte Vertu, contenant trois arpents de largeur par vingt-huit arpent de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et connue et désignée comme partie numéro cent quatre-vingt-quinze (Pt. du lot No 195) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent ; bornée devant par le chemin de la Côte Vertu, en arrière, par cette partie dudit lot numéro cent quatre-vingt-quinze appartenant à J. B. Lecours ou représentants, d'un côté, au sud-ouest, par une autre propriété dudit J. B. Lecours, ou représentants et du côté nord-est partie par la propriété de Louis Cousineau et Anthime Brien Desrochers ou leurs représentants—avec les constructions dessus érigées et dépendances.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 5016. — LEGARE GADBOIS AUTOMOBILE CO. LTD., corps politique et incorporé, Demanderesse: contre ABRAHAM FINEBERG, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue O'Connell, autrefois ruelle Dupré, connu et désigné comme étant le numéro dix-huit cent trente-trois (1833) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, de la cité de Montréal, et ayant environ 48 pieds de front, par une profondeur de 90 pieds — avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 19-21-23-25-27 de ladite rue O'Connell, autrefois ruelle Dupré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

No. 3510. — NOE LECLAIRE, Demandeur; contre SAMUEL TAFLER, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trente-six de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-quatre, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste — avec toutes les bâtisses dessus érigées, ledit immeuble ayant front sur la rue Saint-Urbain, aujourd'hui Avenue Hôtel-Dieu, dans les cité et district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

No. 4864. — EDWIN JOHN SIBLEY, de Montréal, entrepreneur, y faisant affaires seul comme tel, sous les nom et raison sociale de Sibley & Huot, Demandeur; contre PETER J. DONOHUE, Défendeur.

Deux lots de terre situés sur la rue Selby, en la cité de Westmount, connus comme étant les lots numéros cent quarante-quatre et cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-144, 145), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

No. 3365. — MARIE-LOUISE LABELLE, veuve de feu Joseph Beauchamp et autres, es-qualités, Demandeurs; contre LAMBERT BELAIR, Défendeur.

Deux lots de terre situés sur la rue Orléans, dans la ville de Maisonneuve, connus et désignés sous les numéros sept cent soixante-seize et sept cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-776, 777) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, mesurant, chacun desdits lots, vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur ; bornés en front par ladite rue Orléans ; en arrière par une ruelle portant le numéro sept cent soixante-quatorze de ladite subdivision (18-774) du même cadastre, avec les bâtisses dessus érigées, en bois et brique, façade en briques, à trois étages, comprenant six logements, portant les numéro 1031 à 1041 de la rue Orléans, et autres dépendances ; avec droit de passage en commun dans la ruelle sus-désignée, sans pouvoir l'obstruer, et aux conditions ordinaires d'entretien, le tout formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

No. 3135. — DELLE MARIE BOURGOUIN, Demanderesse; contre PIERRE FRANCOEUR, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front rue Clarke et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatorze cent cinquante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro onze (11-1455-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant seize pieds et huit pouces de front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—et avec les bâtisses érigées sur ledit emplacement sans aucune exception.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 72. — J. JODOIN, Demandeur; contre les terres et ténements de DAME ALEXANDRINE AMYOT, veuve de J.-A. Magnan dit Lapalme, de la cité de Montréal, mais se trouvant actuellement entre les mains de Arthur Moreau, curateur au délaissement, fait en cette cause.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert ; connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent vingt-neuf, de la subdivision du lot numéro originaire sept (7-829), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la cité de Montréal, — avec les bâtisses et les matériaux sur ledit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI ET DEMI.

A la folle enchère de Léopold Adélard Amyot, le ci-devant adjudicataire. Un dépôt d'une somme de $1,000.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, le tout suivant jugement de l'Hon. Juge MacLennan, en date du 29 octobre 1915.

No. 3126. — DELLE ALICE LEDUC, Demanderesse; contre les terres et ténements de AMABLE MESSIER et GEORGES REMINGTON, agent d'immeubles des cité et district de Montréal, et ayant fait affaires sous le nom de "Messier & Remington", Défendeurs.

Saisi comme appartenant audit Amable Messier, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Deux lots de terre portant les numéros cent quatre-vingt-huit et cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent dix-sept de la paroisse de la Longue-Pointe, chacun desdits lots borné en front, vers le nord-est, par le lot numéro 417-196 (rue) et mesurant trente pieds de largeur par une profondeur de soixante pieds.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

No. 4196. — CHARLES MARTIN, Demandeur; contre les terres et ténements de DAME DONALDA GAGNON, épouse séparée de biens de Clovis Dagenais, courtier en immeubles; partie aux présentes, pour autoriser son épouse, laquelle il autorise, Défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, et composé des lots de terre suivants :

Du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-deux (152-19) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation; borné en front, vers le nord-est, par l'avenue Delorimier ; en arrière, vers le sud-ouest, par le lot 152-37 et le lot 152-38 ; d'un côté, vers le sud-est, par une partie non divisée du lot No. 152 ; de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le No 152-20, mesurant vingt-six pieds et six pouces de front par cent pieds de profondeur, en superficie deux mille six cent cinquante pieds, mesure anglaise.

La balance de la partie sud-est du lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux (Ptie S.E. 152-20) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, comprenant seize pieds, six pouces de front par cent pieds de profondeur; bornée en front par l'Avenue Delorimier ; en profondeur par le lot 152-38 ; d'un côté par le lot 152-19 et de l'autre côté par le surplus dudit lot 152-20. Cette partie du lot de terre en dernier lieu décrite est connue et désignée comme faisant partie du lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro cent cinquante-deux aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation.

Du lot numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-deux (152-37) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation ; borné vers le sud-ouest par l'avenue Bordeaux et le lot 152-67, vers le nord-ouest par le lot 152-19, vers le sud-est par une partie non divisée du lot No 152 et vers le nord-est par le lot 152-36, mesurant quinze pieds de largeur par cent pieds de longueur, formant une superficie de quinze cents pieds, mesure anglaise.

Du lot numéro trente-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent cinquante-deux (152-38) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation ; borné en front, vers le sud-ouest, par l'avenue Bordeaux et le lot 152-67; en arrière, vers le nord-est, par le lot 152-19 et 152-20 ; d'un côté, vers le sud-est, par le lot 152-37 et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le lot 152-39, mesurant vingt-huit pieds de front par une profondeur de cent pieds, formant une superficie de deux mille huit cents pieds, mesure anglaise — avec toutes les bâtisses et dépendances érigées sur lesdits lots et les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

No. 3555. — DAME ROSE DELIMA VERDON, épouse séparée de biens de Raoul Aumais, voyageur de commerce, tous deux de l'Epiphanie, district de Joliette, et de ce dernier dûment autorisée, Demanderesse: vs TIMOTHEE CHAMPAGNE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Forsyth, dans le quartier d'Hochelaga, de la cité de Montréal, contenant 50 pieds de front sur 83 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, — avec bâtisses dessus érigées, composé ledit emplacement des lots 1847 et 1848 de la subdivision du lot originaire numéro 148 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chacun des susdits lots de subdivision, 25 pieds de front sur 83 pieds de profondeur, mesure anglaise, avec droit de passage dans la ruelle située à la profondeur dudit emplacement. Les susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 4817. — DAME MARIE PHILOMENE LAVALLEE, veuve de feu Horace Tétrault, Demanderesse: vs DAME CORINNE COTE, veuve de feu Abondius O'Borne, Défenderesse.

1. Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu sous le numéro quatorze, de la subdivision officielle du lot onze cent quatre-vingt-quinze contenant vingt-six pieds et six pouces de front par cent cinquante-quatre pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

2. Partie du lot numéro treize de la susdite subdivision officielle contenant neuf pieds un pouce de front par cent cinquante-quatre pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Hubert, en arrière par une ruelle connue sous le numéro dix-neuf de ladite subdivision 1195, d'un côté, au nord-ouest, par le lot ci-dessus en premier lieu désigné et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu dudit lot numéro 13—avec maison et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain à MIDI.

No. 107. — TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité et le district de Montréal, Demanderesse; contre WILLIE CORBEIL, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Desery en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois, (53-24), aux plan et livre de renvoi officielle du village incorporé d'Hochelaga — avec les bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans les ruelles desservant ledit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

No. 3148. — ALBERT RACICOT, Demandeur; contre MAXWELL REALTY COMPANY, INCORPORATED, Défenderesse.

Un lot de terre situé à Montréal, au coin des rues Prince Arthur et Saint-Dominique, et connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, sous le numéro huit cent vingt-quatre (824) et contenant cinquante-six pieds de largeur sur la rue Saint-Dominique par soixante et dix-huit pieds de profondeur sur la rue Prince Arthur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—et avec les bâtisses dessus érigées, dépendances et servitudes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

No. 1767. — DAME JANE ATCHISON, veuve de William A. Clarkson, Demanderesse: contre DAME MARIE-ANNE COUILLARD, veuve de feu Jules André St-Julien, ès-nom et qualité, et al., Défendeurs, maintenant entre les mains de Frank Duckett, curateur au délaissement fait par les défendeurs M. A. Couillard & Zénon St-Aubin.

Comme appartenant et en la possession desdits défendeurs et du curateur au délaissement, les immeubles suivants, savoir :

1. Huit lots de terre vacants sis et situés dans le quartier Bordeaux de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois, deux cent soixante et quatre, et deux cent soixante et cinq de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet sous les numéros trois cent vingt-trois (328-257-258-259-260-262-263-264-265) ; borné en front par la rue Valmont—circonstances et dépendances.

2. Quatre lots de terre vacants sis et situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros deux cent soixante et six, deux cent soixante et sept, deux cent soixante et huit et deux cent soixante et neuf du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet sous le numéro trois cent vingt-trois (323-266-267-268 et 269) ; borné en front par la rue Persillier—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

No. 3918. — DAME MARIE-LOUISE LABELLE, veuve de Joseph Beauchamp et al., demandeurs; contre les terres et ténements de TREFFLE RONDEAU et al., Défendeurs, mais entre les mains de Jean-Marie Latour, curateur nommé au délaissement en cette cause.

Un lot de terre connu sous le No 44 sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—avec maison dessus construite, ledit lot situé en la cité de Montréal et borné en front par la rue Cadieux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Montréal, 22 novembre 1915.

L. J. LEMIEUX,
197-1 Shérif.

PETITES ANNONCES

ON DEMANDE. — Ajusteurs de machines maritimes; ajusteurs pour chantiers de construction de navire; "reamers, drillers", caulkers, riveteurs à la main ou avec machine à air comprimé. Pour plus de douze mois d'ouvrage. Ecrire disant expérience à "Collingwood Shipbuilding Company Limited", Collingwood, Ontario. 196-22-23-25-AnnC

COMBUSTIBLE A VENDRE. — Bois pour allumer le poêle, $2.25; érable coupé, $3.25 ; blocs de moulins (longueur de poêle) $2.00 ; blocs d'épinette, $2.50 le voyage. Aussi charbon anthracite. Livré dans n'importe quelle partie de la ville, "MOLASCUIT" pour chez ux. J. C. MACDIARMID, No. 8, Canal Basin, coin des rues Guy et William. Téléphone Main 452. 67-1

PERSONNEL

AVEZ-VOUS L'INTENTION DE VOUS MARIER ? Le meilleur journal matrimonial. Gratis par la poste. The "Correspondent", Toledo, Ohio. 185-51-p.a.

DOMINION CARPET BEATING CO., seul bureau, No. 262 Dorchester-Ouest. On nettoie les tapis, répare les meubles, les matelas aussi les rembourrures. Tout est emporté et livré gratuitement. Tél. Main 4414. 285-n

POUR REPARATION de dynamos, moteurs et autres appareils électriques. S'adresser à la Cie Internationale d'Electricité, 97 rue Bleury. Tél. Bell, Main 2101. 97

Licitation Volontaire

Jeudi le neuf décembre prochain à dix heures A.M., l'immeuble dépendant des successions de feu Elie Duceps et de feu Marie-Louise Lavigne, son épouse, sera vendu et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur au bureau du notaire soussigné, savoir :

"Un terrain présentement connu et désigné sous le numéro officiel six cent six (606) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, de la cité de Montréal, sur le niveau de la rue Cadieux avec une maison en bois à trois étages lambrissée en brique et d'un petit hangar dessus construits, et portant les numéros civiques 453, 455, 457, 459 et 461 de ladite rue Cadieux."

Pour les conditions s'adresser à J. A. Pérodeau, notaire, chambre 506 Edifice Dominion Express, No 145 rue St-Jacques, Montréal.

Montréal, ce 23 novembre 1915. 195-5

PROVINCE DE QUEBEC | **Cour Supérieure**
District de Montréal.
No 1418

Dame FREDERICKA EMILY HOWES, de la cité et du district de Montréal, épouse de Harry Moore, plombier, autrefois de la cité de Montréal, maintenant de pays inconnus, demanderesse,
—vs—
HARRY MOORE, plombier, autrefois de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Il est ordonné au défendeur Harry Moore, de comparaître dans le mois.

Montréal, 13 novembre 1915.

T. DEPATIE,
Député-protonotaire.

EWING & McFADDEN,
Procureurs de la demanderesse.
191-16-23

PROVINCE DE QUEBEC. District de Montréal. COUR DE CIRCUIT. No. 18014. JOSEPH H. MACDUFF et LUDGER LEMIEUX, architectes, de Montréal, pratiquant sous la raison de MacDuff & Lemieux, demandeurs vs STANISLAS ROCHON, de la ville d'Outremont, défendeur. Le 28me jour de décembre 1915 à 10 heures de l'avant-midi, au domicile dudit défendeur, au No. 470 Ave. Outremont en la cité de Outremont seront vendus par autorité de justice les biens et effets dudit défendeur saisis en cette cause, consistant en meubles, un piano, etc. Conditions: argent comptant.

Montréal, 22 novembre 1915.

J. H. VINET,
197-1-S H.C.S.

Lisez le "Canada"

Il vous apporte les nouvelles fraîches du SPORT et de tout ce qui s'y rattache.

Il est le premier à vous donner le récit des GRANDES ASSEMBLEES, BANQUETS et MANIFESTATIONS de la soirée qui précède.

C'est de 3 heures p.m. jusqu'à minuit que se passent tous les GRANDS EVENEMENTS de la vie sociale et politique; et de cette période, le journal du matin est LE PREMIER à vous en donner le détail.

LE CANADA est imprimé et publié par LA CIE DE PUBLICATION DU CANADA Limitée, dont M. J. B. Lepointe est le Gérant-général, au bureau, Numéro 75 Rue St-Jacques, Montréal. 1-M-v-w-j-a

CANADA CAR EN HAUSSE

Notre marché était actif en dépit de l'apathie de celui de Wall Street.

En dépit de la campagne en faveur de l'emprunt domestique et de la léthargie du marché de Wall Street, les stocks ont été assez actifs à la Bourse locale.

Canada Car et Ames-Holden étaient les valeurs en vue. Canada Car faisait un gain de 2 5-8 points à la suite du règlement avec le gouvernement russe des conditions des contrats de guerre.

Ames-Holden profitait des conditions exceptionnelles que traverse en ce moment la compagnie.

Après avoir ouvert en hausse de 2 5-8 points sur son prix de la fermeture de samedi, le cours du Canada Car réagissait à 98 1-2 pour fermer avec un gain net de 1 1-2 pour la journée.

Les actions privilégiées de cette valeur gagnaient 3 points à 115, mais elles clôturaient ensuite à 114.

Ames-Holden, qui était la valeur la plus active, touchait 23, soit le prix le plus élevé de l'année, mais il réagissait ensuite à 20 3-4 pour fermer avec un gain net de 3 points.

VENTES DE L'AVANT-MIDI

Bell Telephone — 5 à 145.
Cedars Rapids — 25 à 77, 25 à 78.
Brazilian — 5 à 54, 5 à 54.
Power — 11 à 235.
Quebec Ry. — 50 à 18 1-2.
Shawinigan — 30 à 136 1-2, 60 à 136 7-8, 25 à 137, 40 à 137 1-4, 50 à 137 1-2.
Ames Holden — 25 à 18 1-4, 5 à 18 3-4, 25 à 18 3-8, 25 à 18 3-4, 10 à 19, 25 à 18 3-4, 55 à 19, 10 à 19 1-4, 100 à 19 1-2, 25 à 19 3-4.
Canada Car — 25 à 98 1-2, 10 à 98 3-4, 70 à 99, 510 à 100, 25 à 99 7-8, 100 à 100, 25 à 100 1-8, 180 à 100, 10 à 99, 5 à 99 1-2, 5 à 99 1-4, 110 à 99 1-4, 10 à 99 1-2.
Dom. Bridge — 20 à 218, 5 à 218 1-4.
Carriage Factories — 10 à 49.
Can. Foundries & Forgings — 41 à 180.
Canada Locomotive. — 70 à 62, 100 à 61 7-8, 20 à 61 1-2, 25 à 61 5-8, 35 à 61 3-4, 25 à 61 5-8, 60 à 61 3-4, 25 à 61 5-8, 50 à 61 1-2, 25 à 61 1-2.
MacDonald — 20 à 12.
Scotia — 50 à 97 1-2.
Laurentide — 80 à 193 1-2.
Ogilvie — 7 à 133, 5 à 132 1-2, 10 à 132.
Ontario Steel Products — 15 à 21.
Penmans — 2 à 60.
Steel Corp. — 155 à 49, 125 à 48 3-4, 50 à 48 5-8, 65 à 48 1-2, 10 à 48 5-8, 50 à 48 1-2.
Steel Co. of Can. — 20 à 42 1-2, 5 à 42 1-2, 50 à 42 1-8, 60 à 42 1-2, 13 à 42 1-4, 25 à 42.
Tooke Bros. — 25 à 16.
Ames Holden pref. — 130 à 68, 85 à 69, 90 à 69, 135 à 70.
Canada Car pref. — 10 à 113, 25 à 114 1-4, 25 à 115, 5 à 115 3-4, 95 à 115 1-4, 50 à 115, 20 à 115 1-2, 25 à 115, 5 à 115 1-4, 25 à 115, 35 à 115, 100 à 114.
Canada Cement pref. — 60 à 90 1-2.
Can. Cottons pref. — 10 à 75.
Can. Rubber pref. — 100 à 101.
Can. Steamship Lines pref. — 25 à 73, 6 à 73.
Ontario Steel Products pref. — 7 à 73 1-2.
Hollinger — 10 à 27.00.

VENTES DE L'APRES-MIDI

Bell Telephone — 3 à 145.
Brazilian — 60 à 54.
Cedars Rapids — 25 à 78.
Power — 175 à 235.
Quebec Ry. — 25 à 18.
Shawinigan — 61 à 137 1-2, 5 à 137 1-2, 83 à 137.
Toronto Ry. — 10 à 111.
Canada Car — 25 à 98 3-4, 75 à 98 1-2, 185 à 98 1-2.
Canada Cement — 25 à 40 1-2, 175 à 40, 25 à 40.
Can. Foundries & Forgings — 25 à 179 7-8, 25 à 180, 17 à 178.
Dom. Bridge — 50 à 218 1-2, 20 à 218, 5 à 218 1-2, 25 à 218.
Ames Holden — 615 à 23, 515 à 21, 25 à 20 3-4, 170 à 21, 60 à 20 3-4, 5 à 20 1-2, 370 à 20 1-2, 25 à 20 1-4, 125 à 20 1-2, 50 à 20 3-4, 175 à 20 1-2, 50 à 20 7-8, 100 à 21, 25 à 20 7-8, 25 à 20 5-8, 25 à 20 3-4.
Can. Loco. — 10 à 61 1-4, 25 à 60 3-4.
Mont. Cots. Ltd. — 50 à 54 1-2.
Laurentide — 70 à 193 1-2, 175 à 193.
Penman's — 10 à 60 1-4.
Scotia — 25 à 97 1-2, 5 à 98.
Steel Corp. — 70 à 48 1-2, 25 à 48 1-2.
Steel So. of Can. — 50 à 42 1-2, 25 à 42 1-4.
Ames Holden pref. — 70 à 70, 85 à 71, 10 à 70 3-4, 85 à 70.
Canada Car pref. — 5 à 115, 10 à 114 3-4.
Can. Steamship Lines pref. — 10 à 73, 40 à 72 1-2.
Steel Co. of Can. pref. — 25 à 90 1-2.
Cedars Rapids Bds — $200 à 85.
Can. Rubber Bds. — $2000 à 88.

BOURSE DE LONDRES

On lèvera demain certaines restrictions relativement aux valeurs de chemins de fer et autres.

Londres, 22 — On a annoncé aujourd'hui à la Bourse que les restrictions qui avaient été imposées quant au prix minimum des valeurs de chemins de fer et autres, au début de la guerre, seraient levées demain. Ceci permettra aux porteurs de se procurer l'argent dont ils ont besoin et qu'ils ne pouvaient pas se procurer à cause des restrictions imposées, quoique les pertes seront lourdes dans certains cas.

Le marché de la Bourse a eu belle allure avec Rubber le plus actif sur une nouvelle hausse, tandis que les huiles étaient très demandées. Le reste de la liste fut irrégulier.

Les valeurs américaines furent calmes mais fermes. L'échange fut plus ferme, les transferts cotant 4.70.

Argent consolidé 65.
New 4 1-2.
War Loan 96 3-8.
Atchison 114.
Baltimore & Ohio 100.
Canadian Pacific 195 1-2.
Chesapeake & Ohio 67 1-2.
Chicago Great Western 16 1-4.
Chicago, Mil. & St-Paul 100 1-2.
De Beers 11 1-2.
Denver & Rio Grande 16 1-4.
Erie 46 3-4.
Erie 1er pfd., 61 1-2.
Grand Trunk 11 3-4.
Illinois Central 115.
Louisville & Nashville 133.
Missouri, Kansas & Texas 9.
New-York Central 108 1-2.
Norfolk & Western 125.
Ontario & Western 32 1-2.
Pennsylvania 63 3-8.

LA PREFERENCE AUX MANUFACTURIERS CANADIENS

Londres, 22 — H. W. Forster, secrétaire financier du War Office a fait une déclaration à la Chambre des Communes indiquant la décision prise par le gouvernement anglais de donner aux manufacturiers canadiens la préférence sur les contrats de ...

HAUSSE DES CUIVRES

Le marché a été très lent et les cours plutôt faibles.

New-York, 22. — La séance d'aujourd'hui a été la plus tranquille depuis quelques mois. Le total des ventes a porté sur 722,000 actions.

Il appert que les questions locales font l'objet de beaucoup de commentaires et que dans les milieux financiers on s'applique à prédire quelle sera la teneur du message du président au Congrès et quels seront les moyens proposés pour subvenir à la défense nationale.

D'une manière générale, Wall Street n'est pas d'avis que la prochaine législation sera favorable à la Bourse.

La situation dans les Balkans, de même que l'attitude de la Grèce ont été des facteurs influents.

Le change sur Londres ne variait pas beaucoup.

Les métaux ont été les valeurs fortes à la suite d'une hausse nouvelle dans le prix du cuivre. Guggenheim Exploration gagnait 1 1-8 à 79 3-4.

Les pétroles faisaient également des gains. Texas Company fermait en hausse de 4 1-4 points à 204 1-2 et Associated Oil montait de 7 1-2 points à 68 1-2.

Les moteurs et les valeurs de guerre étaient peu intéressants mais dans certains cas on remarquait des gains de 2 à 5 points.

U. S. Steel était languissant et Bethlehem Steel était absolument inactif.

A la fermeture les prix étaient plutôt irréguliers.

Le marché des obligations était tranquille.

STOCKS DE NEW-YORK

Ces cours nous sont fournis par la maison Bruneau & Dupuis, 4 rue Hôpital.

Nom des valeurs.	O	F.
Allys-Chalmers	32	32 1-4
Atchison	107 1-2	107 5-8
A. Beet Sugar	67 5-8	67 5-8
Am. Can.	59 1-2	59 1-2
Am. Car Foundry	82 1-4	81 5-8
Am. Loco.	70	71
Am. Smelter	97 3-8	97
Baldwin Loco.	112 1-4	116 1-4
Balt. & Ohio	94	94 3-8
B. R. T.	90	90 3-8
C. P. R.	183 1-2	183 1-2
Central Leather	58	58 1-8
Chesap. & Ohio	64	63 1-4
Col. Fuel & Iron	51 1-2	51 1-2
Crucible Steel	73	75 3-8
Erie	43 7-8	43 3-4
Great North. Ore	49 1-2	50 1-4
Great North. pr.	126 3-4	126 1-2
Interborough, priv.	78 3-4	79
Mexican Petroleum	94 1-4	93 3-8
Maxwell Motors	73 1-2	72 3-4
Mo. Pac.	7 1-8	7
N. Y. C.	103	102 3-8
Penna.	59 1-2	59 1-2
Reading	82 3-4	82 1-2
Rep. Iron & Steel	51 1-2	51
Rock Island	19 1-2	19 3-8
St. Paul	95	94 1-2
Southern Ry.	23 3-4	23 1-2
Southern Pac.	102 1-8	102 1-4
Studebaker	153	153
Third Ave. Ry.	61 1-2	62
Union Pac.	139 5-8	139 1-4
U. S. Steel	86 1-4	86 3-8
Utah Copper	78	77 3-4
Westinghouse Elec.	67	67 3-4

LA NOTE AMERICAINE

La maison Bryant, Dunn & Co. nous adressait, hier soir, la lettre suivante :

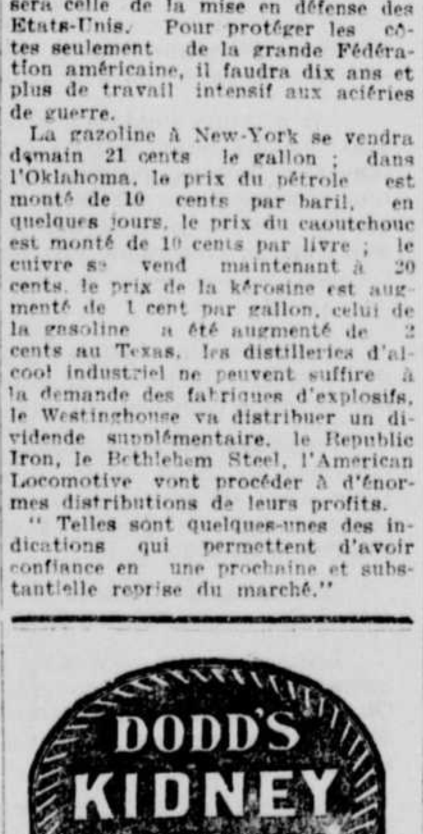
" Le marché, pendant la journée, a été si paisible et les valeurs ont marché d'une allure si rassurante qu'en fermeture il semble que les plus beaux espoirs soient permis à la clientèle.

" En vérité, les jours de tumulte, de fièvre, d'activité excessive ne sont plus qu'à l'état de souvenirs lointains. Les valeurs se sont allégées, la preuve en est que sur un marché inactif elles ont parfaitement maintenu leurs cours. Nous signalerons particulièrement la fermeture des aciéries, leurs excellentes dispositions dont ont fait preuve les cuivres et les pétroles.

" Nous avons déjà démontré que la situation du marché est excellente à sa base. Nous ajouterons qu'une seule éventualité serait susceptible d'atteindre gravement les valeurs qui touchent de près ou de loin à la guerre. Cette éventualité c'est la paix qui viendra un jour ou l'autre tarir à leur source même, les recettes anormales qu'elles encaissent. Or jamais cette éventualité n'a été si lointaine, jamais la situation des Alliés n'a été si grave. Du reste il n'est pas encore temps de parler de paix puisque le conflit grandit et s'accroit en intensité. D'autre part, le congrès américain se réunit le premier lundi de décembre et la question qu'il étudiera tout d'abord, sera celle de la mise en défense des Etats-Unis. Pour protéger les côtes seulement de la grande Fédération américaine, il faudra dix ans et plus de travail intensif aux aciéries de guerre.

La gazoline à New-York se vendra demain 21 cents le gallon ; dans l'Oklahoma, le prix du pétrole est monté de 10 cents par baril, en quelques jours, le prix du caoutchouc est monté de 10 cents par livre ; le cuivre se vend maintenant à 20 cents, le prix de la kérosine est augmenté de 1 cent par gallon, celui de la gasoline a été augmenté de 2 cents au Texas, les distilleries d'alcool industriel ne peuvent suffire à la demande des fabriques d'explosifs, le Westinghouse va distribuer un dividende supplémentaire, le Republic Iron, le Bethlehem Steel, l'American Locomotive vont procéder à d'énormes distributions de leurs profits.

" Telles sont quelques-unes des indications qui permettent d'avoir confiance en une prochaine et substantielle reprise du marché."



Les Pilules de Dodd guérissent toutes les maladies de rognons, aussi rhumatisme, maladie de Bright, diabète et mal de dos. Le cliché ci-haut est un modèle de la boite.

PETROLEUM FAISAIT VEDETTE

Le cours de cette valeur passait de 12.80 à 14.10 hier, à Toronto.

Toronto, Ont., 22 — Petroleum a fait l'objet de la majeure partie des transactions aujourd'hui. Les autres valeurs de la liste ont été plutôt languissantes. Naturellement l'attention générale s'est tournée vers l'emprunt canadien. Nombreuses ont été les souscriptions et il est évident que l'emprunt sera un succès. Les conditions de l'emprunt ont été chose secondaire, les souscripteurs n'ont eu en vue qu'un devoir patriotique à remplir. On prédit que l'emprunt sera souscrit en l'espace de vingt-quatre heures.

Petroleum est un stock d'importance secondaire. Il s'est traité de 14.15 à 14.10 faisant tout de même un joli gain sur le prix de la fermeture de samedi qui n'avait été que de 12.80.

Les cours ont été généralement lents au cours de l'après-midi. Dominion Steel faisait 48 et Maple Leaf 51, tandis que McKay ordinaire cotait 81 1-2 et que Brazilian était en baisse de 1-4.

Ventes de la journée à part celles chez les valeurs minières, 6,063 actions.

NOUVELLES FINANCIERES

L'industrie de l'acier est plus que jamais prospère en Canada. D'après les rapports qui nous arrivent les usines ne suffisent pas à remplir les commandes qui leur arrivent.

Les revenus des douanes pour les 20 jours de novembre se sont élevés à $6,592,099.40.

On dit que plusieurs maisons américaines ont déjà souscrit à l'emprunt de guerre canadien.

Les directeurs de la compagnie Montréal-Porcupine Crown ont déclaré le dividende trimestriel de 3 pour cent, payable le 2 janvier aux actionnaires inscrits le 15 décembre.

On annonce que laCambien Steel Company ne fera partie d'aucune fusion.

Les recettes de la compagnie Republic Iron and Steel atteindront un niveau jusqu'ici inconnu pour le trimestre courant.

On croit que les actionnaires de la Compagnie Westinghouse Electric recevront vers le premier de l'an prochain un bonus appréciable.

Les compagnies américaines d'assurances sur la vie se trouvent dans une position difficile à propos de l'emprunt canadien. D'aucuns prétendent que ce serait un bris de neutralité que de souscrire à cet emprunt tandis que d'autres parmi lesquels se trouvent les gérants et administrateurs de ces compagnies ici désirent souscrirent à l'emprunt national.

LES GRAINS A CHICAGO

Ces cours nous sont fournis par M. Tessier & Co., 18 rue de l'Hôpital, Montréal.

	O.	H.	B.	F.
Blé—				
Déc.	102.4	103.7	101.7	103.6
Mai	105	106.1	104.2	106.1
Blé d'Inde—				
Déc.	61.2	62	61	61.7
Mai	65.4	65.6	65.1	65.5
Avoine—				
Déc.	38.4	38.5	38.2	38.3
Mai	40.3	40.5	40.2	40.5

MARCHES AUX GRAINS

Chicago, 22 — Le marché du blé s'est amélioré aujourd'hui à la dernière heure, à la suite de la nouvelle de diminution dans le total du blé disponible au Canada. Le marché a fermé fort et en hausse de 1-4 à 5-8; sur décembre à 103 3-4 et sur mai à 106 1-8. Le maïs se maintenait, tandis que chez les provisions les prix variaient d'une baisse de 10 cents à une hausse de 40 cents.

On cotait:

Blé No. 2, rouge, nominal; No. 3, rouge, 100 à 107 1-2; No. 2, dûr, nominal; No. 3, dûr, 100 à 1-2.

Blé d'Inde No 2, jaune, vieux, 65 1-4; No. 4, jaune, nouveau, 59 à 61 ; No. 4, blanc, nouveau, 58 1-2 à 60.

Avoine No. 3, blanche, 35 1-2; standard, 39 à 1-8.

Seigle No. 2, 95 à 96.
Orge, 58 à 70.
Timothée, 500 à 800.
Trèfle, 10.00 à 19.00.
Porc, 14.85.
Lard, 8.90.
Côtes, 9.75 à 10.25.

Winnipeg, 22 — Le prix du blé a réagi aujourd'hui. A l'ouverture, les cours étaient faibles et l'on prévoyait déjà un fort mouvement de baisse. Cependant la situation politique changea la surface des choses et à la suite de nombreux achats, le marché a fermé en hausse de 3-8 à 1-2.

On cotait:

Comptant, No. 1, nord, 101; No. 2, nord, 99; No. 3, nord, 94.

Blé d'hiver, rouge, No. 1, 100; No. 2, 98; No. 3, 93.

Avoine No. 2, cw., 39; No. 2, cw., 36; extra No. 1, feed 36; No. 1, feed, 35.

Orge No. 3, 66; No. 4, 61; feed, 52 1-2.

Lin No. 1, nwc., 181; No. 2, cw., 178.

Toronto, 22 — Le marché du blé pour livraison immédiate était faible. L'avoine et le maïs étaient fermes. L'orge était plus faible. Les exportateurs ont fait des achats considérables.

NOUVEAU SERVICE DE WAGON-LITS

Entre Montréal et Sherbrooke.

Dans l'intérêt des voyageurs qui désirent prendre le train de Sherbrooke de 3.15 a.m., le lundi matin, la compagnie du Grand-Tronc a décidé qu'à partir du 28 novembre un wagon-lits sera placé à Sherbrooke le dimanche soir, ce qui rendra ce service quotidien au lieu de tous les jours excepté le lundi. Ce wagon pourra être occupé dès 10.00 heures p.m. 197-1.

LE CANADA est imprimé et publié par LA CIE DE PUBLICATION DU CANADA Limitée, dont M. J. B. Lapointe est le Gérant-général, au bureau, Numéro 75 Rue St-Jacques, Montréal. b-M-v-wil-s

L'EMPRUNT CANADIEN

Les petits souscripteurs auront l'occasion de faire leur part.

L'emprunt canadien remporte un grand succès. Les souscriptions de la part des banques, des corporations et même des individus dépassent tout ce qu'on avait prévu.

Personne ne serait surpris si le montant total avait été souscrit dès la première journée. La souscription restera ouverte quelques jours encore pour permettre aux petits souscripteurs de faire leur part et ce sont les souscriptions du peuple qui recevront le plus d'attention.

Les banques ont manifesté le désir de souscrire $25,000,000 soit la moitié de l'émission totale, et les compagnies d'assurances ont souscrit $10,000,000.

La Banque de la Cité et du District de Montréal a souscrit $1,000,000, les citoyens d'Ottawa ont souscrit $600,000, la Municipalité d'Ottawa s'est inscrite pour $500,000, la compagnie Montreal Gazette pour $100,000, la Mutual Life Insurance Company pour $500,000, et la Imperial Oil Company pour $1,000,000.

On attribue le succès de cet emprunt à deux causes: il est fait dans un but patriotique et il offre de superbes revenus et garanties.

BOURSE DE MONTREAL

STOCKS

Ces cours nous sont fournis par la maison Bruneau et Dupuis, 4 rue Hôpital.

	Demande	Offre
Ames Holden	21	20 5-8
do pref	70	....
Bell Telephone	145	144
B.C.Fisn'g & P'kg.xd.	62	....
Brazilian T.L. & P.xd	54	....
Canada Car	98 1-2	98
do pref	114 1-2	114
Can. Cement	40 1-4	40
do pref	90 1-2	....
Can. Cottons	38	35
do pref	75	74
Can. Converters	31	....
Can. Cot. Rubber pr.	105	....
Can.Found. & Forg.	179 3-4	178
Can. Pacific	184 1-2	183 1-2
Can. Loco.	61	60 3-4
Can. Steamship Lines	18	17
do pref	73	72
Carriage Factories	49	....
do pref	78	77 7-8
Detroit United Ry.	70	68
Dom. Bridge, xd.	218	21. 1-4
Dom. Canners	31	....
Dom. Steel Corp.	48 5-8	48
do pref	———	102
Dominion Park	120	....
Dom. Textile	76	75 1-2
do pref	....	101 1-2
Duluth Superior	55x	....
Gould Mfg., pref.	102	....
Goodwins L'td.	26	....
do Pfd.	75	....
Halifax Elec. Ry. XD.	160	....
Hilcrest Collieries	....	26
Hollinger Mines	26.75	....
do pref	....	70
Illinois Traction, xd.	61	....
do Pfd.	91	....
Lake of Woods	....	132
Laurentide	193 1-2	193 1-4
MacDonald	12	10
Min. & St. Paul	126	124 1-2
Mont. Cottons	56	54 1-2
Mont.L.H.& P., xd.	236	235 1-2
Min. & St. Paul	126	123 1-2
Mont. Cottons	56	54
Mont.L.H. & P., xd.	236	234 3-4
Mont. Telegraph	136	....
Mont. Tram., XR.	220	....
do Débentures	81 1-4	....
National Breweries	49 1-2	....
do pref	95	....
N.S.Steel & Coal	99	98
do pref	....	117
Ont. Steel Products	....	21
Ogilvie Milling, pref.	136	132
Ottawa L. H. & P.	120	....
Penmans, pref.	61 1-4	60 1-4
do pref	82	....
Porto Rico	46x	....
Price Bros	60	....
Quebec Ry.L.H.& P.	19	18 3-4
Smart Woods, pref.	90 1-2	....
Shawinigan	137 1-8	137
Sawyer Massey	31	....
Sher. Williams	55	....
do Pfd.	99	....
Spanish River	5 3-4	5 1-2
do Pfd.	35	....
Steel of Can.	42 1-2	42 1-4
do pref	90 1-2	89 3-4
Tooke Bros.	....	16
Toronto Ry.	111	....
Tucketts Tobacco	29	....
do Pfd.	90	....
Winnipeg Ry.	180	....
Windsor Hotel	100	....

BANQUES

Brit. North Am.	145	....
Commerce	203	....
Hochelaga	149	....
Imperial	210	....
Merchants	180	....
Molsons	201	....
Montreal, xd.	234	....
Nova Scotia	261	....
Québec	119	....
Royal	221 1-4	....
Toronto	211	....
Union	140	....

OBLIGATIONS

Can. Car, 6 p.c.	100	....
Can. Cement, 6 p.c.	....	92
Can. Cotton, 6 p.c.	80	79
Can. Rubber, 6 p.c.	88	....
Can. Loco.	95	....
Cedars Rapids	85x	....
Dom. Coal, 5 p.c.	95	....
Dom. Textile, A 6 p.c.	....	97
do B 6 p.c.	....	97
do C 6 p.c.	....	97
do D 6 p.c.	....	97
Laurentide	....	101x
Mont. Tram., 5 p.c.	94x	....
Price Bros.	77	75
Quebec Ry., 5 p.c.	56	....
Sher. Williams, 6 p.c.	....	99
Steel of Can.	90x	98
W. Can. Power, 5 p.c.	70	....
Winnipeg Elec., 5 p.c.	97	....

HORS LISTE

Mines	Vendeurs	Acheteurs
Can. Light & Power	....	....
do Bds.	60	....
Dom. Glass Co. Ltd	30	....
do pref.	88	....
Mont. Tram.	40	....
Nat. Brick Com.	42	....
do Bds	72	....
Wayag.P.& P.Co. f	28 1-2	....
do oblig. f	74	....
West. Can. Power	25	....

Echec pour M. McDonald

Le tribunal renvoie encore une demande de détails dans la poursuite intentée par M. Marsil.

La dernière motion pour détails présentée par Mtre McKeown dans la cause de M. Marsil contre le commissaire McDonald en invalidation d'élection, vient d'être renvoyée par le juge Lafontaine. Le juge a déclaré que les allégations du requérant sont suffisamment libellées et qu'il ne semble pas que le défendeur ait besoin de plus de renseignements pour comprendre les accusations faites contre lui quant à la manière dont son élection a été faite pour préparer sa défense. La motion du défendeur est renvoyée avec dépens. Depuis que la requête de M. Marsil a été présentée, il y a près de 18 mois, le défendeur a présenté au moins une dizaine de motions pour détails dont une seule a été accordée.

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

Le coin des rues Notre-Dame et Chatham vendu $58,000. — Une autre vente de $40,000 rue Fortune.

QUARTIER STE-ANNE

Rues Notre-Dame et Chatham, bâtisse, Nos 758 à 968 Notre-Dame et No 55 Chatham, lot 1114, terrain 6,258. S. Brigger, vend à Aron Siminovitch, $58,000 — G. A. Normandin, N.P.

QUARTIER ST-GABRIEL

Rue Fortune, bâtisses, Nos 241 à 287 lots 3167-216 à 221, chaque emplacement 25 x 93 pieds. Elie et Louis Goldfine, vendent à T. David Waxler, $40,000 — J. E. Larivière, N.P.

CITE DE WESTMOUNT

Avenue Montrose, bâtisses, No 4010, lot 374-23-1, terrain 31.6'' x 143 pieds. La Succession William H. Creed, vend à Charles N. Robertson, $15,000 — J. A. Cameron, N.P.

QUARTIER DELORIMIER

Rue Cartier, bâtisses, Nos 1303 à 1311, lot 153-320, terrain 25 x 74 pieds. Israël Paquin, vend à Télesphore Gervais, $7,500 — D. Martel, N.P.

Rue Bordeaux, bâtisses, Nos 1393 à 1403, lots 152-54, 55, partie de 152-52, 53, terrain 50 x 100 pieds. Dame Philippe Sauvageau, vend à Charles Brodeur, $14,387.87 — J. A. Lalancette, N.P.

QUARTIER ST-JEAN-BAPTISTE

Parc Lafontaine, (anciennement rue Rachel), bâtisses, Nos 570, 572, 574, lot 6-7, terrain 26 x 100 pieds. Charles Larin, vend à Wilfrid Champagne $10,500 — V. Morin, N.P.

QUARTIER ST-LOUIS

Rue St-Dominique, bâtisses, lot 1-2, partie N.-O. du lot 297, terrain 23 x 100 pieds. Ulysse Ls. Chopin, vend à Aron Siminovitch, $8,000 — R. Chopin, N.P.

QUARTIER ST-DENIS

Rue St-George, (maintenant Avenue Esplanade), bâtisse, la 1-2 Nord du lot 11-811, terrain 25 x 80 pds. Dame Israël Weinfield, vend à Henry Weinfield, $7,500 — L. Tannenbaum, N.P.

QUARTIER PAPINEAU

Rue Champlain, bâtisses, lot 858, terrain 40 x 103 pieds. Dame George Paradis, vend à Dame Médéric Martin, $6,000 — F. G. Crépeau, N.-P.

CITE D'OUTREMONT

Rues Querbes et St-Viateur, lot vacant, lots 33-174 à 176, 33-177-1, 33-178-1, 33-177-2, 33-178-2, 33-192-10, 33-177-4, 33-192-9, 33-177-5, 33-178-4, 33A-7 33-192-8, 33-178-5, 33A-6. Patrick Dubé, vend à Isaïe Craig, $5,800 — F. E. McKenna, N.P.

NOTRE-DAME DE GRACES

Boulevard Décarie, lot vacant, lot 184-550, terrain 34 x 88 pieds. Elzéar A. Pigeon, vend à Joseph Lamarre, $3,347.50 — J. M. Savignac, N.P.

Boulevard Décarie, lot vacant, lot 184-550, terrain 34 x 88 pieds. Joseph Lamarre, vend à Joseph C. Rancourt, $3,347.50 — J. M. Savignac N.P.

QUARTIER ST-HENRI

Rue St-Ambroise, bâtisses, Nos 57, 57A, la 1-2 N.-E. du lot 2086, terrain 26 x 90 pieds. Joseph A. Robidoux vend à Frédéric D. Maynard, $3,000 — D. N. Ladouceur, N.P.

HOCHELAGA (Maisonneuve)

2ème Avenue, bâtisse, Nos 360, 362, lot 1A-1623, terrain 25 x 100 pieds. Joseph Laliberté, vend à Joseph Brunette, $3,200 — R. Lavallée, N.P.

QUARTIER ROSEMONT

3ème Avenue, bâtisse, No 324, lots 172-385, 386. Eugène Christin, vend à Charles Lévesque, $2,000 — G. Coutu, N.P.

RIVIERE DES PRAIRIES

Rue Rivoli, bâtisses, (engin, machineries etc., pour la fabrication du beurre), lots 95-10 à 13. Alphonse Mayer, vend à Elzéar Desjardins, $2,500 — G. Baudouin, N.P.

Deuil cruel pour Mtre J. O. Mousseau

Nous avons le regret d'annoncer la mort de Mme Mousseau (née Marie-Clara Gagné), épouse de M. J.-Octave Mousseau, C.R., avocat, survenue, à trois heures, dimanche, après deux jours de maladie seulement.

La défunte était âgée de 39 ans. Née à Montréal, elle était la fille de M. Chéri Gagné et d'Odile Lériger de Laplante, de cette ville.

Elle laisse pour déplorer sa perte, outre son mari, M. J.-O. Mousseau, six enfants : Gérald, Fernand, Gilles, Gaston, Louis et une fille Marielle. Lui survivent aussi ses vieux parents, quatre frères, MM. J. C. Gagné, directeur-gérant de la "Prévoyance" ; Arthur Gagné, avocat ; Dr Rodolphe Gagné et Dr J. Emmanuel Gagné et une sœur, Dame veuve (Dr) E. A. Bessette.

Mme Mousseau était universellement estimée à cause de ses grandes qualités de cœur et d'esprit et son dévouement aux œuvres charitables était sans bornes.

Pour la mise en liberté du Dr Béland

Ottawa, 22. — Le gouvernement canadien est entrée dans de nouvelles négociations avec les autorités allemandes, afin d'obtenir la remise en liberté du Dr Béland, député du comté de Beauce, prisonnier de guerre en Allemagne. Le Dr Béland, comme on se souvient, était en voyage de noce en Belgique au moment où la guerre a éclaté, et il a pris immédiatement du service dans le corps médical. Peu après à Anvers, il a été fait prisonnier. Des tentatives ont été faites déjà pour son élargissement, mais elles ont échoué. Le gouvernement canadien revient aujourd'hui à la rescousse et fait de nouvelles tentatives.

AU VIGER

M. et Mme Charles A. Wilson, C.R., M.P., ont repris leurs appartements à l'Hôtel Place Viger, pour l'hiver.

EMPRUNT DE GUERRE CANADIEN

Nous sommes prêts à recevoir les offres des clients au sujet de cet emprunt et à nous en occuper aux conditions fixées par le gouvernement, sans aucune charge supplémentaire. Prospectus et formules de souscription sur demande.

ST-CYR, GONTHIER & FRIGON

Banquiers et Agents financiers,

103 RUE ST-FRANCOIS-XAVIER, - MONTREAL

197-1-F

EMPRUNT DE GUERRE

Dominion du Canada

Emission de $50,000,000 d'Obligations 5% échéant le 1er Décembre 1925 par coupures de $100, $500, $1000.

Intérêt payable semestriellement et sans frais de change à toute succursale de banque Canadienne.

PRIX D'EMISSION 97½ payable par versements.

Nous recevrons et transmettrons au Ministre des Finances, Ottawa, les demandes de souscriptions, sans frais aucun pour le souscripteur.

Ecrivez-nous pour une CIRCULAIRE FRANCAISE avec formule de demande.

L. G. BEAUBIEN & CIE

Banquiers et Agents de Change, (Membres de la Bourse de Montréal).

104 Rue Saint-François-Xavier, - - - - MONTREAL.

197-1-F

The Merchants Bank of Canada

Etablie en 1864 — Bureau Chef — Montréal

Capital Payé $7,000,000
Fonds de Réserve et Bénéfices non Partagés $7,245,140

206 succursales et agences en Canada, de l'Atlantique au Pacifique.

Finances et affaires de banque en général

Attention spéciale à la collection.

Département d'épargne dans toutes les succursales.

Il est impossible d'imposer la prohibition

C'EST CE QUE DECLARE SIR LOMER GOUIN A UNE IMPORTANTE DELEGATION QUI EST ALLEE LE VOIR, HIER.

Une importante délégation est allée voir Sir Lomer Gouin, hier, aux bureaux du gouvernement, dans l'intérêt de la fermeture à sept heures, tous les soirs de la semaine, durant la guerre, des buvettes, bars, clubs et épiceries licenciées. Après avoir écouté les réclamations et pris connaissance des résolutions, le premier ministre a dit, en substance: Vous nous demandez de fermer les bars et autres endroits ou il se vend de la boisson. Cela est impossible pour le moment, car nos lois ne nous permettent pas de faire cela. Il faudrait changer nos lois pour répondre à vos désirs. Le gouvernement est favorable à la cause de la tempérance— il vous en a donné des preuves, et il est encore prêt à agir.

"Une autre délégation est venue me voir au nom de ceux qui s'en vont se battre pour notre pays. Mais vous voulez davantage; vous demandez que la loi soit amendée et qu'elle s'applique à tous. Il me faudra consulter mon cabinet sur l'amendement à soumettre à la Chambre. Vous pouvez être sûrs, cependant que nous sommes favorables à la cause de la tempérance et que nous ferons tout ce que nous pourrons pour répondre à vos désirs".

Sir Lomer ajoute: "Je ne crois pas que la majorité de la population désire la prohibition à présent. Nous rendrons la loi aussi sévère que possible, mais la prohibition dans le moment est impossible. Il me fait plaisir de travailler avec ceux qui envisagent raisonnablement les choses et je ferai tout ce que je pourrai pour leur aider".

Voici quels étaient les divers orateurs présentés par M. R. L. Werry, secrétaire de la Anti-Liquor League: Rév. J. R. Dobson, représentant la Protestant Ministerial Association; M. Hart, représentant les sociétés de tempérance catholiques irlandaises; Rév. Dr L. B. Gibson, de la Presbyterian Ministerial Association; Mme Busteed, représentant la Soldiers' Wives' League de la ville; Mme Wm. Rutherford de la Ligue du même nom de Westmount; Dr Ritchie England, représentant le Conseil Local des femmes; Carrie Derick de l'Association du Suffrage; Mme Col. Renouf, de la Montreal Women's Club; Mme John Scott, représentant trois unions de la W. C. T. U., Rév. J. G. Potter; Rév. Rabbi N. Gordon; Mme J. A. Henderson, Mme J. H. Carson, et plusieurs autres.

M. F. A. Grothé est contre l'annexion de Cartierville

M. F.-A. Grothé, maire de Cartierville, que nous avons rencontré hier, nous a prié de démentir les rumeurs qui circulent relativement à l'annexion de Cartierville à la Cité de Montréal.

"J'ai été des plus surpris" a-t-il dit " que quelqu'un ait pris sur lui au nom des citoyens de Cartierville, de faire des démarches auprès du comité de législation de la Cité de Montréal, dans le but de faire accepter les préliminaires de l'annexion quand une demande n'a même jamais été présentée au Conseil de Cartierville.

"Vous pouvez dire également, a-t-il ajouté, que les affaires de notre municipalité sont trop satisfaisantes pour que nous songions à nous livrer à la métropole.

"Le Conseil municipal de Cartierville est de mon avis et dans ce mouvement qui est fait par des gens non autorisés, nous ne voyons que le mécontentement d'individus qui ayant voulu nous imposer des achats de terrains, de parcs, etc., veulent nous punir en essayant un mouvement d'annexion avec la métropole.

"Nous continuerons à administrer économiquement et honnêtement les affaires de notre localité, de façon à ne pas imposer un fardeau à la Cité de Montréal lorsque le temps sera venu pour nous de coopérer avec nos municipalités-sœurs dans le but de former avec la métropole la grande Cité de l'Ile de Montréal."

Nous avons appris de M. Grothé également qu'une pression avait été faite auprès de lui pour savoir, si en sa qualité de gros propriétaire et de voteur de la Cité de Montréal il consentirait à se laisser porter comme candidat au Bureau des Commissaires en remplacement de M. E.-N. Hébert.

M. Grothé a décliné catégoriquement l'honneur qu'on lui faisait en déclarant qu'il préférait laisser à un autre de briguer l'honneur d'une aussi lourde charge.

Pour les veuves et les orphelins de la guerre

Les délicieux bibelots d'art copiés de l'ancien par les intéressantes veuves de France et envoyée par la Comtesse de Ribes de Paris ont fait sensation à Montréal.

Nous apprenons avec plaisir par Madame L. Charton, dame Patronnesse de l'Oeuvre Section du Travail, région de Paris et qui est chargée par M. Frédéric Masson, Académicien et Madame la Comtesse de Ribes de trouver ici au Canada des débouchés pour ces articles; que quantité de ces petites merveilles vont nous arriver à Montréal pour les fêtes.

Quels beaux cadeaux de Noël et du premier de l'an en perspective ! ! ! et combien après verrons-nous avec nausées l'horrible bibelot allemand.

Salon de Barbier de Première Classe

A VENDRE

Au centre de la rue St-Jacques.
Bonne clientèle.

TEL. MAIN 7076 **J. B. PELOQUIN** 68 ST-JACQUES

Montréal souscrira vingt-cinq millions à l'emprunt domestique

NOS GRANDES INSTITUTIONS FINANCIERES VEULENT S'ASSURER LA PREMIERE PLACE. — LE GOUVERNEMENT AURA SOUS PEU LE MONTANT QU'IL FAUT.

A en juger par l'enthousiasme avec lequel l'emprunt de guerre canadien de $50,000,000 a été reçu hier, il ne semble pas douteux que le plein montant sera souscrit bien avant la fermeture des listes, le 30 novembre. Comme on le voit par le tableau ci-dessous les banqus canadiennes ont été les plus importants souscripteurs:

LES SOUSCRIPTIONS

Banque de Montréal. .	$3,654,000
Royal Bank.	2,650,000
Merchants.	1,600,000
Union Bank.	1,500,000
Molsons.	915,000
Hochelaga.	600,000
Banque Provinciale. . .	250,000
Sun Life.	1,500,000
Winnipeg Life.	1,000,000
Imperial Oil Co. . . .	1,000,000
City of Ottawa	500,000
Ogilvie Flour Mills. . .	100,000
Banque de la Cité et du District.	1,000,000

Les grosses maisons de courtage sont très optimistes sur le résultat. Dans un de ces établissements on avait reçu à midi, hier, 100,000 de souscriptions de clients qui passaient là par hasard.

La Banque de Montréal vient en tête de la liste avec une souscription de $3,654,000. Ce sera tout probablement la plus grosse souscription.

Les assurances canadiennes sur la vie ont déjà pris $7,500,000. D'autres compagnies importantes dans le pays contribuent aussi libéralement à l'emprunt. La maison Ogilvie s'est inscrite pour $100,000. La Banque Union a souscrit $1,500,000, la Winnipeg Life Insurance Company, $1,000,000; la Imperial Oil Company, $1,000,000.

On croit que la souscription de Montréal atteindra la moitié de l'emprunt.

Toronto, 22. — A une réunion du bureau des Directeurs de la Commercial Travelers Association of Canada, sous la présidence de James C. Cane, il a été décidé de souscrire $100,000 à l'emprunt de guerre canadien.

Ottawa, 22. — Des nouvelles venues des diverses institutions financières indiquent que l'emprunt de guerre canadien de $50,000,000 va être souscrit sans peine.

Il y a déjà quinze jours les banques étaient notifiées de plusieurs grosses souscriptions, et tout porte à croire que cette opération va avoir un succès facile.

Les banques à charte ont notifié le ministre des Finances qu'elles souscriraient $25,000,000.

Malgré ces fortes souscriptions, on espère que les petits souscripteurs ne seront pas découragés. Le délai annoncé est plutôt long, mais le ministre désire que la classe agricole et les petits capitalistes du Canada aient l'avantage de souscrire.

Parmi les principaux souscripteurs d'Ottawa, on mentionne les millionnaires J. R. Booth, E. C. Whitney et Sir Henry Egan.

L'empressement qu'a mis son Altesse Royale le Gouverneur-Général à envoyer sa souscription au ministère des Finances témoigne du vif intérêt qu'il porte à tout ce qui touche au Canada.

EDMONTON

Edmonton, Alb., 22. — Avant que le gouvernement fédéral retire son emprunt de guerre du marché, les applications d'Edmonton pour y souscrire s'élèveront au-dessus de $500,000.

VANCOUVER

Vancouver, C. w., 22. — On ne sait pas combien il a été souscrit, aujourd'hui, à l'emprunt de guerre canadien; mais, on estime que pas moins d'un demi-million de dollars a dû être prélevé. La somme aurait pu être plus considérable, si la plupart des banques n'avaient reçu leurs formules d'application que ce midi.

SASKATCHEWAN.

Saskatchewan, 22. — La Commission des Ecoles du Saskatchewan, a fait application pour souscrire $8,000 à l'emprunt de guerre canadien.

LES FORESTIERS CANADIENS

Brantford, Ont., 22. — Le conseil de l'Ordre des Forestiers Canadiens a décidé, aujourd'hui, de souscrire pour $300,000 à l'emprunt de guerre canadien.

LONDON, ONT.

London, Ont., 22. — On estime que $600,000 seront souscrits ici à l'emprunt de guerre canadien.

On veut en finir avec les abattoirs

LES CITOYENS DE DELORIMIER S'ORGANISENT POUR VENIR A BOUT DE LA COMPAGNIE QUI EMPESTE LE QUARTIER.

Suggérée par l'échevin G. Mayrand, M. P. P., du quartier Délorimier, une réunion a été tenue par plusieurs citoyens du quartier, en vue de prendre des mesures efficaces pour combattre la nuisance des odeurs causées par les Abattoirs de l'Est.

Un comité a été formé à cet effet, composé de MM. E.-C. St-Amour, président, A.-R. Coallier, vice-président et Albert Rochette, secrétaire-trésorier.

Il est décidé que tout citoyen sera tenu de prendre action contre la Compagnie des Abattoirs.

Mercredi soir prochain, il sera tenu une assemblée à la salle Corbeil, coin des rues Mont-Royal et Chabot. Tous les citoyens du quartier Délorimier sont invités à y assister et il y sera parlé de la question des odeurs dont le quartier Délorimier est infesté et des moyens à prendre pour y remédier.

Il faudra recourir à l'impot sur le revenu

TELLE EST L'OPINION EMISE PAR M. ALP. VERVILLE, DEVANT LES OUVRIERS. — NOUS NE SORTIRONS PAS DE LA GUERRE SANS AVOIR DEPENSE 500 MILLIONS. — UN IMPOT DE 2 p.c. SUR LE REVENU DONNERAIT 75 MILLIONS PAR AN.

Monsieur Alphonse Verville, député à la Chambre des Communes de la division Maisonneuve et l'un des principaux chefs ouvriers de cette ville, a donné, hier soir, une très intéressante conférence à la salle du conseil de construction, au No 417 de la rue Ontario-Est.

Comme tout homme sérieux et soucieux de savoir quelle sera la position économique de la classe ouvrière après la guerre, M. Verville a fait, appuyé sur des calculs et des statistiques indéniables, une étude des nécessités qui s'imposeront quand le canon aura cessé de tonner sur les champs de bataille de l'Europe.

" La dette du pays, déclara le député de Maisonneuve, s'accroit de jour en jour et d'après les prévisions les plus optimistes, nous ne sortirons pas de ce conflit avant d'avoir emprunté $500,000,000.

" Ceci ajouté à nos redevances actuelles formera un total de près d'un milliard auquel nous aurons à faire face, tout en continuant de faire les déboursés nécessaires au développement de notre pays fertile en ressources de toutes sortes.

"La question se pose maintenant de savoir quelle sera la meilleure politique à suivre pour faire face à nos obligations."

"Jusqu'ici plusieurs personnages influents et distingués de notre pays ont fait des suggestions qu'ils ont cru sages et qu'il est de notre devoir de respecter, mais d'un autre côté, notre opinion personnelle est que sans une taxe sur le revenu, le Canada ne pourra que difficilement se libérer de ses obligations.

"Une taxe sur le revenu, peu importe d'où il provienne, n'est en somme que justice, car avec les conditions économiques créées par la guerre, le riche, le capitaliste est celui qui encaisse les profits et à qui incombe de droit le devoir de supporter le fardeau national."

"Avec une taxe sur le revenu, on pourrait réaliser $75,000,000 par année, cet impôt ne fut-il que de 2 pour cent.

"L'ouvrier se rend peu compte de la contribution énorme qu'il paie à son gouvernement sous forme de taxes indirectes.

"Le montant de ces taxes indirectes absorbe à peu près le quart de son revenu.

"Il est rumeur, dit M. Verville, que nous allons avoir une hausse nouvelle du tarif. Je proteste contre toute proposition de ce genre, d'abord parce que je crois notre tarif assez élevé et, ensuite, parce que je suis persuadé que cet impôt n'aura pas l'effet que l'on en attend.

"Que l'on impose une taxe sur le revenu, que nos administrateurs se mettent en tête de pratiquer un peu d'économie et l'on verra que nous serons en mesure de faire face à nos obligations.

"Un tarif trop élevé nuit au commerce et pèse lourdement sur la classe pauvre qui, soit dit en passant, souffre le plus de l'état de guerre.

"Je propose même une réduction du tatif actuel, si l'on veut imposer une taxe sur le revenu, attendu que cet impôt sera de beaucoup plus fertile en résultats que ne l'est le tarif lui-même."

M. Verville termina en demandant à ses auditeurs de confier les destinées du pays à des gens qui savent envisager la situation et qui sauront la solutionner sans en rejeter tout le poids sur la classe ouvrière sous forme d'impôts.

L'assistance était nombreuse et le conférencier fut à maintes reprises chaleureusement applaudi.

M. A. Fortier décline la candidature

(Suite de la dernière page)

"Je remercie bien cordialement tous les amis qui m'ont témoigné assez de confiance et d'estime pour vouloir me confier le plus haut poste de la ville de Montréal, et je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

"ADELARD FORTIER."

De plus, M. Fortier a adressé la lettre suivante à M. J.-A. Guérin, président de la Fédération des Clubs Ouvriers Municipaux, qui avait pris l'initiative de mettre la candidature de M. Fortier en avant :

"M. J.-A. Guérin, Président,

"Fédération des Clubs Ouvriers Municipaux,

"Montréal.

"Monsieur le Président:—

"Votre Fédération m'a fait, il y a quelque temps, l'honneur de me choisir comme candidat à la mairie de Montréal. J'ai été très touché du témoignage de confiance et d'estime que votre Fédération m'a donné dans la circonstance. Aussi est-ce avec regret que je me vois forcé, pour des raisons personnelles, de décliner cette candidature.

"Si je ne suis pas candidat à la mairie, je n'en apprécie pas moins l'honneur que vous m'avez fait en me proposant de l'être et en vous offrant de m'appuyer généreusement. C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien accepter mes remerciements les plus chaleureux, et d'en transmettre l'expression aux officiers de la Fédération et à ceux de tous les clubs qui la composent.

"Je garde le meilleur souvenir de la façon intelligente et désintéressée dont les clubs affiliés à la Fédération discutent les questions d'intérêt public. Et je continuerai, autant que cela me sera possible, de suivre vos délibérations — comptant sur le même accueil sympathique que j'ai toujours reçu dans tous les Clubs ouvriers municipaux, à la disposition desquels il me fera toujours plaisir de mettre ce que j'ai pu acquérir jusqu'ici d'expérience et d'influence.

"Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

"ADELARD FORTIER".

Le nouveau commissaire n'est pas encore nommé

(Suite de la dernière page)

gue qui a toujours travaillé dans l'intérêt des autres. "Napoléon Turcot, conclut-il, n'est pas sur les rangs à l'assemblée d'aujourd'hui. Mais la partie nord de la ville a besoin d'un commissaire et soyez assurés que, au mois d'avril prochain, je serai un des candidats au bureau les Commissaires."

M. Therrien propose ensuite la nomination de M. Giroux. L'échevin Macdonald se lève. Il n'a rien contre M. Giroux, dit-il, mais il votera contre lui parce que chaque membre du conseil devrait être au-dessus de tout soupçon. "Quand une accusation pèse contre un homme, ajoute-t-il, il devrait prendre tous les moyens pour défendre son honneur. Je lui demande s'il a fait cela, oui ou non. Je parle directement, et j'aurai la conscience de faire mon devoir.

M. Boyd demande ensuite si M. Giroux est prêt à démissionner, s'il est nommé commissaire. M. Giroux répond que, s'il est sur les rangs, c'est pour se rendre à la demande de ses amis. Il est l'homme, dit-il, capable de répondre à tout ce qui pourrait venir, capable de démontrer qu'il a toujours fait son devoir, capable d'accepter la nomination qui lui est offerte, et il sera prêt à se soumettre à la loi de son pays.

On prend ensuite le vote et vingt-deux échevins contre cinq se prononcent contre la nomination de M. Giroux. Celui-ci vote contre lui-même. Les voix se partagent comme suit:—

POUR — Les échevins Ménard, Vandelac, Loranger, Therrien et Chartrand.

CONTRE — Les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Rubenstein, Weldon, Hushion, Dubeau, Denis, Elie, Barbeau, Dubois, Pauzé et Lavergne.

M. Larivière propose ensuite de remettre la nomination du nouveau commissaire à la prochaine séance. En amendement, M. Lavergne propose le renvoi de la question à trois mois. En sous-amendement, M. Narcisse Lapointe propose la nomination de M. Bastien. Ce sous-amendement est déclaré hors d'ordre par le président de l'assemblée, le pro-maire Dubeau. En effet on ne peut pas amender de cette manière une proposition d'ajournement.

On discute ensuite sur l'opportunité d'ajourner, soit à la prochaine séance, soit à trois mois. Quelques échevins sont d'avis qu'on devrait se prononcer immédiatement et choisir le nouveau commissaire parmi les membres du Conseil. Finalement, M. L. A. Lapointe, secondé par M. Boyd propose, en sous-amendement, l'ajournement pur et simple. Ce sous-amendement est mis aux voix et adopté par un vote de 20 à 9, sur la division suivante :

Pour — Les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Dubeau, Chartrand, Elie et Rochon.

Contre — Les échevins Létourneau, Larivière, Loranger, Therrien, Denis, Barbeau, Dubois, Pauzé et Laverbne.

CADEAUX DE NOEL

Au 22ième Régiment Canadien-Français.

Le Chapitre Champlain désire remercier les personnes qui ont contribué aux cadeaux de Noël du 22ème Régiment Canadien-français.

Dix-sept caisses de ces cadeaux ont déjà été envoyées au colonel Gaudet, elles seront suivies par d'autres contenant des chaussettes de laine auxquelles on travaille en ce moment.

Le Chapitre Champlain désire remercier d'une façon particulière Mme Guy Boyer et M. Zéphirin Hébert pour le généreux intérêt qu'ils ont pris à ces envois.

Il adresse aussi ses remerciements à la population de Amherst (Nouvelle-Ecosse), qui a contribué pour un grand nombre de paquets et de chaussettes de laine.

LISTE DES PERSONNES AYANT FAIT DES DONS EN NATURE

M. Zéphirin Hébert, MM. Granger Frères, MM. A. Racine, Ltée, MM. Hudon & Orsali, MM. H. Fortier & Cie, M. de Crèvecœur, A. Dionne, Son & Co., la Compagnie de Papier Rolland, Laporte, Martin & Cie, M. Henri Charest, M. Wilfrid Brouillet, M. J. A. Debien, M. George Beauvais, Mme E. Chaput, Chaput Fils, M. J. D. Chesney, M. M. Maitland, Miss Flood, M. George Graham, Miss M. Poole, Milloy's Book Store, Mme Dillon, M. James Robertson, Mme Arthur Boyer, Mme Adair, Morton, Phillips, M. O. H. Tansey, Walter Paul, Mme H. Yates, M. E. W. Monk, Gault Bros., Mme Chartier, M. Génin, Duchesneau & Duchesneau, R. & W. Kerr, Bryson, Mme Marler, American Drug Store, A. Joyce, Lewis Bros., F. E. Phelan, M. H. Woodman, Lyman Bros., National Drug Store, R. B. Morrice, Mlle M. de Beaujeu, Mme Tétrault, Mme Lapointe.

DONS EN ARGENT

Mme M. Stevenson	$ 5.00
M. Lamontagne	3.50
M. A Baby	1.00
Mme Laviolette	1.50
Mme Mackay	1.50
Mme A. Bruneau	5.00
Hon. M. Wilson	10.00
M. H. Laporte	5.00
M. Tétrault	5.00
Hon. juge Robidoux...	5.00
Sir Alex. Lacoste	5.00
Dr Jean Décarie	10.00
Lieut.-Col. Labelle	10.00
M. A. Dupuis	1.00
Mme A. Davis	1.00
Mme E. Ouimet	.75
M. Paul Amos	15.00
M. et Mme Jules Hamel	10.00
Mlle Houldn Hamel	1.00
Mme Aimé Geoffrion	5.00
Mme Chas. Johnson	1.00
Mlle Marie Baby	1.00
M. E. Jones	1.00
Mlle A. Léger	.50
M. H Savard	.50
M. Raymond Boyer	1.00
Mlle E Ouimet	5.00
Mlle M. Ouimet	5.00
Hon. juge J. A. Ouimet	10.00
Mlle B. Lacoste	.75
Le personnel et les amis du Crédit-Foncier Franco - Canadien et La Société d'Administration Générale	20.00
Mme F. de Sales Bastien	5.00
Dr E.-P. Lachapelle	5.00
Mlle May Leblanc	.75
Mlles D. et K. Christie	.75
Mlle F. Leblanc	.75
M. Edgar Hodge	1.00
Mme Harold Kennedy	5.00
Mme Frank Thompson	2.00
M. Power	1.00
Mme Fréchette	1.00
Mme W.-G. LeMesurier	1.00
Mme Buseault	.25
Mme Gougen	.25
Mme A. Keys	1.00
Mlle Jenkins	1.00
Mlle Mimi Gauthier	.50
Mme Chas. Archer	5.00
Mme Chartrand	.75
Mlle Geoffrion	1.50
Mme Raphael	1.00
M. et Mme Johnson	20.00
Mme C. Hall	1.00
Mme Gerald Dillon	10.00
Mme Pothier Doucet	5.00
Mme Jack Cook	2.00
Mme Jamieson	5.00
Mme Campbell MacDougall ...	5.00
Mme Ostiguy	5.00
Dr. Berard	5.00
Employés Chas. Desjardins ...	1.60
Mme Pinsonnault	1.00
Mme Hanbury Budden	10.00
Mlle Antoinette Dion	.25
M. Chas. Gauthier	.25
Mlle Lucie Léger	.25
Mme Jérémie Décarie	5.00
M. A.-A. Larocque	20.00
M. Théo. Viau	5.00
Mme Béique	3.00
Les Demoiselles Egan	1.50
Stanford	3.00
M. Beaudry-Leman	5.00
SOUSCRIPTION DE QUEBEC.	
Lady Gouin	$ 5.00
Lady Price	5.00
Mme E. Garneau	5.00
Mme R. Roy	3.00
Miss Cook	1.00
Miss Ruth Thomson	1.00
Miss Minnie Thomson	1.00
M. J. Barrington	3.00
M. et Mrs. Geo. Thomson	9.00
Mme E. Garneau, Jr...	5.00
M. Jack Lemoine	5.00
M. H. S. Thomson	2.00
Miss Maud Thomson	75
Mme de Saler La Ferrière ...	75
Mmes Tétrault, Lapointe et Mlle Bélanger	1.50
Supérieure de la Providence, Joliette	.75
Mlle Aline Hamel	.75
Mrs. Jos. Archer	.75
Mme Lortie	.75
Mlle Lucienne Hamel	1.25
Mrs. J. Breakey	5.00
Mme L. J. Amyot	1.00
Mme Choquette	.75
Miss A. L. Irvine	2.25
Mrs. W. V. Smith	1.50
Mrs. Jack Hamilton	3.00
Mrs. John Laird...	.75
Mrs. Herbert McGreevy...	.75
Mrs. T. Craig	2.00
Mrs. Andrew Thomson	1.00
Une petite fille pour le Major Gingras	.75
M. Jos. Boulanger	.75

LE CANADA est imprimé et publié par LA CIE DE PUBLICATION DU CANADA Limitée, dont M. J. B. Lapointe est le Gérant-général, au bureau, Numéro 75 Rue St-Jacques, Montréal. 1-M-v-wti-n

EMPRUNT DE GUERRE

DOMINION DU CANADA

Nous mettons nos services gratuits à la disposition de ceux qui désirent souscrire à l'emprunt de guerre du Gouvernement Canadien.

Afin de contribuer notre quote-part au succès de cet emprunt, nous fournirons toutes les explications et tous les renseignements qui nous seront demandés et remplirons les commandes qui nous seront données aux prix et conditions établis par le Ministère des Finances, sans aucun frais aux souscripteurs.

Ces commandes pourront nous être transmises par télégramme ou par téléphone, à nos frais.

CREDIT-CANADA
LIMITEE
Prés. Hon. J. Ald. Ouimet, Hon.H.B.Rainville,
Gérants — René T. Leclerc, E. A. Ouimet

179 Rue Saint-Jacques,
MONTREAL.

197-7-FX

LE GIBIER FRANCAIS ET LES RÉCOLTES

Pour sauver ces dernières il a fallu autoriser la chasse au fusil.

Paris, 22 — M. Emile Constant, député de la Gironde, a dit, à une séance de la Chambre, qu'il regrettait de voir en France des hommes qui préféraient se servir d'un fusil pour chasser que pour s'en servir sur le front.

Il a interrogé M. Méline, ministre de l'Agriculture, au sujet des raisons pour lesquelles le gouvernement avait autorisé la chasse.

M. Méline a répondu que la chasse au piège n'avait pas réussi à détruire assez de gibier.

Les lièvres, les faisans, les lapins, ont causé, a-t-il dit, de tels dégâts aux récoltes, qu'on a dû songer à protéger l'agriculture. C'est pourquoi la chasse au fusil a été autorisée.

De plus, le gibier, arrivant à Paris en grande quantité, fera diminuer le prix de la viande.

UN GEN. RUSSE MEURT PRISONNIER

Le gén. Samsonoff est mort en Allemagne.

Londres, 22 — Une dépêche de Berlin vient d'annoncer que le lieutenant-général Samsonoff, qui commandait les troupes russes à la bataille de Tannenberg, est mort prisonnier de guerre en Allemagne. Son corps est maintenant à Stockholm, pour se rendre en Russie.

Un bulletin officiel de Pétrograde, en date du 1er septembre 1914, annonçait que le général Samsonoff était parmi les officiers, qui avaient été tués dans la bataille, dans la Prusse Orientale.

L'IMPÉRATRICE EST BIEN

Tokio, 22 — Devant les dépêches alarmantes qui ont été mises en circulation touchant l'impératrice, un avis semi-officiel a été publié aujourd'hui disant qu'elle est en parfaite santé.

EMPRUNT DE GUERRE

DOMINION DU CANADA

Emission de $50,000,000 d'obligations 5% échéant le 1er décembre 1925

REMBOURSABLE AU PAIR A

OTTAWA, HALIFAX, ST-JEAN, CHARLOTTETOWN, MONTRÉAL, TORONTO, WINNIPEG, RÉGINA, CALGARY, VICTORIA.

INTÉRÊT PAYABLE SEMESTRIELLEMENT LES 1er JUIN, 1er DÉCEMBRE.

PRIX D'ÉMISSION 97½

UN SEMESTRE ENTIER D'INTÉRÊT SERA PAYÉ LE 1er JUIN 1916.

LE PRODUIT DE L'EMPRUNT SERA EMPLOYÉ POUR LES FINS DE LA GUERRE SEULEMENT.

Dans le cas d'émissions futures—autres que les emprunts faits à l'étranger—par le gouvernement, pour les besoins de la guerre, les obligations de cette émission seront acceptées au prix d'émission, 97½, plus l'intérêt acquis, comme équivalent d'argent comptant pour les souscriptions à ces émissions.

LE MINISTRE DES FINANCES offre par les présentes, de la part du gouvernement, les obligations ci-dessus mentionnées pour souscription à 97½, payables comme il suit :

10	pour cent	sur demande,
7½	"	le 3 janvier 1916,
20	"	le 1er février 1916,
20	"	le 1er mars 1916,
20	"	le 1er avril 1916,
20	"	le 1er mai 1916.

Les versements peuvent être effectués en entier le ou après le 3ème jour de janvier 1916, avec escompte au taux de quatre pour cent par année. Tous les versements doivent s'effectuer à une banque à charte au crédit du ministre des Finances. Le manque d'effectuer quelque versement à son échéance exposera les versements antérieurs à la confiscation et la répartition à l'annulation.

Les demandes, accompagnées d'un dépôt de dix pour cent du montant souscrit, doivent être expédiées par l'entremise d'une banque à charte. La banque donnera un récépissé provisoire.

Cet emprunt est autorisé sous le régime d'une loi du parlement du Canada et le principal ainsi que l'intérêt seront une charge sur le Fonds du revenu consolidé.

Des formules de demandes peuvent être obtenues de toute succursale de toute banque à charte au Canada, et au bureau de tout sous-receveur général au Canada.

Les souscriptions doivent être pour des nombres entiers de cent dollars.

Dans le cas de répartition partielle l'excédent du dépôt sera appliqué sur le versement du montant dû pour le versement de janvier.

Des certificats provisoires de souscription (scrip) payables au porteur seront délivrés, après répartition, contre les récépissés provisoires.

Lorsque ces certificats provisoires (scrip) auront été payés en entier et que le paiement y aura été endossé par la banque qui reçoit l'argent, ils pourront être échangés pour des obligations avec coupons attachés, payables au porteur, ou enregistrées quant au principal, ou pour des obligations entièrement enregistrées sans coupons.

La livraison des certificats provisoires (scrip) et des obligations se fera par l'entremise des banques à charte.

L'intérêt sur les obligations entièrement enregistrées sera payable par chèque, qui sera remis par la poste. L'intérêt sur les obligations avec coupons sera payé contre la remise des coupons. Les chèques et les coupons seront payables sans frais de change à toute succursale de toute banque à charte au Canada.

Les porteurs d'obligations entièrement enregistrées sans coupons auront le droit de les convertir en obligations avec coupons, payables au porteur ou enregistrées, sans versement d'aucun honoraire, et les porteurs d'obligations avec coupons auront le droit de les convertir, sans frais, en obligations entièrement enregistrées sans coupons, en tout temps sur demande faite par écrit au ministre des Finances.

L'émission sera exempte des taxes—y compris la taxe sur le revenu—imposées en conséquence de législation édictée par le parlement du Canada.

Les obligations avec coupons seront émises en dénominations de $100, $500, $1,000. Les obligations entièrement enregistrées sans coupons, seront émises en dénominations de $1,000, $5,000, ou tout multiple autorisé de $5,000.

Une demande sera faite en temps utile pour inscrire cette émission aux Bourses de Montréal et de Toronto.

L'emprunt sera remboursé à échéance au pair au bureau du ministre des Finances et Receveur général à Ottawa, ou au bureau du sous-receveur général à Halifax, St-Jean, Charlottetown, Montréal, Toronto, Winnipeg, Régina, Calgary ou Victoria.

Les livres de l'emprunt seront gardés au ministère des finances, à Ottawa.

Il sera accordé aux courtiers d'obligations et de valeurs reconnus une commission d'un quart de un pour cent sur les répartitions faites sur les demandes qui portent leur timbre.

Les listes de souscription seront closes le ou avant le 30 novembre 1915.

Ministère des Finances, Ottawa, 22 novembre 1915.

196-6

LES ARTISANS CANADIENS ASSURENT M. GAUTHIER QU'ILS ONT TOUJOURS CONFIANCE EN LUI

La convention générale des Artisans Canadiens-Français se termine par un triomphe pour le président général accusé.

M. L. J. GAUTHIER EST MAINTENU A LA PRESIDENCE PAR UN VOTE DE 54 A 14

Enfin, la convention générale de la Société des Artisans Canadiens-français a discuté les accusations portées par deux journaux de cette ville contre M. J. L. Gauthier, président-général de la Société.

Trois réunions ont eu lieu sous la présidence du Dr Gervais.

La réunion du matin a été prise par les explications de M. L. J. Gauthier, puis par un réquisitoire de M. J. Lamarche, ex-président général, qui explique l'attitude prise par les anciens présidents dans cette affaire.

Hier après-midi on a discuté des propositions; l'une pour exonérer M. Gauthier de tout blâme, une autre pour le condamner et une troisième, pour attendre les suites du procès intenté avant de prendre une décision définitive.

La séance du soir a eu pour résultat d'amener la société à réaffirmer sa confiance dans son président et de le prier de continuer son administration sage et prudente et progressive, par un vote de 54 à 14; cinq membres de la convention étant absents n'ont pu voter.

EXPLICATIONS DE M. GAUTHIER

" Les anciens présidents généraux qui intentent aujourd'hui une action judiciaire contre moi, dit-il, ont demandé, à la suite des articles du "Pays", ou que je donne des explications publiques ou que je poursuive le journal. Le comité exécutif a cru que la Société des Artisans devait ignorer ces attaques. Comme président, je devais suivre ses instructions. Comme homme, je pouvais poursuivre en mon nom personnel, et je le ferai sans doute quand il en sera temps. Pour le moment, mon avis est que le président-général dans une affaire comme celle-là doit d'abord sauver la société qu'il représente, et, s'il en est capable, se sauver lui-même ensuite. Je suis capable de sauver l'un et l'autre." (Appl.)

M. L. J. Gauthier aborde ensuite la question des débentures, et lit les déclarations solennelles du notaires G. A. Thériault, de M. Gervais Décarie, établissant l'honnêteté des transactions, auxquelles déclarations solennelles il ajoute la sienne propre. Quoique l'affaire de Laval-des-Rapides ait été abandonnée par les accusateurs, M. L. J. Gauthier tient à en parler pour rendre hommage à la mémoire de M. J. A. Labelle, qu'on a essayé de salir le soir même de ses funérailles, et lit à ce sujet une déclaration de la Société d'Administration Générale. En terminant, M. Gauthier se déclare prêt à répondre aux poursuites et devant la convention et devant les tribunaux. "Autant, dit-il, mes adversaires m'ont poursuivi avec acharnement, autant je suis disposé à attendre mon heure, mais qu'ils n'espèrent pas trouver chez moi assez de simplicité pour leur fournir les armes qu'ils cherchent en vain pour me tuer."

M. J. LAMARCHE

M. Joseph Lamarche, ex-président général, prend la parole à son tour, au nom du consistoire d'anciens présidents qui a ouvert les poursuites (J.-V. Désaulniers, Alfred Lambert, Joseph Lamarche, J. A. Grothé, Vital Grenier). Il demande que la discussion se fasse sans haine, sans pitié, sans sympathie et surtout sans politique.

Il explique l'acte des anciens présidents et leur conduite dans toute cette affaire. A la suite des articles accusateurs et d'un avis de Mgr Bruchési, ils envoyèrent une lettre au bureau de direction, demandant des explications ou des mesures pour forcer le journal le "Pays" à se rétracter. Le président-général n'a pas donné d'explications ; il a dit ne pas savoir à qui s'en prendre contre le "Pays," mais il a avoué avoir vendu des débentures à lui appartenant, qu'il l'a fait

(A suivre à la page 3)

La chorale du Mile End

Elle a célébré hier soir la Sainte-Cécile.

Les nombreux amis des membres de la Chorale St-Enfant Jésus du Mile End, se sont réunis hier soir pour goûter les délices d'un plantueux souper aux huitres.

Le festival avait lieu dans le local de la Chorale, sous la présidence de M. l'abbé Perrier, curé de la paroisse: à côté du président à la table d'honneur on remarquait MM. les abbés Roy, Borel et Deschênes, vicaires, M. le curé de St-Elzéar, M. l'abbé Maurice, M. A. Pelletier maitre de chapelle de St-Jacques; M. Leduc, maitre de chapelle à Outremont; M. Jarry, président de la Chorale, MM. Girard, Lemay et Lalonde, marguilliers et MM. G. Comte, Langlois et une foule d'autres.

Après que le souper fut terminé, il y eut chant, musique, déclamation par des amateurs et les membres de la Chorale.

M. Jul. Therrien va en appel

La cause de F.-X. Gauthier vs Julien Therrien à propos de l'accident d'automobile de St-Pierre-aux-Liens, vient d'être portée en appel par les procureurs de M. Therrien, Mtres Bisaillon, C.R., et F. P. Tremblay.

On sait que le défendeur, au cours d'un procès institué devant jury, a été récemment condamné à payer $1,500 de dommages — sur une réclamation de $5,000 — pour un accident d'auto, survenu à St-Pierre-aux-Liens, dont on prétend qu'il aurait été l'auteur et qui fut la cause de blessures graves infligées au fils du demandeur.

M. Therrien, se disant certain de son innocence, a résolu d'en appeler à la Cour de Révision de la décision rendue par les jurés dans son cas.

Pour rectifier un certificat de mariage

L'erreur d'un rabbin juif, qui aurait omis de signer dans le régistre "ad hoc", un certificat de mariage où apparaissent d'ailleurs les noms des témoins et ceux des parties contractantes, a donné lieu à une requête que Mme Betsie Goldstein a inscrite en cour de Pratique pour faire régulariser les choses.

Il appert, d'après les faits, que Mme Goldstein, épouse séparée de biens de Simon Kaplan, fut mariée à celui-ci le 1er juin dernier, selon le rite hébraïque, devant le rabbin Solomon Sprinz à la synagogue Bnaï Jacob.

Le rabbin Sprinz est actuellement parti à l'étranger et le but de la motion soumise, hier, par la requérante est d'obtenir de la Cour une autorisation qui lui permette de faire régulariser son acte de mariage au bureau du protonotaire en y ajoutant le nom de celui qui l'a célébré dans le temps.

La discussion de la requête, quant au fond, a été renvoyée au 25 courant.

Club libéral du quartier St-Paul

Il y aura assemblée des membres du club, mercredi le 24 courant, à huit (8) heures du soir, à la salle de l'Hôtel de Ville coin de l'Avenue Church et de la rue Angers.

M. D. A. Lafortune, candidat libéral pour Jacques-Cartier, M. A. R. MacMaster et plusieurs autres adresseront la parole.

Les libéraux du quartier St-Paul, sont invités. 2

M. l'abbé Groulx

Le public montréalais est cordialement invité à une conférence que donnera M. l'abbé Groulx sur la formation personnelle dans l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française. La réunion sera tenue sous les auspices du comité régional de Montréal, le dimanche, 28 novembre, dans la salle de la bibliothèque Saint-Sulpice.

On prépare pour la soirée un joli programme musical.

Université Laval

Conférences Publiques.

SEMAINE DU 22 AU 28 NOVEMBRE

Mercredi, 8 heures p.m.— Monsieur J.-B. Lagacé : Cours d'histoire de l'art (La religion égyptienne — Description des temples).

Jeudi, 8.15 heures p.m. — Monsieur Edouard Montpetit : Cours de législation industrielle (chaire Forget).

Salle de l'Im. Conception, rue Rachel

Vendredi, 26 novembre 1915, à 8 heures p.m., soirée littéraire et musicale au bénéfice des pauvres de la Providence, Maison Ste-Geneviève. — Conférence par le R. P. Louis Lalande, s.j. Chants, musique et déclamations par des artistes distingués. Admission, 50c. 197-4-D

Incendie à Rosemont

Le feu a presque complètement détruit hier, la maison de M. Lacas, au No 2148 rue Charlemagne, à Rosemont.

Lorsque le chef Dagenais et ses hommes arrivèrent sur les lieux, les flammes avaient presque tout consumé. On ne connait pas les causes du feu ; les pertes sont évaluées à $2,000 environ.

Club Saint-Denis

La fête annuelle aux huitres aura lieu le mercredi soir, 24 courant, de 9 heures à minuit. Pour les membres seulement.

Le Secrétaire,
GEO. PARE.

—NOS DENTS—
Sont très belles, naturelles, garanties.
INSTITUT DENTAIRE FRANCO-AMERICAIN (Incorporé).
162 rue St-Denis, Montréal.

"Souvenirs et Impressions du Japon

UNE CONFERENCE DE L'HON. RODOLPHE LEMIEUX, M.P.

C'est devant un auditoire d'élite que l'ancien ministre de la marine a raconté hier soir ses impressions du Japon, au Club des Nomad's. M. E. Fabre-Surveyer, C. R., présidait la réunion.

Le Japon, dit l'honorable M. Lemieux, en prenant la parole, est notre voisin le plus rapproché sur la côte du Pacifique. C'est l'Allié de la Grande-Bretagne et du Canada. Nous savons quel rôle ce pays, qui est devenu la puissance dominante en Asie, a joué au cours de la présente guerre. Il est évident que lorsque les termes de la paix seront discutés, le Japon sera au nombre des puissances qui en dicteront les termes.

L'honorable M. Lemieux explique ensuite dans quelles circonstances il a visité le Japon en 1907. Il était alors Ministre du Travail, et au lendemain des émeutes de Vancouver, émeutes causées par l'arrivée de milliers de Japonais dans l'espace de quelques mois, il fut délégué auprès des autorités de Tokio, afin d'empêcher le renouvellement de ces scènes regrettables.

Jusqu'en 1894, le Japon, qui, était lié pas plusieurs traités avec les Puissances Européennes et avec les Etats-Unis, souffrait de l'infériorité dans laquelle ses nationaux se trouvaient placés vis-à-vis de la race blanche. Après ses victoires sur la Chine, le Japon fit une révision complète de ses traités, et c'est de 1894 que date son entrée dans le concert des nations, sur un pied d'égalité avec elles. La première, la Grande-Bretagne signa un traité auquel le Canada donna son adhésion. En vertu de ce traité, les Japonais jouissaient au Canada des mêmes privilèges que les autres sujets britanniques. Mais dès l'origine, il y eût entre le Japon et le Canada un accord tacite, par lequel l'immigration devait être restreinte. Cette restriction pacifiait les classes ouvrières de la Colombie, et les empêchait de verser dans l'agitation anti-japonaise de San-Francisco. Mais lorsqu'en 1907, au-delà de 8,000 Japonais eurent débarqué dans l'espace de quelques semaines à Victoria et à Vancouver, l'agitation fut très vive. Elle ne tarda pas à se transformer en émeute, et le sang coula dans les rues de Vancouver. Ce fut alors que le Canada fit officiellement des représentations auprès du gouvernement du Japon, où, grâce à Sir Claude MacDonald, ambassadeur anglais, et au comte Tadasu Hayashi, Ministre des Affaires étrangères, de nouvelles mesures restrictives furent prises afin d'empêcher le flot d'immigration Japonaise de se porter vers le Canada.

Le comte Tadasu Hayashi, qui avait autrefois négocié l'alliance du Japon avec la Grande-Bretagne, dut reconnaître que la sphère d'influence de son

(A suivre à la page 3)

L'art de disserter dans Corneille

M. L'ABBE EMILE CHARTIER EN S'INSPIRANT DE "CINNA" MONTRE A SES ELEVES COMMENT ON APPREND A DISCOURIR.

A mesure que l'on avance dans la série des leçons, on découvre de plus en plus l'intention du professeur. Il veut enseigner à ses élèves l'art de disserter ou de discourir.

La longue délibération qui ouvre le deuxième acte de "Cinna" de Corneille lui a servi pour cela de thème, hier soir. On y trouve un cas de conscience politique nettement posé par l'empereur Auguste (357-404), longuement discuté par le monarchiste Cinna et le républicain Maxime (405-620), nettement résolu enfin par le prince intéressé (621-646).

En réalité, il y a là deux problèmes. Auguste doit-il garder le pouvoir ou abdiquer? C'est le cas particulier qui fait l'objet d'un premier débat (405-498). Si l'empereur abdique, Rome demeurera-t-elle une monarchie ou bien si elle deviendra une république? Ce cas, absolument général, occasionne une deuxième discussion (499-620).

Dans les deux cas, la scène est on ne peut plus tragique. Les aviseurs du prince sont précisément les mêmes qui viennent de tramer sa mort sous l'inspiration d'Emilie. Leurs caractères s'opposent du tout au tout: Cinna est un imposteur, un fourbe et un hypocrite; Maxime, un sincère républicain qui s'expose en faisant entendre à son maître de désagréables vérités. Ils ont néanmoins un trait commun. Les allusions d'Auguste à leur conspiration leur inspirent la même frayeur d'avoir été découverts et de voir finir l'entretien par une condamnation à mort ou par l'exil. La noblesse de l'empereur contraste avec le servilisme de Cinna et l'opportunisme de Maxime. Il se laisse guider par l'intérêt supérieur de Rome et de l'empire.

En étudiant l'argumentation des trois interlocuteurs, on découvre sans trop de peine que, pour se soutenir assez logiquement, elle n'en repose pas moins, la plupart du temps, sur des principes faux ou des données douteuses. Avec minutie le professeur dissèque les unes et les autres et il apprend ainsi à ses élèves à ne pas se laisser fasciner par la pompe des vers ou l'éclat des images.

Comme d'ordinaire, le cours fut avant tout une leçon de raisonnement autant que de critique mesurée.

Le R. P. Loiseau parle de l'existence de Dieu

LE SAVANT JESUITE A DEVELOPPE AVEC GRAND ART SA THESE HIER SOIR. — UN HOMMAGE AU R. P. LOUIS LALANDE.

Nouvelle et brillante leçon d'Apologétique chrétienne hier soir au Gésu, devant un auditoire aussi remarquable par le nombre que par le choix.

Le Révérend Père Loiseau, avec sa maîtrise habituelle, s'est attaché à répondre et victorieusement — à un certain nombre d'objections qu'on lui avait soumises, avant d'aborder la thèse proprement dite de l'existence de Dieu par la preuve tirée de l'ordre des choses visibles.

En passant il fait l'éloge du nouveau livre que vient de publier le révérend Père Lalande, intitulé "Causons", et qui a trait aussi aux choses de l'apologétique.

Le conférencier en conseille vivement la lecture et déclare y avoir trouvé les réponses pratiques à la plupart des objections mises en cours à l'encontre de la doctrine chrétienne.

Le savant Jésuite entrant ensuite au cœur même de son sujet, déclare que par l'ordre des choses visibles dont il parle, il faut entendre l'ordre indépendant de la volonté humaine ; c'est celui-là qui conduit naturellement l'observateur non préjugé à la conviction qu'une intelligence créatrice y a mis la main.

Il n'y a pas de choses inutiles sur la terre. Quel que soit le désordre apparent dont nos yeux puissent avoir, à certains moments l'illusion, on peut affirmer sans crainte d'être démenti qu'un ordre magnifique et général règne dans l'univers. Cet ordre peut se définir "La disposition des moyens adoptés pour obtenir un but déterminé par l'enchainement des causes finales.

Le conférencier se demande ensuite quelle est la cause de l'Ordre. Est-ce le hasard ? Assûrément non puisque cet ordre est constant.

Est-ce le résultat de la nature ? de l'âme de la nature plutôt, comme certains savants se plaisent à nommer la cause qu'ils se sont fabriquée à leur fantaisie ?

Mais qu'est-ce que la nature et qu'est-ce que cette âme de la nature entendue dans ce sens ?

Le conférencier cite à ce sujet certaines affirmations plaisantes du philosophe Haeckel, par lesquelles celui-ci voulant rejeter Dieu hors de la nature et du monde, se voit forcé malgré lui de le ramener au-dedans. Haeckel n'a pu s'empêcher d'admettre qu'une intelligence gouvernait le monde.

Admettons pour un moment la théorie de l'évolution; mais où, cette même évolution a-t-elle puisé son origine ?

Il n'y a qu'une intelligence qui peut ordonner les causes finales. Ainsi pour créer l'œil, il fallait avoir l'idéal de la vision — cause finale. Le hasard fait des assemblages ; l'être intelligent ordonne pour une fin. L'horloger fait une montre et en dispose les rouages pour qu'elle puisse marquer l'heure. L'ordre du monde prouve par les causes finales l'intelligence d'un être supérieur qui y a pourvu.

Le distingué conférencier extrait ici, à l'appui de sa thèse, parmi la liste des savants illustres qui ont rendu hommage à l'existence d'un Dieu créateur, des noms comme ceux de Newton, Linné, Laplace, Henri Fabre, Pasteur, Henri Fague et une quantité d'autres, pour terminer par une longue citation du Dr Chs Richet dans laquelle ce positiviste de doctrine dans son traité "des causes finales en biologie" ne peut s'empêcher de déclarer que "les choses se passent comme si la nature avait voulu.

La Nature ! Et donc, Dieu, puisqu'on ne pourrait s'expliquer une volonté émanant d'une nature intelligente.

La Sainte-Cécile au Mont Saint-Louis

ON A CELEBRE AVEC ECLAT HIER, LA PATRONNE DES MUSICIENS.

L'Institution du Mont Saint-Louis a célébré hier soir, avec éclat la fête de Sainte-Cécile, la patronne des musiciens.

Dès 8 heures, la salle académique était prise d'assaut par une nombreuse et élégante société. Le programme de la séance comportait, naturellement, chant et musique.

Monseigneur Dauth, vice-recteur de l'Université Laval, présidait la soirée, ayant à sa droite l'abbé Brosseau, le chapelain de l'institution. Un clergé fort nombreux était parmi l'auditoire, de même que de fortes délégations des RR. FF. des Ecoles Chrétiennes. Le supérieur de cette communauté assistait également.

Le programme musical, proprement dit, fut exécuté avec une belle maitrise par l'orchestre du Mont St-Louis, dirigé par M. le prof. Goulet, et par la fanfare de la même institution, sous la direction de M. E. Hardy. Le chant fut de toute beauté, et les participants de la séance d'hier soir ne ménagèrent pas leurs applaudissements aux vaillants élèves de l'Institution de la rue Sherbrooke.

Les autorités du Mont Saint-Louis répéteront, mercredi soir, c'est-à-dire demain, dans leur salle académique, l'intéressant programme, si bien interprété, hier soir, devant un bon millier d'amateurs de belle et bonne musique.

APRÈS UNE COURTE DELIBERATION LES JURES DECLARENT QUE FOURNIER N'EST PAS COUPABLE

Le procès Martin-Fournier se termine, hier par un verdict d'acquittement ; on fait une manifestation au journaliste.

M. FOURNIER DEVRA TOUTEFOIS FAIRE DES EXCUSES A M. MARTIN

A neuf heures dix minutes précises, hier soir, le jury dans la cause Martin contre Fournier a rendu son verdict. Unanimement il rend un verdict de "NON COUPABLE" à l'accusation de libelle criminel portée contre Fournier.

Toutefois, le jury demande que le journal "l'Action" fasse des excuses au maire Martin.

Il y eut échange d'objections entre Me Lafortune occupant pour la Couronne et Me Bercovitch conseil de Fournier.

Le président, voulant donner une tournure légale à la demande des jurés, fait adopter la suivante dont le greffier, M. Corriveau, donne lecture:

"Le jury rend son verdict de non coupable, mais il recommande que, vu qu'il n'est pas prouvé que M. Médéric Martin ait bénéficié personnellement au point de vue pécuniaire des erreurs commises, M. Fournier doit mentionner cela dans son journal."

Les jurés ayant accepté la forme de recommandation à la Cour telle que plus haut mentionnée, les avocats des deux parties y consentent à leur tour et le verdict est enregistré.

Me Bercovitch ayant demandé que les frais soient à la charge de la poursuite, la Couronne s'y objecte. Après avoir cité des auteurs et des précédents, le juge prend la demande en délibéré et désire la motion écrite ainsi que l'objection.

Décision sur ce cas sera rendue le 16 décembre prochain.

Dès trois heures, à la reprise de l'audience, la Cour d'Assises est remplie d'une foule désireuse d'entendre les débats de cette cause qui passionne l'opinion publique.

Me Lafortune C. R., commence son plaidoyer : point par point, il s'attaque au plaidoyer de la défense fait le matin; l'avocat de la poursuite réfute les allégations de la défense. S'armant pour ce faire des mêmes articles jugés libelleux par son client: toutefois on sent dans le plaidoyer de l'habile substitut du procureur général, les difficultés auxquelles il se

(A suivre à la page 3)

Le nouveau commissaire n'est pas encore nommé

LE CONSEIL FAIT UNE NOUVELLE TENTATIVE HIER APRES-MIDI, MAIS SANS PLUS DE SUCCES QU'A LA SEANCE PRECEDENTE. — M. GIROUX DEFAIT PAR UN VOTE DE 22 A 5. — UNE PROPOSITION D'AJOURNEMENT L'EMPORTE.

Le conseil municipal a fait une nouvelle tentative, hier après-midi, pour nommer un successeur à l'ex-commissaire Hébert, mais sans plus de succès qu'à la séance de la semaine dernière. M. Turcot, afin de ne pas mettre les échevins dans l'obligation de choisir entre deux de leurs collègues, retira sa candidature. On proposa ensuite la nomination de M. Giroux, mais le conseil n'y fut pas favorable et il la rejeta par un vote de 22 à 5. Plus tard, on proposa M. Bastien, mais cette proposition venait après une motion et un amendement pour l'ajournement, de sorte qu'elle fut déclarée hors d'ordre. Et ce fut finalement un sous-amendement pour l'ajournement pur et simple, proposé par l'échevin L. A. Lapointe, qui l'emporta, par un vote de 20 à 9.

M. Ménard ouvrit la discussion. Les membres du conseil, dit-il, sont dans une position difficile par le fait qu'ils seront probablement obligés de choisir le nouveau commissaire entre deux de leurs collègues. Il leur sera difficile et délicat de voter contre un collègue. Il semble donc, conclut M. Ménard, que l'un des deux échevins dont les noms ont été proposés à la séance de la semaine dernière devrait se retirer, afin que le conseil n'ait à se prononcer que sur un seul candidat. Ce serait un beau geste de désintéressement.

M. Turcot se lève ensuite. Il ne veut s'imposer, dit-il, à aucun de ses collègues. Il doit savoir à quoi s'en tenir, après le vote qui a été donné la semaine dernière. Depuis quinze ans qu'il est dans la vie publique, il n'a jamais été défait, et il ne veut pas l'être cette fois-ci. D'ailleurs, depuis que la question est agitée, il a rencontré pas moins de cinq mille personnes qui lui en ont parlé. Les unes lui ont dit qu'il faisait bien d'être candidat, d'autres qu'il avait tort. Alors, en face de toutes ces difficultés, de ces ennuis qu'il pourrait causer à ses confrères, il préfère se retirer. Si le conseil, cependant, n'arrive pas à réunir une majorité suffisante pour élire un autre candidat, il pourra alors se souvenir du moins M. Turcot l'espère, d'un collè-

(A suivre à la page 7)

M. Adélard Fortier décline la candidature

DANS UNE LETTRE QU'IL NOUS ADRESSE, L'ANCIEN PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DIT QU'IL NE PEUT SE RENDRE A LA DEMANDE DE SES AMIS ET CONCITOYENS.

Nous publions ci-dessous une lettre que M. Adélard Fortier, vice-président de la Montréal Dairy nous adresse au sujet de sa candidature à la mairie; cette lettre se passe de commentaires.

En voici le texte:

"Le "Canada",
"Montréal.

"Monsieur le Directeur;

"On a souvent parlé de moi comme candidat à la mairie, bien que je n'aie jamais accepté la candidature qui m'a été offerte par un grand nombre d'amis, notamment par la Fédération des Clubs Ouvriers Municipaux.

"Avant même d'avoir pris la détermination d'accepter ou de décliner la candidature, j'éprouvais le désir de mieux connaître les ouvriers. J'ai donc assisté à un grand nombre de leurs réunions; j'ai pris un contact intime avec cet important élément de notre population, que trop de gens jugent sur les apparences sans vouloir se donner la peine de le connaître.

"Sait-on que des milliers d'ouvriers se réunissent le soir dans leurs cercles, après leur journée de travail, et discutent les affaires municipales? Et croit-on que, si des gens désintéressés allaient prendre part à leurs délibérations, leur conscience d'électeurs ne serait pas plus éclairée que si on les abandonne à ceux-là seuls qui ne les fréquentent qu'au moment des élections ?

"Pour moi, je me félicite d'avoir assisté à un très grand nombre de ces réunions. Et je me flatte que les travailleurs m'ont parlé avec franchise, comme je leur ai moi-même parlé, parce que je ne leur demandais pas leurs votes, mais leurs opinions. J'avais, au fait, depuis quelque temps des raisons de décliner la candidature, et je continuais néanmoins à fréquenter les cercles.

"Mais, puisque des amis et des journaux, avec un empressement qui m'honore, donnaient pour probable, et même pour certaine une candidature, que, pour des raisons personnelles, je ne crois pas devoir accepter, j'ai jugé à propos d'écrire cette lettre publique.

(A suivre à la page 7)

DECES

MOUSSEAU. — A Montréal, le 21 novembre 1915 à l'âge de 39 ans, est décédé après deux jours de maladie, Marie Clara Gagné, épouse de J. O. Mousseau, avocat, C.R.

Les funérailles auront lieu mercredi le 24 courant à neuf heures a.m. Le convoi funèbre partira de la résidence de son époux, 151 rue St-Hubert, pour se rendre à l'église St-Jacques où sera célébré le service et de là au cimetière de la Côte des Neiges lieu de la sépulture.

Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. R.I.P. 196-3-D

BENOIT. — A Washington, D.C., le 19 courant, à l'âge de 67 ans, est décédé subitement, Michel Benoit, célibataire, rentier, autrefois de la société Lamarche et Benoit, comptables, de Montréal.

Les funérailles auront lieu mardi, le 23. Le départ se fera de la maison mortuaire, 470 Dorchester-Est, pour se rendre à l'église Saint-Jacques, rue Saint-Denis, où le service sera chanté à 8.30 a.m., et de là au cimetière de la paroisse Saint-Hubert, en passant par la traverse de Longueuil.

Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitations. 196-2-D

BELEC. — Joseph Olivier. En cette ville est décédé, hier, à l'âge de 61 ans, Joseph Olivier Bélec, ancien restaurateur, rue Craig, et maintenant domicilié au No 1069 de la rue St-Urbain. Les funérailles auront lieu jeudi matin, à 8 heures, en l'église de St-Jean-Baptiste.

Le cortège funèbre partira de la demeure du défunt, à 7.45 a.m., pour se rendre à l'église paroissiale et de là au cimetière de la Côte des Neiges.

Parents et amis sont priés d'assister aux funérailles sans autre invitation. 197-2

The Arbour Hotel Company
LIMITED
Liqueurs et cigares de choix
Repas réguliers à 35c
JOHNNY BERTRAND, Gérant
187 Boulevard Saint-Laurent

Deux diplomés de l'Ecole des Hautes Etudes sont partis pour la France

NOTRE UNIVERSITE COMMERCIALE DELEGUE MM. E. BARRIERE ET R. JOUBERT POUR ETUDIER LE MARCHE FRANCO-CANADIEN.

Le dernier numéro spécial du bulletin de la Chambre de Commerce Française de Montréal contient un article montrant toute l'importance qu'il y avait pour les jeunes gens ayant terminé leur instruction à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de faire un stage à l'étranger.

Les conclusions de cette étude ont déjà porté leurs fruits. Deux des diplômés de notre Faculté de Commerce viennent de s'embarquer pour la France, en vue d'étudier les principales branches de la production française afin que celles-ci prennent sur le marché ranadien une plus grande place et particulièrement celle que prenaient les producteurs Austro-Allemands.

Ces jeunes gens, MM. E. Barrière et R. Joubert, après un séjour en France où ils comptent être attachés successivement à différentes industries, reviendront au Canada et avec leur instruction et le stage pratique qu'ils auront fait là-bas, les connaissances des mœurs et coutumes commerciales du pays, des langues parlées, ils seront des représentants des mieux qualifiés pour le commerce français. De même, après un premier séjour, ils seront tout indiqués pour être en France, les représentants de certaines branches de la production canadienne.

Nos compatriotes qui se rendent là-bas sont partis munis des meilleures recommandations. M. J. Génin, au nom de la Chambre de Commerce Française de Montréal leur a remis des lettres d'introduction pour le Ministre du Commerce de France, pour l'Office du Commerce Extérieur ainsi que pour certains industriels. Il les a présentés à M. Heillman, attaché commercial à l'ambassade de France à Washington et à M. Meunier, qui les ont vivement encouragés, ce dernier leur ayant promis de les rencontrer dès son retour en France.

M. Génin a, en outre, fait des démarches pour faciliter la traversée de nos compatriotes et leur faire obtenir des avantages de la Compagnie Générale Transatlantique.

De son côté, le Directeur de l'Ecole des Hautes Etudes leur a remis différentes lettres d'introduction, dont une pour l'Union des Associations des Anciens Elèves des Ecoles Supérieures du Commerce de France, présidée activement par M. P. Delombre, ancien ministre du Commerce ; cette association compte près de 15,000 membres, tous diplômés des Ecoles Supérieures de Commerce françaises et possède un service de placement très actif.

Nous souhaitons à nos compatriotes, en route pour la France, tout le succès possible et ne doutons nullement qu'ils ne vont acquérir durant leur séjour, malgré les circonstances pénibles, une expérience qui leur sera largement profitable et dont le pays bénéficiera également, ce qu'il faudra mettre au crédit de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.

Une affaire des plus extraordinaires en cour

UNE CAUSE OU LES DEUX FRERES ET LES DEUX BELLES-SOEURS SE RESSEMBLENT AU POINT QUE LE DEMANDEUR NE PEUT ETABLIR L'IDENTITE DU DEFENDEUR.

"Ce qui est vrai, n'est pas toujours vraisemblable" dit l'axiome bien connu. Il reste à savoir jusqu'où vont les extrêmes limites qui séparent la vraisemblance de la vérité dans certains cas.

L'un de ceux-ci soumis hier au tribunal de la Cour Supérieure présidé par M. le juge St-Pierre, se trouve parmi les plus extraordinaires que l'on puisse rencontrer.

En résumé, voici les faits se rattachant à une réclamation pour frais de loyer.

M. E. Beauchamp poursuit M. Zénon Brien dont il réclame le loyer d'un mois au No. 24, rue William-David, au cours de mai dernier.

Jusque-là, rien d'extraordinaire. Mais voici où les choses se compliquent. Le défendeur allègue qu'il ne doit rien au demandeur pour la bonne raison que ce n'est pas lui qui fut le locataire en question, mais son frère.

Son frère s'appelle Zéphyrin; lui s'appelle Zénon; et le contrat avait été signé par Z. Brien, tout court.

Zénon et Zéphyrin se ressemblent d'ailleurs comme deux gouttes d'eau et, ce qui plus est, leurs femmes se ressemblent aussi à s'y méprendre.

Donc M. Zénon Brien et sa femme ont juré qu'ils n'avaient rien à faire avec le loyer dont il s'agit, mais que le bail avait dû être signé par M. Zéphyrin Brien mort depuis trois mois et dont l'épouse est actuellement absente à Lancaster, Ontario.

De son côté, le demandeur, appuyé des témoins comme le Dr Paul Denis et autres, affirment que c'est bien avec Zénon Brien que le contrat fut passé. Des photographies ont été produites en Cour, par lesquelles on constate que la ressemblance entre les frère Brien pourrait à la rigueur les faire prendre pour des frères siamois.

Cependant le Dr Denis déclare qu'il a donné ses soins à l'épouse du défendeur et que c'est bien elle qui occupait avec son mari le logis en question à la date mentionnée.

Les choses en sont là, et le tribunal a donné ordre que l'on produisit la photographie de Mme Zéphirin Brien s'il en existe ainsi que celle de Mme Zénon Brien.

Mtre J. Pelletier occupe pour le demandeur et Mtre Delâge, de Lafortune & Delâge, pour le défendeur.

On demande des jeunes garçons pour faire la vente du journal sur la rue. S'adresser le matin avant 7 heures au journal "Le Canada", 73 rue Saint-Jacques.